

## Lentueur brésilienne

On a parfois qualifié le Brésil de « Russie tropicale ». Le gigantisme du pays justifie cette comparaison... et aussi sa lenteur dans le changement. Voici près d'un an que les parlementaires de Brasilia élaborent la Constitution d'une nouvelle République. Paralyés par des querelles internes, ils n'en voient toujours pas la fin. Voici plus de dix ans qu'a commencé la transition vers la démocratie. Mais, avant même que l'Éldorado n'apparaisse, le navire donne de la gîte : on voit resurgir dans les sondages la tentation de l'homme providentiel ou du régime à poigne.

Donner une nouvelle Constitution au Brésil est sans doute minuscule. On l'a bien vu depuis le début de 1987 : cinq projets ont été élaborés. Alors que l'accord semblait réglé sur un texte, tout est à nouveau remis en cause. La gauche a d'abord marqué des points au nom de l'ajournement nécessaire et du réajustement des forces sociales, de la stabilité de l'emploi et de la réforme agraire, de l'impôt sur la fortune, de la réduction des horaires de travail, de l'adoption du système parlementaire à la limitation de la présence étrangère dans l'économie. Bref, les innovations ne manquent pas dans le dernier avatar du projet, où le droit ne voit - c'est son rôle - que populisme et xénophobie.

Aujourd'hui, les conservateurs sont passés à la contre-offensive. Ils proposent les « avancées sociales » du projet et immobilisent la Constitution dans des batailles de procédure. La Charte fondamentale, qui devait être prête en novembre, est repoussée de mois en mois. Ces manœuvres dilatoires bloquent les investissements privés et freinent les négociations avec les créanciers étrangers, chacun attendant ce qui sortira de la boîte de Pandore.

Elles font en tout cas un heureux, le chef de l'État, en rendant difficile l'élection en novembre 1988 de son successeur - autre point qui semblait acquis dans les débats de la Constitution. Celle-ci a limité en effet à quatre ans le mandat de l'actuel président, lequel en voulait cinq. Elle a jugé apparemment que la transition n'avait été trop dur, et qu'il était temps pour le Brésil d'être gouverné.

Car la crise constitutionnelle se double d'une crise d'identité. Depuis l'arrivée de M. Sarney au pouvoir, on ne compte plus les réformes lancées avec fracas et jamais réalisées, les plans microbotants destinés à conjurer la « crise » et qui se sont retournés contre leurs auteurs. D'un plan Cruzado à l'autre, le gouvernement a passé son temps à viser l'inflation zéro et à déclencher l'hyper-inflation. Il n'a brandi l'arme du moratoire sur la dette que pour revenir en plus mauvaise posture devant le FMI. Et le slogan qu'il a choisi - « tout pour le social » - recouvre la plus forte concentration du pouvoir d'achat que les Brésiliens aient connue.

De nouveaux retards constitutionnels seraient périlleux pour la nouvelle République. Comme l'est la volonté de M. Sarney de ne quitter la place qu'en 1990. Les Brésiliens ont besoin de changer d'équipe et d'être eux-mêmes leur nouveau président. Issu du suffrage indirect, l'actuel titulaire ajoute à ses limitations celle d'une insuffisante légitimité populaire.

## Libérations et mesures de bannissement Territoires occupés : Israël alterne clémence et sévérité

L'accalmie précaire qui régnait depuis quelques jours dans les territoires occupés par Israël a été rompue, le dimanche 3 janvier, par des manifestations après la mort d'une Palestinienne tuée par l'armée dans un village proche de Jérusalem.

Alternant la clémence et la sévérité, les autorités israéliennes ont libéré une centaine de jeunes manifestants arrêtés lors des récents affrontements et annoncé leur intention de bannir neuf « activistes » palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Il est trop tôt pour célébrer le retour à la normale, comme le faisaient déjà certains responsables israéliens. Quarante-huit heures après une « journée de Fath » (1) sans violence, les autorités avaient choisi de marier simultanément la clémence et la répression, pour mettre un terme à l'agitation dans les territoires occupés. Elles ont annoncé, dimanche 3 janvier, à la fois leur intention d'expulser neuf Palestiniens et la libération - effective - d'une centaine d'autres parmi les jeunes gens arrêtés au cours de ces deux dernières semaines. Mais ce subtil dispositif a été dramatiquement ébranlé par un grave événement

qui s'est produit le jour même : une Palestinienne de vingt-cinq ans a été tuée par l'armée dans des conditions de nature à relancer la vague de troubles.

L'incident a eu lieu en milieu de matinée dans la localité de Ram, à mi-distance entre Jérusalem et Ramallah. Comme déjà la veille, des jeunes gens masqués lançaient des pierres sur les véhicules israéliens circulant le long d'une autoroute voisine. Selon un porte-parole militaire, une nuit d'une armée est venue les disperser.

ALAIN FRACHON  
(Lire la suite page 3.)

(1) Journée qui commémore, vendredi, la première opération lancée par le mouvement de M. Arafat le 1<sup>er</sup> janvier 1965.

## Concertation entre l'Allemagne de l'Ouest et le Japon Les banques centrales freinent la glissade du dollar

Après avoir, le lundi 4 janvier, en début de matinée, battu tous ses records de baisse à 1,5640 DM et 120,45 yens, le dollar s'est redressé sur tous les marchés des changes, grâce aux interventions concertées des banques centrales d'Allemagne de l'Ouest, du Japon et de Suisse. En fin de matinée, il valait 1,5820 DM et 122,15 yens, passant, à Paris, de 5,32 F à 5,36 F. Les banques centrales ont attendu la reprise de l'activité sur les marchés au début de l'année nouvelle pour manifester leur volonté de stopper si possible la chute du billet vert.



Lire nos Informations page 32

## Assassinat à Paris Un employé de l'ambassade de la RFA tué par un inconnu.

PAGE 10

## L'argent et la politique Deux projets de loi sur le contrôle des patrimoines et le financement des campagnes.

PAGE 7

## Le salaire des enseignants Le coût du plan Monory serait « insupportable », selon le ministère des finances.

PAGE 16

## « Gardens of Stone » Un entretien avec James Caan, le héros du dernier film de Francis F. Coppola.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 36

## La préparation de l'élection présidentielle et le bilan économique du gouvernement

### Le risque de l'indifférence

par Jean-Marie Colombani

Mes vœux pour cet acte majeur de la vie commune sont que les Français se prononcent clairement sur quelques choix essentiels. En prononçant son traditionnel, et peut-être ultime, message de Nouvel An, le chef de l'État a lui-même mis l'accent sur l'incertitude majeure de ce scrutin. Celle-ci tient moins au nom des candidats (bien qu'il ne nous ait pas éclairés sur sa propre attitude) qu'à l'absence de l'incertitude majeure de ce scrutin. Celle-ci tient moins au nom des candidats (bien qu'il ne nous ait pas éclairés sur sa propre attitude) qu'à l'absence de l'incertitude majeure de ce scrutin.

L'enjeu paraît incertain et fort peu exaltant, car les éléments essentiels qui faisaient la force et la particularité de l'élection présidentielle ont aujourd'hui disparu. Nous n'élirons, le 8 mai prochain, ni un prince ni un magicien. 1988 est, de ce point de vue, une année charnière : elle permet de tirer les leçons de trente ans de V<sup>e</sup> République et d'un septennat, celui de M. Mitterrand.

Cette Constitution, à l'origine consulaire, pour ne pas dire impériale, a finalement, et de façon imprévue, permis de réaccalmier en France une logique démocratique. Deux hommes y ont aidé en acceptant, chacun à sa manière, et selon l'esprit du temps, un verdict contraire des urnes : le général de Gaulle, en 1969, en quittant la scène; M. Mitterrand, en 1986, en laissant le vainqueur - Jacques Chirac - gouverner. Le septennat de François Mitterrand a, lui, permis d'expérimenter, avec la même dose d'insuccès, deux notions magiques : l'une socialiste (1981-1983), l'autre libérale (1986-1987). Dans l'un et l'autre cas l'équation volontarisme + idéologie a été mise en échec. Si bien qu'en ce début d'année, en France, jamais la démocratie n'a été autant à la règle; jamais les limites de la politique pour résoudre les grands problèmes du pays n'ont été autant perceptibles.

### Le libéralisme au prix fort

par Alain Vernholes

Lorsqu'elle était dans l'opposition, la droite avait cultivé l'idée que l'économie française ne retrouverait les voies de la croissance et de la prospérité qu'en rompant avec le dirigisme et en revenant aux mécanismes du marché. L'optimum économique serait mieux réalisé - ou approché de plus près - par le libre jeu de choix très décentralisés. Les décisions de l'État, ses réglementations, sa gestion étaient jugées

trop lourdes et peu éclairées, son territoire trop étendu. Telle était la vision. On retrouve assez bien celle-ci dans la « palette-forme commune UDF-RPR » - programme politique pour les élections de mars 1986 - qui développe abondamment la thèse du libéralisme et ses avantages. Si, après les législatives, l'année 1986 fut trop courte pour juger l'efficacité d'une nouvelle stratégie, 1987 a permis à l'équipe conduite par M. Chirac de confronter sans restrictions sa vision avec la pratique quotidienne du pouvoir.

Pour l'essentiel, les idées du programme de la droite sur la libéralisation de l'économie ont été appliquées : l'État a formellement allégé son rôle dans l'économie en réduisant les impôts qu'il prélève et en freinant les dépenses qu'il finance. De même qu'il a réduit son poids en vendant au secteur privé une partie importante du capital qu'il détenait sous forme d'entreprises publiques ou nationalisées. Comme « grand inquisiteur », l'État a fait des pas en arrière importants, supprimant presque complètement le contrôle des changes et celui des prix.

Le souci de préserver une certaine indépendance nationale ou tout simplement de ménager les transitions a parfois freiné l'application du programme : ceux des règlements édictés par la puissance publique qui avaient été jugés excessifs avant mars 1986 n'ont pas disparu aussi facilement

et aussi complètement qu'il avait été envisagé. On l'a vu pour l'énergie (l'État a conservé la possibilité d'interdire l'importation de pétrole en provenance de certains pays), les transports aériens (Air France continue de bénéficier d'une protection de ses monopoles) et les télécommunications. En ce qui concerne le logement, la liberté des loyers anciens (loi de 1948) n'est pas aussi complète qu'il avait été annoncé. Enfin, dans un domaine aussi essentiel que le foyonnage - ou le refoyonnage - de l'industrie française, le gouvernement n'a pu empêcher d'intervenir plus ou moins discrètement ou bien, au contraire, n'a pu commencer de se désengager, comme cela a été le cas avec Renault.

Si, dans l'ensemble, pourtant, le passage des déclarations aux actes s'est bien fait, la réalité a régulièrement montré l'ambiguïté des intentions et des objectifs, les contradictions auxquelles le pouvoir était confronté. L'État devrait moins apparaître comme acteur et comme propriétaire, davantage comme arbitre, pour faire respecter non plus les règlements, puisqu'il devrait y en avoir de moins en moins, mais les règles du jeu et, au-delà, les grands principes qui les sous-tendent : concurrence pour permettre à l'initiative privée de s'exprimer pleinement, réduction de la fiscalité pour que soient justement rétribués les efforts fournis et les risques encourus par l'épargne et l'investissement. (Lire la suite page 33.)



LA SEDUCTION ORIGINAIRE  
Nouveaux fondements pour la psychanalyse  
Par Jean Laplanche  
A partir d'un nouveau tracé de la théorie de la séduction comme théorie généralisée, Jean Laplanche propose une double remise en chantier. Théorique : autour de la notion d'objet-sourcil. Pratique : centrée sur le transfert en creux.  
Collection « Bibliothèque de Psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche. 268 pages - 68 F.  
puf  
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

### Le Monde ÉCONOMIE

- A la recherche des paradis fiscaux européens, par Robert Pelletier. Avant 1992, la France doit réviser son régime d'imposition de l'épargne.
- Pour un Airbus ferroviaire, par Philippe Essig, président de la SNCF.
- Trois reportages : en Corée du Sud (« La reprise en main du monde ouvrier »), au Mexique (« L'industrie de la sous-traitance ») et au Canada (« La relance des projets de la baie James »).
- La chronique de Paul Fabra : « Nouvelle donne politico-financière ».

Pages 27 à 30

M 0147 - 0105 - 4,50 F  
3790147004500 01050

سكننا من الالهي

MSI



Les violences dans les territoires occupés et les réactions israéliennes

Le comité islamique Al Qods (Jérusalem) devait se réunir, lundi 4 janvier, dans la ville marocaine d'Ifrane...

urgente d'une réunion des ministres arabes des affaires étrangères. Dans une interview accordée à la chaîne américaine ABC...

du PSP constituait un « avertissement » à ce parti, afin qu'il cesse d'accueillir refuge aux organisations terroristes.

Jérusalem alterne clémence et sévérité

(Suite de la première page.)

Un soldat a ouvert le feu alors qu'il poursuivait un des jeunes gens en fuite qui s'étaient réfugiés dans une cour.

Une femme de vingt-cinq ans, occupée à sa lessive, a été touchée par les tirs et, grièvement blessée, est morte quelques heures plus tard à l'hôpital de Ramallah.

Une centaine de libérations

La mort de la jeune femme survient au moment où le gouvernement a décidé d'équiper les forces de sécurité de matériel anti-émeutes et a appelé à leurs membres la consigne de ne pas utiliser leurs armes à feu que dans des conditions de légitime défense.

Etats-Unis qui avaient expressément demandé à Israël de ne pas y recourir, de peur qu'elles ne relaient l'agitation.

Le communiqué des Etats-Unis, publié le 29 décembre, a été à plusieurs reprises, et de façon répétée, formulé par le ministre des Affaires étrangères, M. Shimon Pérès.

M. Shimon Pérès, a fait part de son immense regret. Le général Mitzna, responsable de la Cisjordanie, s'est très vite rendu sur les lieux.

Il a ordonné une enquête et la suspension immédiate du soldat qui avait ouvert le feu et de l'officier commandant son unité.

rangs ces dernières semaines, il ressemble à un avertissement adressé au Fatah, le mouvement de libération du peuple palestinien, par l'OLP, au moment où celui-ci appelle à la poursuite des troubles dans les territoires.

Un avertissement aussi, et peut-être dans le même sens, ce raid lancé dans la nuit de samedi à dimanche par l'aviation israélienne contre des bases palestiniennes au sud du Liban.

ALAIN FRACHON.

Le bombardement des bases palestiniennes au Liban a fait une vingtaine de morts

L'aviation israélienne a lancé, samedi 2 janvier dans la soirée, une série de raids contre des positions palestiniennes au Liban, tuant une vingtaine de personnes, des miliciens palestiniens et libanais, ainsi que des civils.

Parmi les victimes figurent, outre des civils palestiniens et libanais, trois militaires druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Joubalati.

Deux des positions palestiniennes bombardées samedi par l'aviation israélienne se trouvent en territoire contrôlé par le PSP.

Confirmant le bombardement de samedi, un porte-parole de l'armée israélienne a déclaré que « les objectifs visés servaient de base à des opérations terroristes contre Israël ».

De Damas, l'organisation d'Ahmed Jibril a affirmé dimanche qu'elle riposterait de manière « adéquate » aux bombardements de samedi.

La radio militaire israélienne a présenté les raids contre les bases palestiniennes comme des représailles à l'opération du 25 novembre, et affirmé que l'attaque d'objectifs situés dans un secteur sous contrôle

du PSP constituait un « avertissement » à ce parti, afin qu'il cesse d'accueillir refuge aux organisations terroristes.

La crise entre chrétiens et druzes

De son côté, M. Joubalati a accusé l'armée libanaise et Israël de « collusion ». Depuis samedi, des militaires libanais fidèles au président Amine Gemayel ont déferlé le blocus de la bande côtière, au sud de Beyrouth comprenant notamment le port de Jijé, sous contrôle du PSP.

La crise entre la milice de M. Joubalati et l'armée avait éclaté mercredi dernier, lorsqu'un officier druze a détourné un hélicoptère militaire qu'il a fait atterrir en secteur contrôlé par le PSP.

Le chef de la communauté druze a, par ailleurs, prôné la formation d'un gouvernement du « Liban arabe ». « Le Liban est déjà partagé », a-t-il estimé. « Nous libanais arabe et, à partir de là, nous pourrions libérer le Liban ».

La juridiction d'un autre gouvernement couvrirait Tyr dans le Sud, la ville septentrionale de Tripoli, les montagnes du Chouf au sud-est de Beyrouth et la vallée de la Bekaa dans l'Est, a-t-il déclaré.

« Nous devons le faire en coordination avec Amal [la milice chiite], les communistes, tout le monde », a précisé M. Joubalati. - (AFP, AP, Reuters.)

Le sort des otages d'Abou Nidal

M. Bitterlin poursuit sa médiation

Le président de l'Association de solidarité franco-arabe, M. Lucien Bitterlin, a quitté le dimanche 3 janvier Beyrouth, où il a passé vingt heures pour rencontrer des membres du Fatah-Conseil révolutionnaire, qui lui avait demandé son concours en vue de la libération de deux petites Françaises que le Fatah-RCr détiend.

Il était arrivé le samedi soir dans la capitale libanaise dans le cadre de la médiation qu'il effectue à la demande du Fatah-RCr pour aider à la libération de Virginie (quatre ans) et de Marie-Laure (six ans), deux des huit passagers français et belges du Silco, dont l'arraisonnement au large de Gaza (occupée par Israël en 1967) a été annoncé par l'Organisation palestinienne le 3 novembre.

Dans une déclaration à l'AFP avant son départ, M. Bitterlin a

affirmé que les deux petites Françaises étaient « en bonne santé » et qu'elles devraient être libérées « au plus tard avant la fin de janvier ».

Il a ajouté qu'il avait eu « dix heures de discussions » avec ses interlocuteurs, qu'il n'avait pas vu les fillettes, dont il ne sait pas où se trouvent au Liban, et que le sort des six autres otages avait été « évoqué ».

Interrogé sur d'éventuelles exigences du Fatah-RCr pour qu'il libère ses otages, M. Bitterlin a affirmé : « En ce qui concerne les deux fillettes, il n'y a aucune contrepartie. » Pour ce qui est des

six autres otages, M. Bitterlin a indiqué que le Fatah-RCr considère « les passagers du Silco » comme « des agents des services secrets adverses, notamment israéliens ».

Le Fatah-RCr détiend, outre Virginie et Marie-Laure, leur mère Jacqueline Valente, une Française et son bébé nouveau-né, son compagnon belge, Fernand Houtekins, le frère de ce dernier, Emmanuel, ainsi que sa femme Goodelieve et leurs deux enfants Valérie et Laurent. - (AFP.)

LIBYE : l'économie en voie de « libéralisation »

Le colonel Kadhafi entre le pragmatisme et le volontarisme brouillon

L'universitaire français François Burgat, chercheur au CNRS d'Aix-en-Provence, se trouvait récemment à Tripoli. Ses « impressions » libyennes témoignent des atterissements du régime face à la nécessité de redresser une économie au piètre état.

TRIPOLI correspondance

La Libye, seul pays de la région à n'avoir pas encore mis son économie à l'heure du « réal-libéralisme », est-elle en train de prendre elle aussi le chemin de la réforme ? L'objectif — redonner au tissu économique l'efficacité qui lui fait défaut — ne peut plus être différé : la baisse des cours du pétrole et du dollar souligne chaque jour un peu plus le danger qu'encourt une société dont les recettes en devises étaient encore en 1986 à 100 % d'origine pétrolière.

Les petits commerces, longtemps interdits, sont de nouveau tolérés. L'embauche d'un minimum de personnel non familial dans les fermes est maintenant autorisée pour que la façade autogestionnaire soit préservée.

Les instruments juridiques de cette timide libéralisation sont, dans le secteur de la production et des services, les *tachirikat*, sortes de coopératives qui visent à établir un Ben plus étroit entre un nombre réduit d'associés et leur instrument de travail. Plusieurs dizaines ont déjà vu le jour. Longtemps villipendés, l'implantation de complexes hôteliers destinés à drainer les

devises du tourisme international est désormais à l'ordre du jour, ainsi que la valorisation des richesses archéologiques romaines et notamment de la fabuleuse *Leptis Magna* où les bâtisseurs de notre Versailles se sont, paraît-il, approvisionnés un temps en colonnes romaines.

En attendant la confiance

A l'instar — à bien des égards — de la situation algérienne, ces quelques hirondelles libyennes n'ont toutefois pas suffi à faire fleurir les printemps de la confiance. Faute de sources de revenus encore davantage chez les petits fonctionnaires prêts à risquer quelques sous dans l'achat d'une rétrocede à volailles ou d'une machine à glace italienne pour arrondir leurs fins de mois que chez d'éventuels capitalistes d'industrie peu pressés de rapatrier leurs capitaux.

Depuis la nomination d'un gouvernement de « techniciens », un petit nombre de mesures ont apporté un semblant de description : la cravate, assimilée il y a peu à l'emblème des croisés, a refléuri. Les graves ruptures d'approvisionnement de l'année 1986 appartiennent aussi au passé.

En politique étrangère, la terminologie de guerre qui faisait après le raid américain le bonheur des commentateurs, a été abandonnée. Si

M. Reagan apparaît encore sur les écrans de télévision affublé des dents d'un vampire, on ne l'aperçoit plus « le chien errant d'Israël ». M<sup>r</sup> Thatcher — dont le pays n'est plus voilé de noir à l'instar de l'Egypte sur les cartes de la météo — a perdu son titre de « commandant du porte-avions fixe des Etats-Unis ».

Le projet de transfert de la capitale s'est entiché par manque d'eau et d'électricité, dans les sables brûlants d'Al-Joffor, l'état-major de l'armée ayant lui-même donné cet été le signal de la retraite. A la fin de novembre, une nouvelle loi sur le service militaire est venue — au terme à l'improbologie de la mobilisation permanente du « peuple en armes » en réinstaurant un service militaire classique de deux ans pour tous les Libyens de dix-huit à trente-cinq ans.

Les femmes à l'usine

Devant ses visiteurs occidentaux tout comme devant les comités populaires, le colonel Kadhafi passe sans transition de l'analyse économique la plus lucide (« Ne vous contentez pas de dire « Apprenez » mot des bananes, apprenez-moi des voitures, apprenez-mot de la soie » en vous croisant les

jambe... Fournissez d'abord une production interne... et vous nous achèterez ensuite tout ce que vous voudrez... ! ») à un rappel quasi obsessionnel de solutions dont le réalisme échappe autant à l'observateur le plus complaisant que, semble-t-il, à une proportion chaque jour croissante des intéressés.

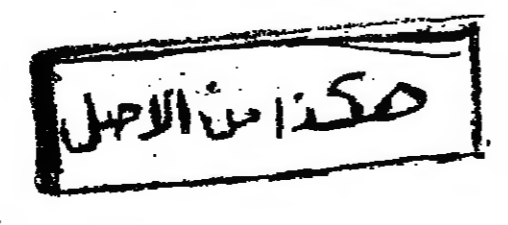
Après le « quartier jamaïritien autonome », le principe de la « permutation des emplois », les « villes productives combattantes », l'enseignement primaire à la maison », la suppression des chauffeurs, des secrétaires et des dactylographes et de tous les métiers inutiles (comme « les marchands de journaux ou de roses »), l'accent est mis maintenant sur la nécessité de recruter quatre cent mille femmes pour leur confier le fonctionnement « de toutes les usines, surtout celles de tissage, de menuiserie, de chaussure, de textile, de papier, de ciment, de sucre ».

« Ne vous contentez pas de dire « Apprenez » mot des bananes, apprenez-mot de la soie » en vous croisant les

FRANÇOIS BURGAT.

Le Monde newspaper masthead and publication information on the left side of the page.

RECHERCHE advertisement for scientific research by Pierre Thuillier, including contact information and a small image of a book.





# Afrique

# Amériques

## ZIMBABWE

### Ancien rival de M. Mugabe et M. Nkomo entre au gouvernement

NAIROBI  
De notre correspondant en Afrique orientale

M. Joshua Nkomo, l'ancien « jésuite » politique, qui vient de signer un « pacte d'unité » entre son parti, la ZAPU et celui de M. Robert Mugabe, le nouveau chef de l'Etat zimbabwéen, la ZANU, revient au gouvernement comme ministre sans portefeuille, après en avoir été chassé, en février 1982, pour complaisance envers l'Etat. Deux autres membres de la ZAPU, M. Ruzhizwa et M. Moyo, ont été nommés à des postes mineurs : M. Moyo, ministre du travail et des affaires sociales, l'autre comme ministre de la construction et du logement. La nouvelle équipe comprend aussi un ministre d'Etat et deux autres ministres blancs pour faire entendre la voix d'une communauté qui ne dispose plus d'une représentation parlementaire spécifique.

Outre M. Nkomo, le nouveau président de la République est entouré de deux autres super-ministres, M. Maurice Nyagumbo, un vétéran de la lutte pour l'indépendance, chargé des affaires politiques, et M. Bernard Chidzero, un technicien pragmatique, chargé des affaires économiques. M. Enoch Nkala, l'ennemi juré du chef de la ZAPU qui s'était promis de la « liquidation » politique, abandonne le ministère de l'intérieur mais se voit confier celui de la défense.

M. Nathan Shamuyarira devient chef de la diplomatie sur laquelle M. Mugabe continuera à avoir la haute main. Il abandonne son portefeuille de l'information à M. Witness Mangwede, ancien ministre des affaires étrangères. M. Herbert Udoewo, qui passait pour un dur, l'un des chefs de file de l'aile populiste de la ZANU, quitte le gouvernement. Impliqué dans différents scandales, il avait été écarté, en 1986, du bureau politique dont il était alors le numéro deux.

## GUINÉE : à l'occasion du Nouvel An

### La veuve de Sekou Touré, son fils Mohamed et soixante-cinq détenus ont été libérés

A l'occasion du Nouvel An, le Comité national de redressement national (CMRN, au pouvoir en Guinée depuis avril 1984) a libéré soixante-cinq détenus arrêtés au lendemain du coup d'Etat manqué du 4 juillet 1985. Cette mesure n'a fait l'objet d'aucune annonce officielle à Conakry. Un responsable de la préfecture a déclaré à Reuters que le CMRN souhaitait donner le minimum de publicité à ces libérations.

Selon des informations concordantes recueillies auprès des intéressés eux-mêmes ou de leurs familles, la veuve d'Ahmed Sekou

Touré, André, et son fils Mohamed ont pu quitter, le 31 décembre, le camp Alpha-Yaya, à Conakry, où étaient détenus les conjurés, pour regagner leur région natale, au centre du pays. Un ancien ambassadeur longtemps en poste en Chine, Camara Moussa Sanguiata, a également été élargi.

André et Mohamed Touré avaient été condamnés à huit ans de prison lors de procès organisés dans le plus grand secret en mai 1987 pour juger les anciens dignitaires du régime et les participants à la tentative de putsch dirigée par le colonel

Diarra Traoré, ancien premier ministre.

Une soixantaine de personnes avaient été condamnées à mort et, selon des informations de presse parues à l'étranger, un certain nombre d'entre elles avaient été exécutées avant même de passer en jugement. Dans une récente interview, le président Lansana Conté a implicitement admis que plusieurs condamnés étaient déjà morts au moment des procès. « Ceux qui voulaient se venger se sont vengés, je n'y pouvais rien », a-t-il dit. — (Reuters.)

## MOZAMBIQUE

### Un train saute sur une mine : vingt-deux morts

Maputo. — Au moins vingt-deux passagers d'un train ont été tués, le jeudi 31 décembre, et soixante et onze autres blessés par l'explosion d'une mine posée, selon les autorités, par la rébellion de la RENAMO (soutenue par Pretoria) sur la voie ferrée reliant la ville de Moamba (nord-ouest de Maputo) à la capitale mozambicaine, a rapporté vendredi la presse mozambicaine. Les blessés, dont deux sont dans un état critique, ont été hospitalisés à Maputo.

Le train transportait quelque mille cinq cents passagers, pour la plupart des ouvriers mozambicains employés par Coboco, un consortium italien construisant un barrage sur le fleuve Save, dans le district de Moamba, frontalier avec la province sud-africaine du Transvaal.

Après l'explosion, qui a fait dévaler les wagons, les passagers, qui se rendaient à Maputo pour les fêtes du Nouvel An, ont été attaqués par un groupe de la RENAMO, qui en a capturé plusieurs.

Ces trois derniers mois, des convois de civils sur les routes et les voies ferrées mozambicaines ont été l'objet de plusieurs reprises, selon Maputo, d'attaques de la RENAMO. En octobre et en

novembre, trois attaques successives de la guérilla ont fait plus de quatre cents victimes sur l'axe routier principal du pays, au nord de la capitale.

Apprenant l'attentat, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha a exprimé samedi 2 janvier ses condoléances au gouvernement du Mozambique. M. Botha a indiqué dans son message qu'il avait appris ce drame avec « profond regret et inquiétude ». Il a offert au Mozambique une assistance médicale immédiate et technique pour réparer la voie ferrée.

M. Botha a ajouté que la presse mozambicaine avait accusé Pretoria d'être impliquée dans cette attaque. Le chef de la diplomatie sud-africaine a rejeté ces accusations et souligné que l'Afrique du Sud était prête à résoudre de façon pacifique les problèmes de l'Afrique australe. Pretoria a toujours nié soutenir la RENAMO.

M. Botha a encore indiqué que la réaction prévue pour le 3 janvier des commissions de liaison entre le Mozambique et l'Afrique du Sud — établies après le pacte de non-agression signé à Nkomati — pourrait être avancée pour discuter du massacre du train. — (AFP.)

● ALGÉRIE : visite du ministre tchadien des affaires étrangères. — M. Gouara Lassou, arrivé vendredi 1<sup>er</sup> janvier à Alger, a eu samedi un entretien avec le chef de la diplomatie algérienne, M. Ahmed Taleb Ibrahimi.

Les deux ministres « ont procédé à un échange de vues approfondi sur les relations bilatérales et les questions politiques africaines d'actualité », indique-t-on de source officielle. — (AFP.)

● TUNISIE : la veuve de Salah Ben Youssef reçue par le président Ben Ali. — M<sup>me</sup> Soufya Ben Youssef, veuve de l'ancien rival de M. Habib Bourguiba, rentrée le 22 décembre à Tunis, après plus de trente ans d'exil au Caire, a été reçue samedi 2 janvier, par le président Ben Ali (le Monde du 29 décembre). Elle s'est félicitée de l'atmosphère cordiale de cette entrevue, précisant que son interlocuteur avait « accepté toutes ses demandes, qui seront étudiées dans un proche délai ».

Dans une lettre ouverte, M<sup>me</sup> Ben Youssef réclame la « réhabilitation politique de son mari », une « révision de l'histoire du mouvement national avec les corrections et les modifications qui s'imposent » et le « rapatriement de la dépouille de Ben Youssef (enterré au Caire après son assassinat en 1961 à Francfort) avec tous les honneurs qui lui sont dus, afin qu'il repose aux côtés de ses frères martyrs... » — (AFP.)

## ÉTATS-UNIS

### Un terrier en or

WASHINGTON  
correspondance

Spuds MacKenzie, le chien mascotte d'une grande brasserie, a des amis. Il s'agit en fait d'un terrier femelle originaire de Chicago, plutôt laid, avec une grosse tache noire sur l'œil qui la fait ressembler à un pirate. On comprend mal comment Spuds est devenue en quelques années une grande vedette de la publicité commerciale apparaissant toujours entourée de jolies femmes ou se livrant à quelques entrechats et lançant des coups d'œil complices au public pour vanter les mérites de tel ou tel produit... D'innombrables maillots de corps, de tasses et de gobelets, de porte-clés, portent son image, tandis qu'un grand magasin de New-York a ouvert un rayon spécial, une « Spuds boutique », qui, en quelques heures, a écoulé toutes ces friperies. Apparemment, c'est le succès.

Ses difficultés commencent lors de la visite du pape en septembre dernier. La hiérarchie catholique indignée s'oppose avec succès à l'image sacrilège de Spuds imitant de la patte les gestes béniéux du saint-père. Mais l'ambitieux cabot commercial n'assimila pas cet avertissement. On le vit apparaître cette fois habillé en Père Noël sur des affiches et des cartons publicitaires recommandant une marque de bière. Spuds eut alors maille à partir avec l'Etat de l'Ohio dont une loi interdit d'employer l'image du Père Noël pour la promotion d'une boisson alcoolisée. Les milliers de paquets de bière furent saisis des rayons des magasins.

Au Capitole, un sénateur parlant au nom des organisations anti-alcooliques attaqua Spuds pour son influence néfaste sur la jeunesse. Plusieurs élèves, porteurs de maillots de corps à l'image, sans doute considérés comme associés à la campagne pro-alcoolique de Spuds, furent renvoyés de l'école. On compte environ cinq millions d'adolescents alcooliques, soit près d'un tiers du total.

Certains experts estiment qu'aucun lien ne peut être établi entre la publicité pour les boissons alcoolisées et l'accroissement ou l'abus de leur consommation. Tel n'est pas l'avis de nombreux par-

mentaires qui voudraient que l'interdiction de toute publicité à la télévision et à la radio concernant le tabac et les alcools soit étendue à la bière et aux vins. Ainsi, après avoir en vain tenté d'incarner le saint-père, puis le Père Noël, Spuds va retourner à sa vie de chien. Une existence très rentable à en juger par l'importance de ses contrats publicitaires.

HENRI PIERRE.

## BRÉSIL : lors d'affrontements avec la police

### Une centaine de chercheurs d'or auraient été tués

Rio-de-Janeiro. — Selon un représentant du gouvernement fédéral brésilien, M. Nelson Marabuto, une centaine de chercheurs d'or auraient péri lors d'affrontements avec la police, mardi 29 décembre, à Serra-Pelada, la plus grande mine d'or à ciel ouvert du monde, située dans l'Etat de Para, dans le nord-est du Brésil. La police de Serra-Pelada affirme, de son côté, que les heurts ont provoqué la mort de huit personnes, vingt-cinq étant blessées et soixante-dix-neuf autres portées disparues.

Les chercheurs d'or demandent au gouvernement de débloquer des fonds pour rendre la mine plus sûre et éviter l'expropriation des petites coopératives privées au profit de l'Etat. Les mineurs avaient établi un barrage sur un pont routier et une voie de chemin de fer près du site de Serra-Pelada et menaçaient de faire sauter les ouvrages.

Selon M. Nelson Marabuto, membre du groupe de travail créé par le Congrès pour trouver une solution aux problèmes de la mine, et qui se trouvait sur les lieux, quatre cents soldats, parmi lesquels des troupes de choc, sont intervenus aux deux extrémités du pont, ne laissant aux mineurs aucune possibilité de fuite. Pour échapper aux balles de la police et aux gaz lacrymogènes, des mineurs sautèrent du pont haut de 79 mètres. La police fédérale a envoyé un enquêteur sur les lieux pour savoir ce qu'il est advenu des mineurs portés disparus après les affrontements. — (AFP, Reuters, AP.)

## REPUBLIQUE TCHÈQUE

### Le nouveau porte-parole de la Charte 77

Prague. — Le nouveau porte-parole de la Charte 77, le mouvement de résistance démocratique en République tchèque, est devenu M. Jan Patočka, ancien philosophe et théologien, qui a été l'un des fondateurs de ce mouvement. M. Patočka a été élu à la tête de la Charte 77 lors d'une assemblée générale tenue à Prague le 27 décembre. Il a succédé à M. Petr Pávek, qui a quitté ce poste après avoir été élu président de la République tchèque.

# Dire que ça fait 3 jours et 3 nuits que vous pourriez fêter la baisse de nos tarifs et que vous préférez fêter la nouvelle année.



### Décidés à faire mille fois plus.

Le 31 décembre à minuit, tandis que vous fêtiez la nouvelle année, nous répercutons intégralement la baisse de la TVA sur nos tarifs standard et week-end. Comme quoi, il vous reste encore quelque chose à fêter.

## Minitel nouveau pour parler.

... sur Minitel  
... : LEMONDE

هكذا من الأهل



d'être élu

M. Chirac propose un mode de financement public des partis politiques

L'hôtel Matignon a transmis aux responsables de la majorité, le 31 décembre, les projets établis sous l'autorité de M. Jacques Chirac en vue de réglementer le financement des partis politiques...

Le dispositif proposé par M. Chirac comporte deux projets de loi, l'un organique, l'autre ordinaire, visant à assurer la transparence des patrimoines des hommes politiques...

Le projet de loi organique, nécessaire dès lors qu'est en cause l'organisation des pouvoirs publics, et dont l'examen ne peut intervenir que quinze jours après son dépôt...

Le projet organique comporte, en second lieu, des dispositions relatives aux campagnes pour les élections présidentielle et législatives...

Le projet de loi ordinaire contient des dispositions sur le patrimoine

les 26 novembre et 9 décembre derniers. Les destinataires de ces documents, dont l'orientation générale a été rendue publique le samedi 2 janvier...

des membres du gouvernement et des élus (présidents des Assemblées territoriales et maires des villes de plus de cinquante mille habitants) analogues à celles qui concernent le chef de l'Etat et les parlementaires...

Le projet de loi ordinaire, nécessaire dès lors qu'est en cause l'organisation des pouvoirs publics...

Le projet de loi ordinaire contient des dispositions sur le patrimoine des membres du gouvernement et des élus...

Le projet de loi ordinaire contient des dispositions sur le patrimoine des membres du gouvernement et des élus...

A RMC

M. Raymond Barre se propose de combattre « le désenchantement et le scepticisme »

M. Raymond Barre a invité, le lundi 4 janvier sur RMC, les Français à être « lucides, confiants et résolus »...

Interrogé sur son attitude à l'égard de M. Jean-Marie Le Pen et du Front national, M. Barre a justifié son silence en expliquant qu'il se détermine non pas par rapport à lui-même mais par rapport à ses convictions...

S'il a, par ailleurs, pris acte des mesures adoptées pour diminuer la TVA, notamment sur les automobiles, l'ancien premier ministre a dénoncé notre « système fiscal aberrant »...

Le candidat à l'élection présidentielle a de nouveau fait part de ses réserves à propos de l'accord américano-soviétique de désarmement...

M. Longuet admire M. Mitterrand - M. François Mitterrand « témoigne admirablement de la stabilité française »...

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Barrot n'exclut pas un mouvement de socialistes en cas de succès de M. Barre

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui participait dimanche 3 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1...

Parlant d'un « septennat de dialogue et d'innovation » dans le cas où M. Barre gagnerait l'élection présidentielle, M. Barrot a ainsi justifié son adhésion au député de Lyon et son refus de voir de nouveau M. Mitterrand à l'Elysée...

Interrogé sur l'arrivée des « barbares de la cuisine levantine », comme M. François Léotard par exemple, le député centriste a déclaré : « Ils sont les bienvenus. Le barbare exclut un parti du président. Que l'on ne compte pas sur nous pour monopoliser le futur président de la République... »

« Pour le financement des partis politiques », M. Barrot a expliqué : « On ne remplace pas la vertu par des textes, mais les textes sont nécessaires ».

Sur la situation dans les territoires occupés par Israël, le député de la Haute-Loire a fait observer que « devant cette contestation des jeunes Palestiniens, il ne faut pas que l'Etat d'Israël se raidisse, car nous aurions dans un engrenage d'incompréhension ».

Bonne volonté

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

« Je ne suis pas bouger, vous savez », plaisantait M. Joseph Jospin en quittant, le 9 décembre, la douzième réunion des chefs de parti politique consacrée, à l'hôtel Matignon, au financement de la vie politique...

L'éventuelle candidature du chef de l'Etat Le « pronostic » de M. Claude Estier

Invité de l'émission de France Inter « L'oreille en coin », le dimanche 3 janvier, M. Claude Estier a livré son pronostic personnel sur la date à laquelle M. François Mitterrand fera connaître sa décision d'être ou de ne pas être candidat à l'élection présidentielle...

« M. Estier affirme que son propos n'est nullement la traduction d'une confiance. Il n'empêche M. Estier est un spécialiste du « pronostic » qui se confirme : ainsi, avant le scrutin de mars 1988, il avait annoncé le choix de M. Jacques Chirac comme premier ministre ».

BIBLIOGRAPHIE « Bonapartisme et gaullisme » de Francis Choisel

Il peut sembler superfétatoire de consacrer un gros livre à Bonapartisme et gaullisme. Ce sont surtout les adversaires du second qui l'ont comparé au premier dans un souci polémique et avec une intention outragante. La préoccupation de Francis Choisel n'est pas de se plonger avec d'autres dans l'analyse politique mais dans un ordre strictement historique. Docteur en histoire, professeur à l'Institut catholique, spécialiste du second Empire, il procède selon une rigoureuse méthode comparative en se basant uniquement sur les textes de Napoléon III et de de Gaulle...

« Les époques du bonapartisme et du gaullisme purs, matures ». Il s'agit donc avant tout d'une étude comparée. Et M. Choisel en arrive à une première conclusion : le gaullisme n'est pas un avatar du bonapartisme car il n'y a pas de filiation de l'un à l'autre. Ils sont deux phénomènes de même nature, mais distincts. En revanche, l'un et l'autre, chacun en son temps, a réalisé la synthèse des théories politiques, économiques et sociales du moment. De même, ils ont tous deux aspiré à réaliser un pouvoir efficace et stable, une économie prospère, le progrès social et à développer l'autorité extérieure de la France. Mais

La préparation de l'élection présidentielle Le risque de l'indifférence

(Suite de la première page.) Tous - hormis le candidat communiste - chantent aujourd'hui les vertus de la supranationalité, au nom de l'impératif européen. Tous - même l'actuel premier ministre - acceptent un processus de décentralisation qui amoindrit le pouvoir central au profit des régions. Ces éléments conduisent évidemment à réduire la portée du scrutin de mai prochain. D'autres l'obscurcissent : le recul des désaccords idéologiques lichte les quatre grands candidats à tenir un discours consensuel ; l'effet pervers des alternances (c'est-à-dire la difficulté d'appliquer un programme idéologique et la rapidité des retournements de l'opinion) fait que ces mêmes candidats sont moins tentés d'annoncer le contraire. L'omniprésence, enfin, du marketing politique - qui se traduit par les sommes astronomiques que certains ont déjà engagées pour la campagne - qui banalise la scène du pouvoir, ajoute à la crainte de voir l'élection présidentielle non plus réconcilier le pays avec la politique, mais au contraire accentuer le décalage entre pays politique et pays réel. Plus il y a de « médiapolitique », plus la politique bascule dans l'indifférence de masse, dans la mobilité flottante des opinions, plus il y a de séduction, moins il y a de grandes passions politiques. Il est écrit ainsi Gilles Lipovetsky (1). Le spectre de la « République du vide » est bel et bien là (2).

Sans pousser le pessimisme jusqu'à la caricature, arrêtons-nous au résultat prévisible de cette situation : un président privé d'élan, un chuchement rapidement minoritaire, et plus désarmé que jamais face à une nécessité, désormais admise à gauche comme à droite, que, pour avancer, il faut pouvoir rassembler deux Français sur trois (3).

Dans ces conditions, mieux vaut éviter de glorifier l'« acte majeur de notre vie commune », sans en sous-entendre la portée. « Etat modeste », dit Michel Crozier. A présidence moderne, président modeste, pourrait-on ajouter. De même que l'Etat devient l'expression de la société française, de même le futur président devra-t-il accompagner celle-ci. Dans la foulée de la collaboration, le rôle du conseil d'un sans doute davantage d'incarner une continuité et une unité, tout en assumant lui-même des fonctions qui ont cessé d'être « omnidimensionnelles » pour redevenir exclusivement régaliennes. En d'autres termes, la norme présidentielle de l'après-mai 1988 devrait plutôt ressembler au Mitterrand distribuant des bons et mauvais points à bord du Clemenceau plutôt qu'au Mitterrand qui, quatre ans plus tôt, de retour de Etats-Unis, arbitrait en conseil des ministres le débat pour ou contre la construction d'un nouveau train sidérurgique à l'usine de Gandrange.

Il n'est pas sûr que la politique perde au change. Ce recontraire n'est, après tout, que la rançon d'une évolution plus profonde : hormis les extrêmes, auxquels se joignent à l'occasion les bonapartistes, il n'est plus question aujourd'hui de changer de régime ni de société. Ce peut être le signe, pour une Constitution trentenaire, du passage à l'âge adulte. A condition que les choix qui permettent de faire évoluer la société soient discutés, que les difficultés prévisibles soient explorées avant l'échéance. Bref, à condition que les candidats se refusent à solliciter un chèque en blanc.

Les grands dossiers

Pour que ce choix existe, il suffit qu'il se prononce clairement et précisément sur quatre ou cinq grands dossiers que leur offre l'actualité : - L'Europe : une chose est de définir celle-ci comme notre « avenir », une autre est de dire comment elle pourrait le devenir et surtout à quel en serait le coût social (cette question ne concerne pas seulement les agriculteurs). - Le chômage : est-on, oui ou non, au bout de son traitement social ? Quelqu'un a-t-il quelque chose de plus à apporter qui n'ait déjà été fait ? Avec qui et comment va-on réformer l'éducation nationale ? etc.

RIVES ALDES s. bagage

Handwritten signature or stamp in Arabic script.











سكنا من الاجل

# Culture

## CINÉMA

« Gardens of Stone », de Francis F. Coppola

### Le chant du souvenir

Dans son film *Gardens of Stone*, qui sort en France le 6 janvier, Francis F. Coppola retrouve le décor de la vie militaire et de la guerre, et son interprète James Caan, qui fait un retour éclatant après des années de silence.

An cimetière national d'Arlington, en Virginie, sur le Potomac (Washington se trouve de l'autre côté du fleuve), reposent les héros des deux guerres mondiales et les combattants du Vietnam. C'est un cimetière d'élite, qui a son régiment porte-drapeau, la « Vieille Garde ».

An début du film, en 1969, y est lieu les obsèques solennelles de Jackie Willow, jeune soldat, fils de sergent qui voulait se battre au Vietnam et y est mort. Sa veuve Rachel (Mary Stuart Masterson) est là, avec ses parents, et les amis. Pendant le rituel de la cérémonie funéraire, le sergent Clell Hazard (James Caan), qui fut l'instructeur, ou plutôt le mentor de Jackie, pense à lui, vivant, à leurs rapports, à tout ce qui s'est passé.

Dans la beauté, le calme, la sérénité d'un immense champ de repos où les arbres et la verdure semblent rendre hommage aux rangées de tombes de pierre blanche, les séquences d'ouverture, très émouvantes, présentent l'armée d'Arlington comme une famille dans un sanctuaire. (Le film est tiré d'un roman de Nicholas Proffitt, qui servit trois ans dans la Vieille Garde et fut correspondant de guerre au Vietnam.)

On pourrait croire à une œuvre officielle — les corps militaires y ont prêté leur concours, elle est dédiée au 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie améri-



De face, le sergent Clell Hazard (James Caan)

caine de Fort-Myer — si la remontée dans le temps ne précipite pas assez vite les détails d'une aventure personnelle dont on sait déjà qu'elle s'est mal terminée.

Lorsque Jackie Willow (D.B. Sweeney) arrive à Fort-Myer, c'est un idéaliste tout gonflé de certitudes, pas très sympathique à vrai dire dans son admiration pour les principes militaires. Il se comporte comme un personnage éduqué. Il a bien des choses à apprendre. Clell Hazard et son meilleur ami, le sergent-major noir « Goody » Nel-

son (James Earl Jones), vont l'aider, le rassurer, lui apprendre à réfléchir.

Sans abandonner le thème de l'armée-famille, Coppola s'attache essentiellement aux liens personnels affectifs, aux sentiments à la sensibilité. Clell Hazard, militaire de carrière qui est allé deux fois au Vietnam, ne croit plus à la nécessité de cette guerre, mais il sollicite pourtant — et en vain — un poste d'instructeur sur place, pour préparer les jeunes soldats à la lutte, essayer de les préserver. Rougissant son frein à Fort-Myer, il repense sur Jackie une

sorte d'instinct paternel qui n'a rien à voir avec la camaraderie bourgeoise de la garnison, où la virilité s'exprime souvent par un langage et des manières de corps de garde.

#### Une concordance parfaite

Pour son retour à l'écran, James Caan, avec sa maturité, sa force de séduction intacte, incarne d'une façon prodigieuse la psychologie et l'humanité d'un être très complexe. Il y a une concordance parfaite entre son jeu et les intentions, d'une

mise en scène narrative « classique ». Depuis l'épopée d'*Apocalypse Now*, Coppola a considérablement changé, dans sa conception du cinéma. Retrouvons James Caan, qui fut un de ses interprètes à l'élection, on dirait qu'il en fait, au cœur du film, son porte-parole, la projection de lui-même.

C'est à partir de Clell Hazard que s'organisent le récit et les rapports intenses des personnages. « Goody » Nelson partage les points de vue de Clell, mais il n'a pas de conflit intérieur, et sa compagne Betty Rae (Loretta McKeon) assure son équilibre. L'amour de Clell Hazard pour Samantha Davis (Angela Houston, surprenante elle aussi par la complexité), journaliste politique très engagée dans le pacifisme, leur liaison parfois tumultueuse, signifiant en quelque sorte les problèmes historiques et les problèmes viraux d'une société oscillant entre les meilleures traditions militaires américaines et le doute généré par l'intervention au Vietnam.

Aucun didactisme là-dedans. Ces gens existent, les femmes à égalité des hommes, et ce n'est pas l'une des moindres qualités d'un film qui, sur une reconstitution authentique de Fort-Myer et d'Arlington, décrit avec une extrême finesse les façons de vivre, d'aimer, de se réaliser (les retrouvailles de Jackie et Rebecca, leur mariage contre la volonté du père de celle-ci) dans un contexte instable.

Quand la mort est au bout du chemin pour le jeune homme, qui, sur le terrain de la guerre, a découvert la vérité, il ne reste plus aux survivants qu'à communier dans le chant du souvenir, en se serrant les coudes. Ce chant du souvenir s'exprime avec une grande pudeur, une grande tendresse, la reprise des obsèques à la fin du film. Les « jardins de pierre » semblent dire, alors, que la vie doit continuer, malgré la perte des illusions, et même si l'on n'oublie pas.

JACQUES SCHLIER.

## « L'âge de Monsieur est avancé » de Pierre Etaix

Sur une scène de théâtre, dans le décor d'un cabinet de travail cossu, un homme d'une soixantaine d'années, qui veut en paraître cinquante, écrit une pièce, rien d'autre que celle qu'il est en train de jouer sous nos yeux. Quelques interventions de son régisseur et la présence d'une femme aimée à l'identité ambiguë tiennent lieu d'intrigue. Mais le verbe de l'auteur se fait insistant pour discuter avec esprit des paradoxes de l'amour, de la fidélité et de la vérité.

C'est une vraie pièce de Pierre Etaix, créée à Paris pendant la saison 1985-1986 (elle était jouée par François Périer, Caroline Cellier et Bernard Haller), elle est du succès. Pierre Etaix l'a filmée pour la télévision et s'est attribué le rôle de l'auteur. Il pensait, très évidemment, à la personnalité de Sacha Guitry dont le sarcasme légendaire est parfaitement reconnaissable, repris ici à son compte par le scénariste-metteur en scène-interprète. Jeu de miroirs bien « intello » dans une pièce essentiellement tributaire du Boulevard. Mais, face à un Pierre Etaix métamorphosé, Nicole Calfan est délicate et Jean Carmet ne se départit pas d'une autorité tranquille.

Quelques trucs veulent faire passer à Miffis : nous revuait un cinéma. Connaissances et spectacles, filmés de l'autre côté de la rampe sont aussi du spectacle.

Cet exercice de style, assorti d'effets vidéo, a été diffusé sur FR 3, le soir du 25 décembre. On y trouvait un certain charme sous un peu d'ennui. Le soir en salle, et une semaine plus tard, est une gageure, d'autant qu'à ces trois personnages sied davantage l'intimité du petit écran. Dans un an peut-être, et encore...

J.B.

## Mort du cinéaste cubain Manuel Octavio Gomez...

Le cinéaste Manuel Octavio Gomez, l'un des fondateurs de l'Institut cubain de l'industrie et de l'art cinématographique (ICAIC), réalisateur de documentaires puis de films devenus classiques (*La Prima carga al machete*, 1969, *La Tierra y el cielo*, 1976) vient de mourir à La Havane d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-quatre ans et venait d'achever *Gallego*, d'après le roman de Miguel Barnet, la vie d'un émigrant espagnol à Cuba.

## ...et du styliste britannique Bill Gibb

Le styliste écossais Bill Gibb — qui a dessiné des robes pour Joan Collins et Elisabeth Taylor — est mort le 2 janvier dans un hôpital de Londres où il était entré au mois de mars, date à laquelle il a été opéré d'un cancer de l'intestin.

## Rencontre avec James Caan

### Dans la jungle du nouvel Hollywood

La guerre? « J'ai grandi à New York. Ça ne vous suffit pas, comme champ de bataille? Pour être très honnête, je ne suis pas un animal politique. Encore moins en 65, 66, 67, le moment de m'installer à Los Angeles, j'essayais de décrocher du boulot. J'avais vingt-cinq ans, j'étais marié, j'avais un enfant, je bénéficiais donc d'une dispense spéciale : je ne pouvais être mobilisé qu'en cas d'urgence extrême, en cas d'invasion ou de menace d'invasion des Etats-Unis. J'ai eu de la chance, j'ai évité la Corée et le Vietnam ».

Il se souvient encore de son premier grand rôle, dans *Lady in a Cage* (1964). Olivia de Havilland, invalide, y était prise au piège dans son ascenseur et « taquinée » par un gang de voyous dirigé par James Caan. « C'était horrible. J'en faisais des tonnes et j'étais malheureux comme les pierres... Je suis allé au zoo, et j'ai vu un curieux singe dans une cage qui faisait les cent pas puis piquait une colère tout en gardant visages de marbre. Je l'ai observé pendant deux heures. Il a pris une carotte que lui offrait une passante, et a mangé un morceau puis a jeté le reste. C'est là-dessus que j'ai travaillé sur interprétation. Sur le morceau de carotte rejeté ».

Adolescent, il fait un court séjour dans une académie militaire, à l'instar de Francis Coppola, qui en ressort à jamais fasciné par l'univers clos et ritualisé de la vie militaire. Comme dans le *Parrain*, les thèmes de *Jardins de pierre* sont l'importance des liens familiaux, le rite, l'honneur, la tradition, la loyauté.

« Le 3<sup>e</sup> d'infanterie correspond à la garde paucienne des Romains. Aujourd'hui, c'est la garde présidentielle. Même la façon de marcher y est différente. C'est supposé être un corps d'élite, ils ne donnent que dans la parade. Ils sont tous très beaux, mesurent tous plus de 1,80 mètre : le public doit les percevoir comme emblématiques. Difficile pour certains d'entre eux d'accepter ça pendant qu'ailleurs la guerre fait rage. Les officiers, les sergents, eux, sont des soldats de haut rang, bardés de médailles. Prendre en charge le 3<sup>e</sup> d'infanterie est une sorte de promotion, de récompense ».

« Le héros de *Gardens of Stone* n'a aucune envie de repartir à la guerre. Il a déjà fait deux, trois ou quatre tours à active, il a un passé glorieux, il a tenu son peloton sans en faire une affaire d'Etat. Il n'a donc surtout pas envie de voir encore une recrue, un autre gamin, se faire stupidement descendre. Or, c'est en à raison, ils vont tous y aller, ces gamins. Il se dit donc : si

je peux les entraîner, avec la connaissance que j'ai du terrain, je risque de sauver au moins une vie ou deux ».

« Que ce soit la guerre du Vietnam, la deuxième guerre mondiale, celle du Péloponnèse ou les guerres babyloniennes, la situation est classique, c'est le rapport entre un père et son fils, entre un gladiateur et son pupille, entre amoureux et disciple, entre un sergent et un troufion ».

#### 4 millions de dollars : il refuse

Ou entre un père cinéaste et son fils apprenti metteur en scène. Le sujet de *Jardins de pierre* a trouvé un écho douloureux dans la vie de Francis Coppola. Quinze jours après le début du tournage, son fils Giancarlo mourait dans un accident de navigation. Il était assistant metteur en scène, son père lui apprenait le métier. Depuis, Francis Coppola refuse de parler de film.

La carrière de James Caan est jalonnée par les films de Coppola. En 1968, ils se rencontrent sur le tournage des *Genes de la pluie*. Des années plus tard, quand Coppola fait *Conversations secrètes* (avec Gene Hackman et Robert Duvall), Caan se faufile sur le plateau, se met une mouche et se glisse parmi les figurants. « Nous avons toujours été amis. Bien sûr, il y a des choses qu'il m'a demandé de faire et que je n'ai pas faites... » Ainsi *Apocalypse Now*.

« John Miljus avait écrit le scénario et, bien avant que le projet aboutisse, me l'avait passé en me disant : « Ce n'est qu'un premier jet, dis-moi ce que tu en penses, ça parle de guerre mais c'est assez rigolo... ». Francis a, comme d'habitude, tenu un coup de poker. « Lis et dis-moi quel rôle tu veux ». Il était certain que je choisirais le personnage central. Eh bien non, c'est l'autre qui m'intéressait, qui s'appelait à ce moment-là King Carraway, le personnage que joue Robert Duvall. « J'aime l'odeur du napalm au petit matin ». Dans le scénario original, c'était encore plus énorme. C'est donc le rôle que j'avais choisi ».

« Là-dessus, Francis me dit : « Allé ! Je l'ai offert à Gene Hackman », qui ne l'a pas fait non plus. J'étais furieux ! Le ton a monté. Pour corser le tout, Francis vient nous voir, Robert Duvall et moi, pendant la mise en place de la production, pour nous demander de travailler au cachet minimum. « Euh... Francis, on aimerait bien nous aussi nous faire un peu d'argent ». Et il répond, superbe : « Ça va, moi, je fais des choses utiles avec mon argent ».

« A l'époque, il voulait créer une véritable compagnie d'acteurs, d'auteurs, de réalisateurs... En fait, il aurait rêvé d'être le patron des Artistes associés. Apocalypse a mis fin au rêve... Ce qui n'empêche pas, que Francis soit à nos yeux le meilleur réalisateur américain ».

Tout comme Coppola, Caan a fait des films qu'il n'aurait peut-être pas dû faire. Pire : il a un refus qui aurait bien servi sa carrière. Ainsi : *Superman*. Caan refuse. Les producteurs insistèrent, lui font une offre confortable. Caan refuse encore. Ils montent jusqu'à 4 millions de dollars. Il refuse toujours. Brande l'appelle, le traite d'imbécile, lui dit que le film sera un triomphe et qu'une somme pareille, ça ne se laisse pas passer. Caan finit par dévoiler ses raisons réelles : « Je ne veux pas porter un costume pareil ». De même, il était le premier choix de Robert Benton pour *Kramer contre Kramer*. Mais Caan trouvait le projet terriblement bourgeois. On lui offre également *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. Sa réponse : trop tardif, pas assez visuel.

Comme Coppola encore et presque en même temps, James Caan, après ses débuts dans la mise en scène, connaît une période noire, deuils, maladies... et sur un plan professionnel, allergie au nouvel Hollywood. « Vous passez un examen devant un congrès, un holding, une assemblée d'actionnaires... C'est difficile de défendre les droits de l'imagination devant quelqu'un qui réagit comme un vendeur de chaussures. J'ai entendu un exécutif de studio dire : « Je le ferai ramer à quatre pattes sur leurs articulations ». Et de quel droit? Parce que cette semaine-là, il est directeur de studio ».

« En fait, j'avais pris une sorte de retraite, attendant que quelque chose m'intéresse. Je n'avais aucun désir de me retrouver sur un plateau. Et puis tout s'est dégradé, je me suis retrouvé sans un sou ; il a fallu que je me remette au travail, dans cette ville, cela n'a pas été facile. Avec des cadres supérieurs qui se pressent pour Howard Hughes et qui sont persuadés que vous avez passé les cinq dernières années dans votre chambre à vous shooter à l'héro ».

« Le drame à Hollywood, c'est qu'ils ne savent rien de ce qui se passe en dehors de leur petit périmètre. Vous pouvez faire un tabac d'enfer à Broadway, jouer à bureaux fermés pendant trois ans, remporter tous les lauriers, les obles et toutes les récompenses sur la place, ils auront l'impression que vous êtes mort. Il fait du théâtre à

New-York? Pauvre Jimmy, il est donc toujours au chômage ».

« Oui, j'ai été un peu amer. Parce que je suis revenu non pas par envie, mais par besoin... J'ai tenu le coup, j'ai fait des navets... Maintenant, je me sens beaucoup mieux. Parce que je pense avoir fourni un boulot assez bon pour que les gens se disent : « Tiens, il sait encore jouer la comédie, celui-là ! ». Si le film fait de l'argent, j'aurai un talent fou ; s'il n'en fait pas, je serai nul. Le critère ultime, c'est le nombre de spectateurs qui viennent d'assoir dans un fauteuil à 7 dollars pour vous voir ».

Propos recueillis par HENRI BEHAR.

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC**  
CARL TH. DREYER

4 projections avec orchestre du 14 au 17 janvier

Création d'une musique originale de Arnaud Petit par l'Ensemble InterContemporain, direction Mark Foster

Nanterre Amandiers  
7, avenue Pablo Picasso - 92000 Nanterre Location (1) 47211881

**L'AMERICAN CENTER**  
a déménagé et continue ses cours d'américain

ses professeurs : RICK MARYANNE, MARK GARY, RICHARD, CLAUDIA EDWARD, GARY et DOMINGO

vous menez à partir du 4 janvier pour vous apprendre à parler leur langue et à comprendre leur culture

DESCRIPTIONS du 30 novembre au 19 décembre et du 4 janvier au 9 janvier, 1, place de Foch 75006 PARIS. Tel : 46-33-18-52

- sessions trimesestrielles
- sessions intensives
- préparation au T.O.E.F.L.
- teacher training course
- F.P.C.

Culture

L'âge de Monsieur est avancé de Pierre Etaix

Sur une scène de théâtre, un décor d'un cabinet de travail... un homme d'une cinquantaine d'années, qui veut en parler...

C'est une vraie pièce de théâtre, créée à Paris pendant les années 1980-1986... Pierre Etaix l'a écrit...

Quelques ouvrages veulent passer à Metz... C'est un exercice de style...

Mort du cinéaste cubain Manuel Octavio Gómez

Le cinéaste Manuel Gómez, l'un des plus importants réalisateurs cubains...

et du styliste britannique

Le styliste britannique... qui a dessiné les vêtements...

LA PASSION DE JEANNE D'ARC CARL TH. DREYER... Amandiers

MUSIQUES

Les actes du colloque Rameau Bienheureuse avarice...

En septembre 1983, l'année du tricentenaire, se tenait à Dijon un colloque international organisé par la Société Rameau...

des Œuvres complètes sur les cinquante premières années de la vie du musicien...

phie de Zéphire... Il s'agit de tribus manuscrites des Boréades...

Ravel, il y a cinquante ans Lettres et documents d'époque

Le 28 décembre 1937 mourait Maurice Ravel. Il y a donc tout juste cinquante ans...

par Cortot, Straram, Francescatti, Gaubert, Madeleine Grey, etc. (2).

Orestein, le grand spécialiste américain de Ravel, qui annonce les Editions Flammarion...

Quelques livres méritent cependant de prolonger l'événement...

Pour compléter le paysage, il reste à attendre le volume des Lettres et écrits, réunis par Arbes...

David Leland, "Des tous rires en rafales"

Et aussi... Pierre-Antoine Huré et Claude Knopfer, Liszt en son temps...

Anna Stella-Schic, Ville-Lobos. Souvenirs de l'indien blanc...

George Gourret, Dictionnaire des cantatrices de l'Opéra de Paris...

La semaine du mélomane... Feuille d'activités pendant les vacances...

derrick Planck, Laurence Albert, le NOP et les chœurs de Radio-France...

Emily Lloyd... TOM BELL Too Much!! (WISH YOU WERE HERE!)

ARTS

Wagons-Lits à l'affiche Invitation au voyage

Cent trente affiches du groupe des Wagons-Lits exposées au Musée de la publicité...



« Je reconnais tous les pays, les yeux fermés, à leur odeur... »

Vraies œuvres publicitaires, les affiches vont forger, dès la fin du dix-neuvième siècle...

ACTUELLEMENT

FILM FOUR INTERNATIONAL PRODUCTION ZENTIS WORKING TITLE

EMILY LLOYD TOM BELL

Too Much!! (WISH YOU WERE HERE!)

Des tous rires en rafales

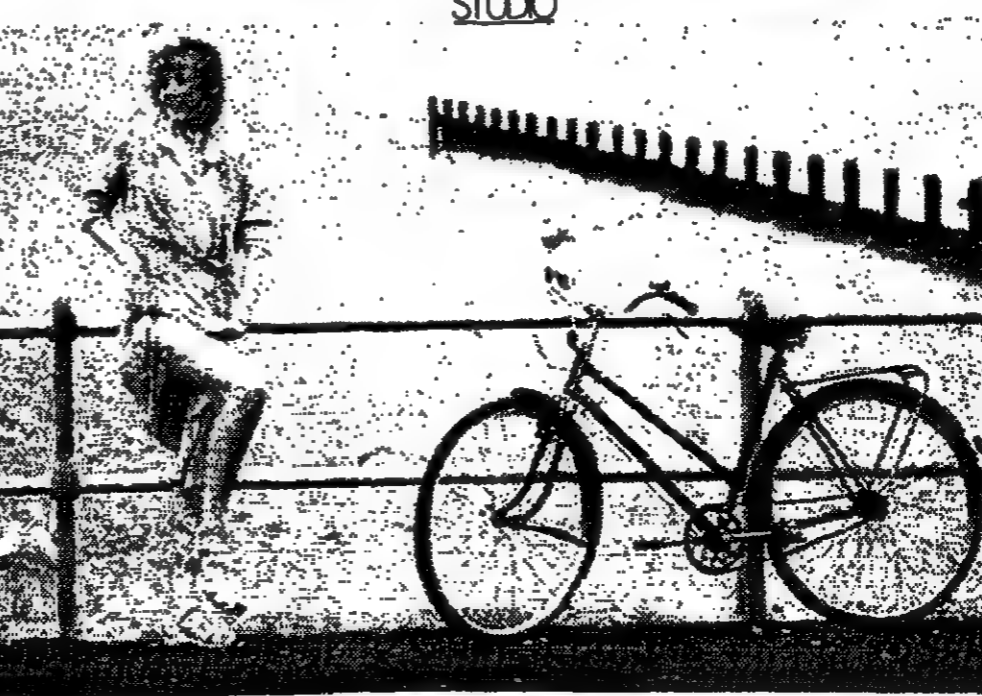
TOO MUCH!! est un beau film... une belle histoire d'amour manqué.

TOO MUCH!!... Le vrai cadeau pour les fêtes

Emily LLOYD... tout simplement formidable.

Entre Lolita et B.B., sa grâce et sa sensualité d'adolescente embrasent tout le film

et laissent comme un goût de fleurs sauvages



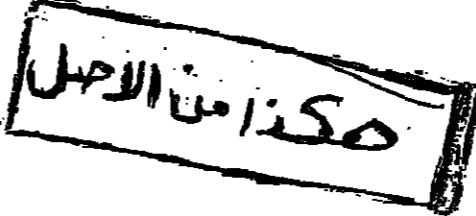
18 h 30 1988, 8 eom, 9 et du 12 au 16 janv

Plus Black Astres création pour voix, orchestre et chœurs

Le Monde PUBLICITE LITTERAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Handwritten text in a box: 50 كذا من الاموال

# Spectacles



Radio-télé

## théâtre

De : Ne sont pas jouées le mercredi.  
O : Horaires irréguliers.

### SPECTACLES NOUVEAUX

**DITES-MOI QUE VOUS N'AIMÉZ PAS** Carrefour de Différence (43-48-31-82). 21 h.  
**TONTON ARTHUR** Théâtre de Dix-Heures (48-59-28-79). 18 h 30.

### Les salles à Paris

**BATACLAN** (47-00-30-12). O Match d'improvisation. 21 h.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-28-34). O Jphigénie. 19 h 30.  
**CENTRE WALLONNE-BRUXELLES** (42-96-12-27). O La Revue Paris-Gijpy (Festival d'automne à Paris). 21 h.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Salle Richelieu. O Monsieur classe. 20 h 30.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Bataclans. Cadres : 20 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire. 22 h.  
**LE GRAND EDGAR** (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît. 1. 20 h 15. Carmen Cris. 22 h.  
**LES DÉCHARGEURS** (42-36-00-03). O Baby Sitting. 19 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. O Paroles en cotons d'un créateur à un autre. 20 h. O Nous, Tu et Vincent Van Gogh. 21 h. O Théâtre rouge. Le Petit Prince. 20 h. O Veux maritimaquis cherche catholique chive. 21 h 15.  
**MARAI** (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours. 20 h 30.  
**SALLE CHOPIN-PILEY** (45-61-06-30). O Notes en duo. d'après Notes sur Chopin. 21 h.

### La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24) LUNDI  
Relâche.  
**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-35-57)  
Le Charbonnier (1972, v.o.a.l.f.), de Mohamed Souzani. 15 h. La Noire de... v.f.). de Ousmane Sembène. 17 h. M. Robison Cresset (1932, v.o.a.l.f.), de Edward Sutherland. 19 h.  
**SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-37-29)  
Hommage à Pierre Braunberger : les Veuves de quinze ans (1966), de Jean

### THÉÂTRE DE L'OMBRE QUI ROULE

(48-74-30-11). O La Légende dorée. 21 h.

**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Salle L. O L'Écume des jours. 20 h 30.

**THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES** (47-20-36-37). O Marcel Marceau. 20 h 30. O Fantômes de style. 20 h 30.

**Région parisienne**  
**SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE)** (42-43-17-17). Salle J.-M. Serreau. O Eloge de la pornographie. 20 h 30.

### Le music-hall

**OLYMPIA** (42-61-83-25). La Compagnie écrolé. 20 h 30.

### Comédie musicale

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-61-19-83). A chorus line, jusqu'au 24 janv. 20 h 30 mer., jeu., sam., mar., 16 h sam., 14 h 30 dim. 18 h 30 ven. dim. Comédie musicale créée à Broadway, mise en scène, chor. originale de M. Bennett, livret de J. Kirkwood et N. Danie, mus. de M. Hamilton, paroles des chansons de E. Kleban, dir. chor. 18 Paris) de E. Lee, Avec D. McKechnie, M. Hamilton, D. Drake, P. Geraci, B. Beau, C. Shaur, P. Barry. 263 F. 217 F. 187 F. 64 F. 44 F.

### Les concerts

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-61-19-83). Aldo Ciccolini et Henri Demarquette. 18 h 30 lun. (piano et violoncelle). Œuvres de Brahms, Schubert et Debussy. 49 F.

## cinéma

**ROUCH**, 14 h 30; Don Quichotte (1957), de Georg-Wilhelm Pabst. 14 h 30; Le Petit Café (1963), de François Reichenbach. 17 h 30; Une fille et ses frères (1964), de Claude Lottuch. 17 h 30; Le Chemin du Damas (1986), de Patrice Barletta. 20 h 30; Avec André Gide (1951), de Marc Allégret. 20 h 30.

### Les exclusivités

**LES AILES DU DÉSIR** (Fr.-All., v.o.). Gaumont Les Halles. 1<sup>re</sup> (40-26-12-12); Bretagne. 6<sup>e</sup> (42-22-57-97); Saint-André-des-Arts. 1<sup>er</sup> (43-26-48-18); Gaumont Colisée. 8<sup>e</sup> (43-59-29-46); La Bastille. 1<sup>re</sup> (43-54-07-76).  
**L'AMI DE MON AMIE** (Fr.). Lucernaire. 6<sup>e</sup> (43-44-57-34); Elysées Lincoln. 8<sup>e</sup> (43-59-36-14).

### Lundi 4 janvier

**AU REVOIR LES ENFANTS** (Fr.-All.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Les Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).  
**L'AVENTURE INTÉRIEURE** (A., v.o.). Forum Horizon. 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); UGC Danton. 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Normandie. 6<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); UGC Montparnos. 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); Paramount Opéra. 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelin. 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Miramar. 14<sup>e</sup> (45-39-52-43); Pathé Montparnos. 14<sup>e</sup> (45-74-93-01); Le Maillot. 17<sup>e</sup> (47-48-06-06); Pathé Wapler. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Trois Secrètes. 18<sup>e</sup> (42-06-79-79).  
**LA BAMBÀ** (A., v.o.). UGC Ermitage. 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; UGC Ermitage. 8<sup>e</sup> (45-63-16-16).

**BIGFOOT ET LES HENDERSON** (A., v.o.). Forum Arc-en-Ciel. 1<sup>er</sup> (42-97-53-74); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); v.f.; Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Maxevilles. 9<sup>e</sup> (47-70-72-86); UGC Gobelin. 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Les Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); Convention Saint-Charles. 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); Gaumont Convention. 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).  
**CARAVAGGIO** (Brit., v.o.). Ciné Beaubourg. 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); Cluny Palace. 5<sup>e</sup> (43-54-07-76).  
**CAYENNE PALACE** (Fr.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); UGC Montparnos. 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Odéon. 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Biarritz. 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); UGC Boulevard. 9<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelin. 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Convention Saint-Charles. 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); Images. 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

**CHAMBRE AVEC VUE** (Brit., v.o.). 14 Juillet Paranaise. 6<sup>e</sup> (43-26-38-00); Le Triomphe. 6<sup>e</sup> (45-62-41-46); v.f.; Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Ciné Beaubourg. 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Bretagne. 6<sup>e</sup> (45-22-57-97); Racine Odéon. 6<sup>e</sup> (43-26-19-68); La Pagoda. 7<sup>e</sup> (47-05-32-15); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Pathé Champs-Élysées. 9<sup>e</sup> (47-20-76-23); Max Linder Panorama. 9<sup>e</sup> (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Kinopanorama. 15<sup>e</sup> (43-06-30-30); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); Le Maillot. 17<sup>e</sup> (47-48-06-06); v.f.; Saint-Lazare-Pasquier. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Pathé Français. 18<sup>e</sup> (47-70-33-88); Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Pathé Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Gaumont Convention. 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Wapler. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); La Gambetta. 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-L., v.o.). Forum Horizon. 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Ciné Beaubourg. 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Bretagne. 6<sup>e</sup> (45-22-57-97); Racine Odéon. 6<sup>e</sup> (43-26-19-68); La Pagoda. 7<sup>e</sup> (47-05-32-15); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Pathé Champs-Élysées. 9<sup>e</sup> (47-20-76-23); Max Linder Panorama. 9<sup>e</sup> (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Kinopanorama. 15<sup>e</sup> (43-06-30-30); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); Le Maillot. 17<sup>e</sup> (47-48-06-06); v.f.; Saint-Lazare-Pasquier. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Pathé Français. 18<sup>e</sup> (47-70-33-88); Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Pathé Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Gaumont Convention. 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Wapler. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); La Gambetta. 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**LA CONFÉRENCE DE WANNSEE** (All., v.o.). Les Trois Luxembours. 6<sup>e</sup> (46-33-97-77).  
**CREEPSHOW 2** (A., v.o.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); v.f.; George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Lumière. 9<sup>e</sup> (42-46-49-07); La Galaxie. 13<sup>e</sup> (45-39-52-43); Gaumont Paranaise. 14<sup>e</sup> (43-35-30-40).

**CROCODILE DUNDEE** (Aust., v.f.). Pathé Français. 9<sup>e</sup> (47-70-33-88).  
**DE GUERRE LASSE** (Fr.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Paramount Opéra. 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40).

**DIRTY DANCING** (A., v.o.). Forum Horizon. 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); v.f.; Pathé Impérial. 17<sup>e</sup> (47-42-60-33); Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); v.f.; Pathé Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Pathé Clichy. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

**ENNEMIS INTIMES** (Fr.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36).  
**FULL METAL JACKET** (A., v.o.). Saint-Michel. 5<sup>e</sup> (43-26-79-17); Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Miramar. 14<sup>e</sup> (45-39-52-43).  
**LE GRAND CERMEN** (Fr.). George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46).

**HOPE AND GLORY** (Brit., v.o.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); 14 Juillet Paranaise. 6<sup>e</sup> (45-26-38-00); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

**IL EST GÉNIAL PAPY** (Fr.). Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Lumière. 9<sup>e</sup> (42-46-49-07); Gaumont Paranaise. 14<sup>e</sup> (43-35-30-40).

**LES INCORRUPtibles** (A., v.o.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); UGC Danton. 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); UGC Biarritz. 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); Gaumont Paranaise. 14<sup>e</sup> (43-35-30-40); v.f.; Paramount Opéra. 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Les Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40).

**LES INNOCENTS** (Fr.). UGC Champs-Élysées. 9<sup>e</sup> (45-62-40-40).  
**INTERVISTA** (Fr.-L., v.o.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Pathé Saint-Germain. 6<sup>e</sup> (42-22-72-80); La Pagoda. 7<sup>e</sup> (47-05-32-15); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Ecuriel. 13<sup>e</sup> (47-07-28-04); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Biennville Montparnos. 15<sup>e</sup> (45-44-25-02); Le Maillot. 17<sup>e</sup> (47-48-06-06); v.f.; Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Gaumont Paranaise. 14<sup>e</sup> (43-35-30-40); Gaumont Convention. 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).

**IRLANDAIS** (Brit., v.o.). Ciné Beaubourg. 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); UGC Danton. 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Rotonde. 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Normandie. 6<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; UGC Boulevard. 9<sup>e</sup> (45-74-94-94).

**ISHAR** (A., v.o.). Forum Arc-en-Ciel. 1<sup>er</sup> (42-97-53-74); Saint-Germain Studio. 5<sup>e</sup> (46-33-63-20); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Les Trois Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-30-19); v.f.; Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); Paramount Opéra. 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Le Galaxie. 13<sup>e</sup> (45-80-12-03); Les Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40).

**LES KEUFS** (Fr.). Forum Arc-en-Ciel. 1<sup>er</sup> (42-97-53-74); 14 Juillet Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Maxevilles. 9<sup>e</sup> (47-70-72-86); Pathé Français. 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Miramar. 14<sup>e</sup> (43-20-89-52); Gaumont Convention. 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Clichy. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta. 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**LES LUNETTES D'OR** (It.-Fr., v.o.). Latina. 6<sup>e</sup> (42-78-47-86); v.f.; UGC Boulevard. 9<sup>e</sup> (43-54-51-60); Sept Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**LES MAÎTRES DE L'UNIVERS** (A., v.f.). Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); UGC Montparnos. 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Paramount Opéra. 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Le Galaxie. 13<sup>e</sup> (45-80-12-03); UGC Gobelin. 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Miramar. 14<sup>e</sup> (45-39-52-43); Pathé Clichy. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).  
**MAURICE** (Brit., v.o.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Pathé Impérial. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Les Trois Luxembours. 6<sup>e</sup> (46-33-97-77); Gaumont Champs-Élysées. 9<sup>e</sup> (45-99-04-67); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Ecuriel. 13<sup>e</sup> (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Biennville Montparnos. 15<sup>e</sup> (45-44-25-02); v.f.; Saint-Lazare-Pasquier. 18<sup>e</sup> (43-87-35-43).  
**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.). Le Triomphe. 6<sup>e</sup> (45-62-45-76).  
**LES NOCES BARBARES** (A., v.o.). Sept Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
**NOCES EN GALILÉE** (Fr.-Bel., v.o.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); Saint-Germain Huchette. 5<sup>e</sup> (46-33-63-20); Sept Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
**LE NOM DE LA ROSE** (Fr.-It.-All., v.o.). Saint-Lazare-Pasquier. 18<sup>e</sup> (43-87-35-43); Lumière. 9<sup>e</sup> (42-46-49-07).  
**NOVADE INTERDITE** (Fr.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); Épis de Bois. 5<sup>e</sup> (43-37-57-47); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Pathé Français. 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Trois Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-30-19); Pathé Clichy. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).  
**LOEIL AU BEURRE NOIR** (Fr.). George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); UGC Boulevard. 9<sup>e</sup> (45-74-94-94); Sept Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
**LA PASSION BEATRICE** (Fr.-It.). Utopia Champollion. 5<sup>e</sup> (43-26-84-65); Elysées Lincoln. 8<sup>e</sup> (43-59-36-14); Sept Parisiens. 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
**PRICK UP YOUR EARS** (A., v.o.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Saint-André-des-Arts. 1<sup>er</sup> (43-25-48-18).

### LES FILMS NOUVEAUX

**AENIGMA** (M.). Film italien de Lucio Fulci, v.o.; UGC Ermitage. 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); UGC Montparnos. 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelin. 13<sup>e</sup> (43-36-23-44).  
**L'AGE DE MONSIEUR EST AVANCÉ** Film français de Pierre Étaix. 1<sup>er</sup> (42-36-83-93); Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93).  
**SEPTIÈME CIEL** Film français de Jean-Louis Daniel. Convention Saint-Charles. 15<sup>e</sup> (45-79-33-00).  
**SOIGNE TA DROITE** Film français de Jean-Louis Daniel. Convention Saint-Charles. 15<sup>e</sup> (45-79-33-00).  
**ODÉON** (Fr.). Gaumont Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Gaumont Colisée. 8<sup>e</sup> (43-59-29-46).

**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-L., v.o.). Forum Horizon. 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Ciné Beaubourg. 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon. 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Bretagne. 6<sup>e</sup> (45-22-57-97); Racine Odéon. 6<sup>e</sup> (43-26-19-68); La Pagoda. 7<sup>e</sup> (47-05-32-15); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Pathé Champs-Élysées. 9<sup>e</sup> (47-20-76-23); Max Linder Panorama. 9<sup>e</sup> (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille. 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); 14 Juillet Beaugrenelle. 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Kinopanorama. 15<sup>e</sup> (43-06-30-30); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); Le Maillot. 17<sup>e</sup> (47-48-06-06); v.f.; Saint-Lazare-Pasquier. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Pathé Français. 18<sup>e</sup> (47-70-33-88); Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Pathé Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Gaumont Convention. 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Wapler. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); La Gambetta. 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**LA CONFÉRENCE DE WANNSEE** (All., v.o.). Les Trois Luxembours. 6<sup>e</sup> (46-33-97-77).  
**CREEPSHOW 2** (A., v.o.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36); Pathé Marignan-Concorde. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); v.f.; George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Lumière. 9<sup>e</sup> (42-46-49-07); La Galaxie. 13<sup>e</sup> (45-39-52-43); Gaumont Paranaise. 14<sup>e</sup> (43-35-30-40).

**CROCODILE DUNDEE** (Aust., v.f.). Pathé Français. 9<sup>e</sup> (47-70-33-88).  
**DE GUERRE LASSE** (Fr.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Gaumont Ambassade. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Paramount Opéra. 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Les Nations. 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Favetta. 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Gaumont Alésia. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40).

**DIRTY DANCING** (A., v.o.). Forum Horizon. 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); v.f.; Pathé Impérial. 17<sup>e</sup> (47-42-60-33); Rex. 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); v.f.; Pathé Montparnos. 14<sup>e</sup> (43-27-84-40); Pathé Clichy. 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

**ENNEMIS INTIMES** (Fr.). Forum Orient Express. 1<sup>er</sup> (42-33-42-36).  
**FULL METAL JACKET** (A., v.o.). Saint-Michel. 5<sup>e</sup> (43-26-79-17); Gaumont Opéra. 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Miramar. 14<sup>e</sup> (45-39-52-43).  
**LE GRAND CERMEN** (Fr.). George V. 8<sup>e</sup> (45-62-41-46).

**HOPE AND GLORY** (Brit., v.o.). Gaumont Les Halles. 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); 14 Juillet Paranaise. 6<sup>e</sup> (45-26-38-00); Pathé Mayfair. 16<sup>e</sup> (45-22-57-06); Gaumont Ambassade. 8<

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dont dimanche-jour. Signification des symboles : > Signal dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à émettre ; ○ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 4 janvier

TF 1
20.35 Cinéma : « Héloïse et les gendarmes » (1977). Avec Alain Delon, Mireille Darc, Michel Duchausoy. Un antiquaire mésestime ses affaires et est assailli à toute allure, comme s'il voulait vivre plusieurs vies. Héloïse a donné une allure de comédie métrique à cette adaptation d'un roman de Paul Morand, tellement modernisée qu'il en reste pas grand-chose. 22.10 Magazine : Santé à la Une. Émission d'Éliane Baurin. La piraterie. Avec les professeurs Jean-Claude Job (pédiatre), Philippe Mazet (psychiatre), Raphaël Rappaport (médecinologue), Michel Dupont (psychiatre), Victor-Claude Courcouis (pédiatre) et le docteur Jean-François Rabain. 23.30 Journal et la Boum.

Mardi 5 janvier

TF 1
20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 Chef vert. 20.35 Cinéma : « Le grand jeu » (1973). Avec Jean-Paul Belmondo, Jacqueline Bisset, Vittorio Gassman, Jacques Perrin. Un policier de San-Francisco est chargé de protéger un gangster qui doit témoigner dans un procès, et qui la Mafia veut abattre. Le film, très moyen, est devenu quelque peu mythique à cause de Steve McQueen et d'une extraordinaire poursuite en voitures dans les rues en pente de la ville. 22.30 Magazine : Chef-est (suite). De Michel Dubois. Invités : Jean-Claude Brialy, Jacques Brel, Jean-François Léprieux, Jean-Pierre Aumont, John Berry. 23.30 Journal et la Boum.

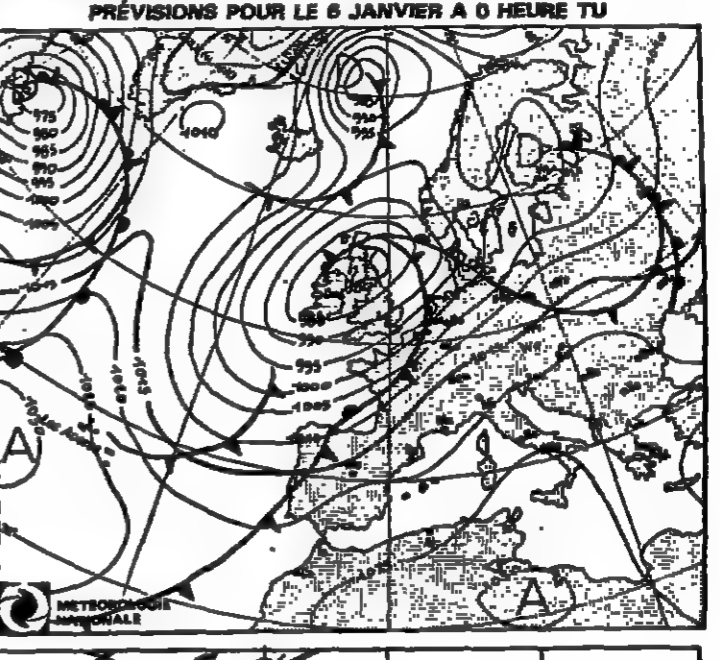
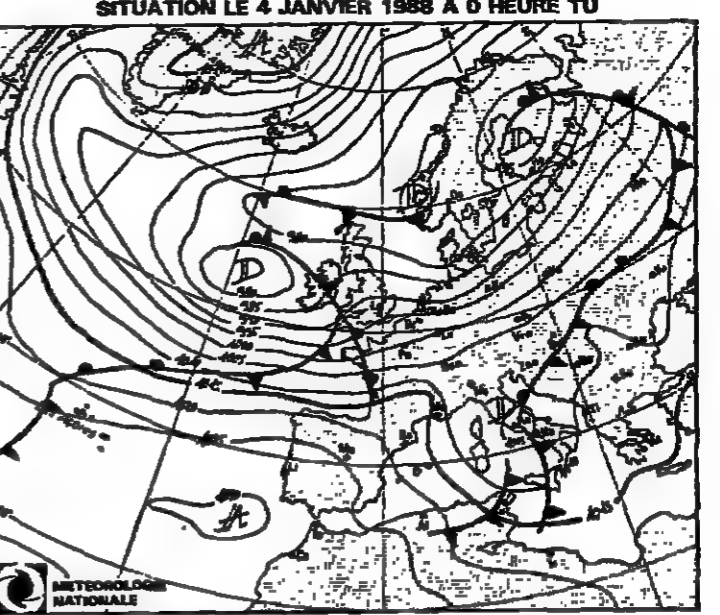
Table with 7 columns: Horaire, Foyers ayant regardé la TV en 1h, TF 1, A2, FR 3, Canal +, LA 5, M6. Rows show audience data for 19h 22, 19h 45, 20h 10, 20h 50, 22h 00, 22h 44.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4650
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 janvier à 0 h TU et le samedi 5 janvier à 24 h TU. Une perturbation glisse sur le nord de la zone, apportant de la pluie à l'ensemble du pays mercredi. La douceur persiste donc sur la France. Mardi, pluie et vent sur la moitié nord, nuages et soleil au sud. Il pleuvra sur toute la moitié nord. Le plus sera souvent accompagné de vents forts avec de rafales atteignant 100 km/h sur les côtes bretonnes et de la Manche.



JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés en Journal officiel du vendredi 1er janvier 1988 :
DES LOIS
N° 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif.

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 03-01 à 6 heures TU et le 04-01-1988 à 8 heures TU. Table with columns for location and temperature data.

LA BELLE ET LA BEUTE... MADE BANNER... CONFÉRENCES... (Vertical text on the left margin)

Le Monde sur minitel... ANNEXEZ-VOUS... (Vertical advertisement on the left margin)

Handwritten text at the bottom center: حكايا من الالهم

# Education

## L'avenir du « plan Monory »

### Le ministère des finances juge « insupportable » une revalorisation des traitements de tous les enseignants

28 milliards de francs. Ce chiffre, représentant le coût des mesures du « plan Monory » pour l'avenir de l'éducation nationale et comprenant une revalorisation des traitements des 660 000 enseignants, était fait pour frapper les esprits. Symbolique, il est cependant formulé par un ministre isolé et dont l'avenir à la tête de l'éducation présidentielle est plus qu'hypothétique. M. Monory a certes reçu les encouragements du premier ministre, mais, avant de devenir éventuellement le programme du gouvernement pour l'éducation, son plan doit faire l'objet de discussions avec les organisations syndicales, mais aussi de négociations interministérielles avec l'administration des finances. Or celle-ci, qui assure n'avoir été consultée ni sur le contenu ni sur le chiffre du projet de M. Monory avant sa publication, se montre pour le moins circonspecte. Aucun ministre des finances n'a jamais vu d'un

bon œil un engagement sur plusieurs années, et la promesse de M. Monory de majorer la rémunération de départ des instituteurs de 10 % et celle des professeurs du second degré de 10 % à 15 % fait pâllir les argentiers de l'Etat.

« Le pays ne peut s'affirmer une politique salariale de type « 10 % pour tous les enseignants », entend-on dans l'entourage de M. Alain Juppé, le ministre délégué chargé du budget. Une telle mesure de caractère global « ne peut être bonne ». Elle est même jugée « insupportable », car elle déclencherait des revendications en chaîne de tous les fonctionnaires de niveau équivalent. En revanche, la Rue de Rivoli estime que des mesures incitatives ciblées offriront la double avantage d'être acceptables par les autres catégories d'agents de l'Etat et de mieux répondre à la pénurie d'enseignants, manifeste dans certaines régions et pour quelques disciplines comme les mathématiques.

L'éducation nationale ne semble pas fondamentalement opposée à cette analyse, mais les études menées par sa nouvelle direction de la prospective montrent que la crise de recrutement devrait s'aggraver dans la plupart des disciplines, y compris littéraires et technologiques, dès le début des années 90, par le jeu des départs à la retraite massifs et de la demande de scolarisation, liée à l'objectif des 80 % des élèves en classe terminale pour l'an 2000.

Pour susciter les vocations et redorer le blason de la profession enseignante dans son ensemble, M. Monory n'envisage pas une augmentation uniforme de 10 % ou 15 % des traitements, mais l'application de son plan pourrait se traduire par une revalorisation modulée de l'ensemble des salaires. Deux hypothèses sont étudiées : soit une augmentation dégressive favorisant les débuts de carrière et s'élevant de 10 à 15 % pour les premiers échelons à 0 % pour les enseignants qui sont proches de la retraite, soit une revalorisation limitée aux seuls premiers échelons. Cette mesure est, de loin, la plus coûteuse de toutes celles prévues par M. Monory et absorberait plus de la moitié des 28 milliards prévus.



### Angers se rebiffe

« DÉCEPTION. Absence de critères d'évaluation. Juxtaposition d'analyses individuelles de valeurs inégales. Anecdotes. Contradictions. Manque de recul et de regard constructif... » La présidente de l'université d'Angers n'a pas apprécié le rapport du comité national d'évaluation sur son établissement. Sur le fond, il reconnaît pourtant la pertinence de nombreuses observations des évaluateurs. Ceux-ci insistent notamment sur la fragilité de cette « université » qui possède d'indéniables points forts : en médecine et en neurobiologie, par exemple — et qui a su mettre en place, dans certains domaines, des formations professionnalisées originales et de très bon niveau — en tourisme, en biologie végétale, en électronique et gestion de la qualité, en innovation... — mais qui, dans d'autres secteurs, souffre d'un cruel manque de moyens et d'encadrement et maintient des filières non rentables (en lettres classiques ou en langues) au rendement médiocre.

Le comité d'évaluation insiste — un peu trop lourdement au gré du président — sur la nécessité d'une concertation régionale pour intégrer la politique angevine dans une carte universitaire de l'ensemble du Grand Ouest. Angers se trouve en effet directement concurrencé par d'autres villes souvent plus importantes — Nantes, Rennes, Tours, Le Mans, Poitiers... — et, chez elle même, par une université catholique ancienne et bien implantée.

Ayant vu ses effectifs augmenter considérablement en quelques années (+ 20 % entre 1982 et 1985, alors que la moyenne nationale était de 7,5 %), Angers, estime le comité, a eu du mal à maîtriser cette expansion. Elle devra clarifier ses choix pédagogiques et ses priorités scientifiques pour obtenir les moyens matériels et humains qui lui font défaut. Mais visiblement Angers craint que cette planification ne se fasse à son détriment et au profit de ses puissantes voisines...

F.G.

#### Informatique juridique

L'université Paris-VIII à Saint-Denis lance une formation, au niveau du DEUG, en « informatique juridique généraliste ». Ce cours semestriel est complété par un cycle d'« informatique juridique documentaire » plus particulièrement destiné aux étudiants désireux de recevoir une formation de documentaliste juridique.

(Université Paris-VIII, département de droit, 2, rue de la Liberté, 93528 Saint-Denis.)

#### Les anciens de la cité U

Les anciens résidents de la cité universitaire de Paris désireux de rejoindre les rangs de l'Alliance des anciens de la cité universitaire sont priés de

s'adresser au secrétariat de l'Alliance, 21, boulevard Jourdan, 75690 Paris cedex 14. L'Alliance publie un bulletin de liaison pour ses adhérents et prépare un nouvel annuaire.

#### Sponsoring et mécénat

L'Ecole supérieure libre des sciences commerciales appliquées organise le 12 janvier au Palais des congrès, à Paris, une soirée d'information sur le « sponsoring » et le mécénat. Cette manifestation s'adresse notamment aux étudiants désireux de mieux connaître un secteur d'activité particulièrement dynamique.

(Ecole supérieure libre des sciences commerciales, 1, rue Bougainville, 75007 Paris.)

# Le Carnet du Monde

## Fiançailles

— Quimper. Dijon.

M. et M<sup>me</sup> Louis AUTRET, Le préfet et M<sup>me</sup> Edmond LACROIX, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Marie-Hélène

Décès

— Pierre et Denise BERTIÈRE, leurs enfants et petits-enfants, Simone BERTIÈRE, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur sœur, belle-sœur, tante et grand-tante,

Geneviève BERTIÈRE, professeur honoraire de première supérieure au lycée Fénelon, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu à Paris le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 janvier, à 13 h 45, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13<sup>e</sup> et suivie de l'inhumation dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc BOUSSARD, M<sup>me</sup> Marie-Caroline BOUSSARD, M. François-Xavier BOUSSARD, M<sup>me</sup> Paulette LEROUX, ainsi que les familles DESTOURS, CHABAINE et GUYÉNOT, ses enfants, petits-enfants, et parents, ont la tristesse de faire part du décès de

Albert DECARIS, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 1<sup>er</sup> janvier 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 janvier 1988, à 8 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, et l'inhumation au cimetière de Verneuil (Veveys), à 11 h 45.

[Prix de Rome de gravure de l'âge de dix-huit ans, Albert Decaris, né à Sotaville-Bassein en 1907, a été couronné par ses professeurs de l'école de gravure de la Sorbonne et ses grandes œuvres décoratives ont été exposées au Salon. On lui doit également des études de bœuf. Depuis 1948, il est membre de l'Académie des beaux-arts.]

— M. Marcel FAUTZ, conseiller honoraire à la Cour de cassation, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Juan Garcia-Yagüe et leurs enfants, M<sup>me</sup> Françoise CODRON, ses sœurs, beau-frère et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marcel FAUTZ, née Marie-Alice CODRON, rappelée à Dieu le 2 janvier 1988, en son domicile.

Une messe sera célébrée le mardi 5 janvier, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Une messe d'inhumation sera célébrée le même jour, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin d'Audruicq (62270).

105, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Claude et Samuel de Beauvais, Gaspard et Camille, Christian et Nicole ROEBRICH, Amélie et Edouard, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Marcel JEANNEAU, née Simone MEUNIER, son amie de toujours, ont la tristesse de faire part de la mort de

M<sup>me</sup> Odette GOUSSU, docteur en sciences, ancien ingénieur au Commissariat à l'Énergie atomique,

survenue le 25 décembre 1987, à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 janvier 1988, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6<sup>e</sup>.

— Ou nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Marie GRIFFE-JOSSIER.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le jeudi 11 décembre 1987, à Saint-Martin-des-Champs, dans la plus stricte intimité familiale.

6, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

LES ABONNÉS, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justification de cette qualité.

**L'ATREILLE**

**SOLDES ANNUELS**  
à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tel : 43.29.44.10  
PARKING ATTENANT FAMILIS MAGASIN

— Avon.

M<sup>me</sup> Jean LAFOSSE, son épouse, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LAFOSSE, ingénieur ENSMA Poitiers.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 janvier 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre d'Avon (Seine-et-Marne).

17, rue Bernard-Palissy, 77210 Avon.

— M<sup>me</sup> Henri LEBOUTEUX, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie LEBOUTEUX, M. et M<sup>me</sup> François MESSID, M. et M<sup>me</sup> Marcel LAÏNÉ, et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de

M. Henri LEBOUTEUX, survenu à Soaux, le 31 décembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 janvier 1988, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux.

29, rue de Reims, 92160 Antony.

— Ou nous prie d'annoncer le décès survenu le 1<sup>er</sup> janvier 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de

M. René LEFÈVRE, ingénieur Arts et Métiers, ingénieur HBNPC (e.r.), expert auprès de la CEEA, professeur à l'École nationale supérieure de pétrole et des moteurs, chargé de conférences supérieures de la sidérurgie, cofondateur de la Société française de tribologie.

De la part des Familles Rollier, Lefèvre et Deltroul.

70, rue de la Fontaine, 92220 Bagneux.

— Boulogne (92). Paris. Nice.

M. André MERCERON, M. et M<sup>me</sup> Claude MERCERON, M. et M<sup>me</sup> Maurice LAFOURQUE, Le docteur et M<sup>me</sup> Robert-Edmond MERCERON, Frédérique, Renaud, Danièle, Eric, Julien, Sébastien, Virginie, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> André MERCERON.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Georges-d'Orléans.

— M. et M<sup>me</sup> Nicolas METTRA ont la grande douleur de faire part du décès de leur fils,

Jean-Nicolas, survenu le 27 décembre 1987, à l'âge de deux ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité.

23, rue des Moulins-à-Vent, 95470 Saint-Witz.

— Nancy.

Nicole SOURDIVE, son épouse, Isabelle, sa fille, Et Alain, Lucienne SOURDIVE, sa mère, Claudine MERLIN, sa belle-sœur, Alice COLAT, sa belle-mère, Toute la parenté Et tous ses amis, ont l'immeuse douleur de faire part du décès de

Claude SOURDIVE, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de l'Université, chevalier des Palmes académiques, docteur en égyptologie,

survenu le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Il venait d'avoir soixante-trois ans. Ils rappellent à votre souvenir, son fils

François-Frédéric, décédé le 10 mars 1986.

47, rue des Tiercelins, 54000 Nancy.

— M<sup>me</sup> S. POUSSIÈRE, son épouse, M<sup>me</sup> R. POUSSIÈRE, sa mère, M<sup>me</sup> M. Cassel-Gruter, sa belle-mère, Le docteur Isabelle Solente-Poussièr et son mari, M. Christophe POUSSIÈRE, M<sup>me</sup> Anne-Charlotte Delacroix-Poussièr et son mari, ses enfants et gendres, M. Adrien Solente, son petit-fils, M. Philippe POUSSIÈRE, son frère, Frédéric Rouard-Poussièr, sa sœur, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, oncles, tantes, neveux, nièces, cousins, cousines Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur BERNARD POUSSIÈRE, médecin anesthésiste de la faculté de Nancy, ancien médecin de la Fédération française de vol libre,

survenu à Metz, dans sa cinquante-cinquième année, le mardi 22 décembre 1987.

Selon un vœu de ses parents seront inhumés dans le caveau de famille à Ferrière-La Petta (Nord) auprès de son frère,

François POUSSIÈRE, (1945-1984)

et de son père André POUSSIÈRE, (1910-1985).

Rue de Morvans, 55300 Saint-Mihiel. Rue de Provenans, 86000 Poitiers.

— M<sup>me</sup> Michel BAZOUBE, sa sœur, M<sup>me</sup> Roger WALLAUME, sa belle-sœur, M. et M<sup>me</sup> Antoine HÉAS, M. et M<sup>me</sup> Claude BAZOUBE, M. et M<sup>me</sup> Philippe SCHMIDT, Michel, Anne-Lise, Marie-Louise et Etienne, Emmanuel et Olivier, Aude, Florent et Hugues, ses neveux et nièces, Les membres de la famille Legrand, ses cousins et cousines, font part du rappel à Dieu de

Marie-Louise WUILLAUME, le 31 décembre 1987, en son domicile, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 janvier 1988, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-La-Salette, 25, rue de Danzig, Paris-15<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

Ni fleurs ni couronnes.

Prix pour elle.

270, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

**Anniversaires**

— Nous avons commémoré et aimons M<sup>me</sup> Louis CHANROUX, née Marie BÉCHEMIN.

Souvenons-nous d'elle.

— Le 9 janvier 1987, Cécile COLLOWALD nous quitte.

Ses proches et ses amis seront unis par la pensée et par la prière.

Une messe à sa mémoire sera dite par le Père Van Stappen, le vendredi 8 janvier, à 18 heures, chemin d'Opstal, près de l'école européenne (Brazzelle).

— Marseille 1939-Joy-à-Josias 1983.

El y a cinq ans, le cancer arrachait à l'affection des siens

Mathéa DORIDAM, née Davet-Castello.

« Rien ni l'efface, l'amour » 79 A, rue des Chantiers, 78000 Versailles.

**CARNET DU MONDE**  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 79 F  
Abonnés ..... 69 F  
Communications diverses ..... 82 F  
Renseignements : 42-47-95-83

**JEU GAGNANT N°1**

**LOTTO SPORTIF**

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 REAL SOCIEDAD	CADIX	9 AVELLINO	ASCOLI
2 VALLADOLID	MURCE	10 CESENA	PISE
3 REAL MADRID	F.C. BARCELONE	11 FLORENTINA	ROMA
4 GLION	BETIS	12 MILAN A.C.	NAPLES
5 SARAGOSSA	DELTA VIGO	13 PESCARA	COME
6 SEVILLE	SABADELL	14 SAMPODIA	INTER MILAN
7 ESPANOL MADRID	ATHLETIC BILBAO	15 TORINO	JUVENTUS
8 VALENCE	ATHLETIC BILBAO	16 VERONE	EMPOLI

Titrage des « 7 Numéros de la Chance » du Dimanche 3 Janv. 1988 : 1 3 5 7 8 9 13

**LOTTO**

FRANCE DU SABBAT 2 JANVIER 1988

4 6 7 15 18 43 60

PROCHAINES TIRAGES EN DIRECT SUR L'ORTHOGRAPHIE 6 JANVIER 1988 à 20 h 25 ET SAMEDI 9 JANVIER 1988 à 20 h 25 VALÉRIAN : AU PLUS TARD 15 H 30 SEULES NUMÉRIQUES

5 BONS N°	0	84 715,00 F
4 BONS N°	1 756	6 825,00 F
3 BONS N°	117 441	100,00 F
2 BONS N°	2 189 908	8,00 F
BONS DE RANGÉ 157 823		
2 BONS NUMÉRIQUES	8 202 1	18,00 F

**L'ATREILLE**

**SOLDES ANNUELS**  
à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tel : 43.29.44.10  
PARKING ATTENANT FAMILIS MAGASIN

**Le Monde sur minitel**

Mercredi 6 janvier à 18 heures

**PROF : UN MÉTIER D'AVENIR ?**

Posez vos questions à J.-M. Croissant, rédacteur en chef du « Monde de l'Éducation »

36.15 TAPEZ LEMONDE puis DEBAT



LE RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

Les derniers arrivés

Après une traversée rendue difficile par l'état de la mer, les 595 concurrents du rallye Paris-Alger-Dakar ont parcouru, dimanche 3 janvier, les 600 kilomètres de l'étape de liaison entre Alger et El Oued. Le premier bivouac a été très court pour la majorité d'entre eux puisque, dès 6 heures lundi 4 janvier, était donné le départ de la

première épreuve spéciale longue de 250 kilomètres entre El Oued et Hassi-Messaoud. Avant même ce premier tronçon chronométré sur un parcours désertique - la piste perdurée -, la course a connu un spectaculaire coup de théâtre. Arrivé à une soixantaine de kilomètres d'El Oued par un

cami mécanique, Patrick Zanardi n'a pu réparer et rallier qu'au dernier moment le départ de la spéciale avec son Range Rover. Ancien vainqueur de l'épreuve en 1985 et trois fois deuxième en 1980, 1984 et 1987, il compte un retard considérable avant même le vrai commencement de l'aventure sur les autres favoris.

HOCKEY SUR GLACE : championnat de France

Le « Mont-Blanc » s'accroche au sommet

La deuxième partie du championnat de France de hockey sur glace va commencer mardi 5 janvier. Six équipes, sur les dix qui se sont affrontées depuis le début du mois d'octobre, commencent les play-off, alors que les quatre dernières disputent les barrages pour tenter d'échapper à la relégation.

Les clubs de Villard-de-Lans, de plus, étalés sa puissance. Les « aigles », joueurs entraînés sur les patinoires de Megève et de Saint-Gervais, ont dominé la première partie du championnat de France de hockey sur glace. Les vainqueurs de l'an dernier n'ont concédé que deux défaites au cours des dix-huit rencontres qui ont eu lieu au dernier trimestre de l'année 1987. Les élèves de l'entraîneur canadien Jacques Noël, ancien professeur d'éducation physique de l'université de Moncton, terminent avec 31 points, soit 7 de plus que leurs suivants immédiats, les hockeyeurs de Villard-de-Lans.

Mais dans le deuxième phase du championnat, qui débute mardi 5 janvier, les points acquis auparavant ne comptent pas. Pierre Poussé, Philippe Bozon et leurs camarades savoyards repartent donc à zéro. Les joueurs de Villard-de-Lans, de Briançon, de Rouen, des Français volants de Paris comme ceux de Gap, les autres clubs qualifiés pour les play-off, disposent a priori d'autant de chances que les joueurs du Mont-Blanc pour se retrouver dans les quatre premiers, à l'issue de la série des matches aller et retour, qui doit s'échelonner jusqu'au 26 mars.

Six clubs, dont deux de plaine, six équipes renouées en début de saison et aux espoirs immenses. Le Mont-Blanc va tout faire pour sauvegarder son titre. Les « Ours du Vercors », ainsi que l'on nomme les joueurs de Villard-de-Lans, cherchent à contrer cette ambition. Ils possèdent pour cela de solides arguments, comme en témoignent leurs douze victoires lors des premières journées. Les titulaires de l'un des plus vieux clubs de France comptent aussi sur les Jeux olympiques d'hiver pour affaiblir leur adversaire principal. En effet, le club du Mont-Blanc abrite en son sein une demi-douzaine d'internationaux susceptibles d'aller frapper le palet à Calgary.

Certes, le championnat de France s'interrompt pendant la période des Jeux olympiques, du début février à la mi-mars. Mais la lutte contre les vedettes nord-américaines ou suédoises risque de fatiguer les stars du Mont-Blanc. Un argument que l'on évoque à peine dans l'équipe de Villard-de-Lans mais que les supporters ne peuvent s'empêcher d'affirmer. Même s'ils revendiquent la titularisation en équipe nationale de leur jeune gardien de but, Jean-Marc Dujon, évadé de la saison, en faisant fi des contradictions.

Briançon et Rouen, eux aussi candidats au titre, suivent les empuignes des leaders, prêts à profiter de leurs moindres erreurs. Beau parcours que celui effectué par l'équipe normande. Encore jeune dans le National A (le Monde du 6 octobre 1987), le club rouennais a failli s'écrouler au début du mois de décembre lorsque l'entraîneur canadien Denis Methot, a été hospitalisé pour une occlusion intestinale. Heureusement que deux joueurs chevronnés, Luc Tardif et André Saint-Laurent, anciens des juniors majors canadiens, ont pu assumer la charge d'entraîneurs-joueurs. Le tandem de professionnels d'une trentaine d'années a su galvaniser l'équipe et réussir une belle remontée lors des derniers matches.

A la recherche d'une unité

L'autre club de citadins, les Français volants de Paris, n'a pas montré de réelles ambitions. Décevante lors de nombreuses rencontres, l'équipe de la capitale semble encore à la recherche de son unité. Le fait d'être qualifiée pour la deuxième partie du championnat provoque peut-être le déclic qui encouragerait les Parisiens à venir plus nombreux occuper les sièges du palais omnisports de Paris-Bercy.

Dans la poule de relégation, disputée en double match aller et retour, se retrouvent : Chamoni, Amiens, Tours et Grenoble. Littéralement en perdition, le club de l'Isère termine avec 17 défaites et 1 seule victoire. Une situation difficile à rattacher puisque, dans cette poule, les équipes conservent les points acquis lors de la première période. Avec 11 points de retard sur Tours, les Dauphinois sont quasiment condamnés à la descente en National B.

SERGE BOLLOCH.

EL OUED de notre envoyé spécial

Non, il ne sera pas dit que le Paris-Dakar distinte du nom est devenu l'appareil des coureurs d'usine et des professionnels du désert. Parmi les 600 concurrents qui viennent de traverser la Méditerranée, il en est tout de même quelques-uns qui se sont lancés pour la première fois, sans avoir vraiment eu le vent contre les roues.

Quant à leur connaissance de l'Afrique, elle se borne pour l'an à la



Dimanche 3 janvier : le Français Cyril Nouvo, quinzième vainqueur du rallye Paris-Alger-Dakar, débarque au motel dans le port d'Alger.

guerre d'Algérie et pour l'autre à un congrès au Maroc. Nos deux équipiers ont donc acheté, en octobre dernier, une Toyota en leasing, qu'ils ont un peu aménagée en prévision des pistes africaines. Il leur en a coûté 150 000 francs pour la voiture et ses pièces de rechange, et 100 000 francs de frais d'inscription et dépenses annexes, le tout, bien entendu, offert par des mécènes locaux.

Chaque année, il utilise le Dakar comme rallye pédagogique et initie de cette façon les enfants à la géographie, à l'arithmétique, à la mécanique, etc. Pour financer le voyage de deux élèves en Afrique, il a eu recours au mécénat de la menuiserie française. « On a dit que j'allais promener un camion pour montrer aux Africains à faire du pain avec du blé qu'ils nous ont pas. Non, c'est destiné aux élèves français. Et si le ministère de l'éducation nationale savait notre voiture, c'est pour reconnaître l'expérience pédagogique. Mais il ne déboursa pas un sou ».

Mais Alger-Dakar, pour eux, va être rude. En retrasant des vérifications de Reims, ils ont raté un contrôle à Soissons et se retrouvent avec quatre heures de pénalité pour entamer l'Afrique. « On va partir derrière les camions », observe Guy. Mais tout deux ont été formidablement encouragés par la foule enthousiaste

recruté aux Antilles, dont il espère qu'il lui indiquera le bon cap dans le désert... Signalons enfin Michel Jobert, quarante-quatre ans, qui désigne des bateaux à La Rochelle. Ce marin, curieusement, a trois passions pour lesquelles il sacrifierait les bénéfices de son entreprise : la montagne (de l'Himalaya aux Rocheuses canadiennes), les voitures de collection et, depuis trois ans, le Paris-Dakar.

La première fois, il s'est perdu dans les sables du Ténéré. La deuxième, il est arrivé à Dakar mal classé. Il espère faire mieux cette fois. « C'est peut-être bête de traverser ces pays si vite, admet-il, mais si on ne le faisait pas comme ça, on ne le ferait pas du tout. On est persuadé des bœufs, mais on y va. Ceux qui nous critiquent n'y vont pas ».

SKI ALPIN : Coupe du monde

Repli stratégique

Tignes, comme sa sœur jumelle Val-d'Isère, s'est portée volontaire pour suppléer des stations de ski privées de neige alors qu'elles devaient organiser des épreuves de Coupe du monde. Le slalom géant dames, prévu mardi 5 janvier à Megève, a donc lieu dans la station savoyarde. Une autre épreuve féminine qui devait être disputée dans la station suisse des Diablerets pourrait aussi avoir lieu à Tignes dans les prochains jours. Val-d'Isère pourrait accueillir des descentes hommes et la super-géant prévu à Garmisch en Allemagne de l'Ouest, à condition que l'une des chaînes de télévision française accepte de retransmettre les épreuves. L'organisation d'épreuves de la Coupe du monde coûte cher et les stations sont à la recherche de sponsors pour équilibrer leur budget.

En attendant, les vedettes du Cirque blanc délaissent leur lieu d'entraînement habituel pour gagner les stations enneigées. C'est ainsi que les Suisses Pirmin Zurbriggen et Joël Gaspoz, les Autrichiens Mathias Berthold et Helmut Mayer, et les Français, emmenés par Didier Bouvet, se sont inscrits au slalom de la Coupe d'Europe organisé à Auron (Alpes-Maritimes) où le neige est abondante, et qui remplace la station savoyarde du Grand-Bornand.

RUGBY : défection roumaine

Octavian Moraru choisit Saint-Médard

Octavian Moraru, un joueur roumain de vingt-six ans, troisième ligne du club Grivita Rosie, a décidé de se réfugier dans la région bordelaise lors d'une récente tournée de son équipe dans le sud-ouest de la France.

C'est une décision qui a été mouvementée. Il a déclaré samedi Octavian Moraru, revêtu du maillot de l'équipe de Saint-Médard-en-Jalles, dans le bureau de Bordeaux. Non gros problème sera maintenant de trouver du travail.

Octavian Moraru, qui est le fils de l'ancien capitaine du « Quinze » roumain Viorel Moraru,

CYCLISME : transferts

Renversement des alliances

Le peloton des professionnels sera très différent en 1988 de ce qu'il fut la saison passée. Ce changement important tient à deux causes principales : l'incorporation du champion du monde Stephen Roche au groupe espagnol Fagor et l'arrivée de cinq coureurs comptant parmi les meilleurs de l'équipe Girard-Système U vers le groupe Toshiba, animé par Jean-

François Bernard. Leur noms : Marc Mattoni, l'ancien champion de France, son frère Yves, Guyant Poisson et Biondi. De tels transferts vont profondément modifier les données de la course. Roche, qu'une rivalité quasiment irréductible opposait à Visentini au sein de la formation italienne Carrera, sera désormais épaulé par Bern-

Les résultats

Table with 2 columns: Team/Event and Points/Results. Includes 'CHAMPIONNAT DE FRANCE (dix-huitième journée)' and 'CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE A (cinquième journée)'.

Table with 2 columns: Team/Event and Points/Results. Includes 'Tennis TOURNÉE D'ADÉLAÏDE' and 'TOURNÉE DE WELLINGTON SIMPLE MESSIEURS'.

Table with 2 columns: Team/Event and Points/Results. Includes 'Tennis TOURNÉE D'ADÉLAÏDE' and 'TOURNÉE DE WELLINGTON SIMPLE MESSIEURS'.

Table with 2 columns: Team/Event and Points/Results. Includes 'Tennis TOURNÉE D'ADÉLAÏDE' and 'TOURNÉE DE WELLINGTON SIMPLE MESSIEURS'.

Le Monde

Le Monde



سكزا من الاجل

# Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## GROUPE DECROIX

CA Consolidée 650 Millions  
(1 600 personnes)

Le fort développement de nos activités nous amène à créer le poste de :

### DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES ET SOCIALES

Assisté d'une petite équipe, vous prendrez en charge :

- A Affaires Juridiques :**
  - respect de la législation dans toutes les activités du Groupe,
  - élaboration des contrats,
  - suivi et règlement des litiges,
  - gestion des assurances, étude des risques, etc.
- B Affaires Sociales :**
  - suivi Administratif du personnel,
  - relations avec les différents partenaires sociaux (syndicats, comités, élections...),
  - gestion des rémunérations et avantages sociaux,
  - formation.

33 ans minimum, solide formation juridique, expérience significative dans une fonction similaire d'une entreprise de taille équivalente.  
Anglais souhaités. Lieu de travail : Boulogne 1921.  
Avez de nous envoyer votre curriculum vitae + lettre manuscrite + rémunération actuelle sous réf. 23065 LA à MEDIA-SYSTEM n°8 Impasse des Deux-Cousins, 75017 PARIS, qui transmettra.

## ORGANISATEUR

### VOTRE NOUVEAU JOB TOUT DE SUITE

Organiser : cette nécessité de toujours est particulièrement actuelle dans le contexte concurrentiel et mouvant d'aujourd'hui.  
Le CREG, l'un des plus importants établissements financiers spécialisés dans le crédit à la consommation, s'y emploie et renforce le service organisation de son département informatique : il fait appel à un ORGANISATEUR.

- Vous êtes âgé d'environ 28 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (ESSEC, HEC, Sup. de Co...) ou d'un MIAGE.
- Vos 2 ans d'expérience dans le conseil, l'audit ou l'organisation vous ont permis d'acquies un sens certain de l'entreprise et une connaissance des méthodes AXIAL ou MERISE.
- Homme de rigueur et de synthèse, vous participerez dans un premier temps à un audit de structure, puis préconiserez et metrez en place les étapes d'une nouvelle organisation.

S'organiser, c'est être rigoureux mais aussi efficace...  
Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES ou 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la référence 681).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidatures, sous la réf. 681/MA, chez ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

## LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

et sa filiale **MONETIQUE CEDICAM** dont les activités en forte croissance font appel aux techniques les plus avancées recrutent pour leurs Services Informatiques des :

### CHEFS DE PROJETS

et futurs Chefs de Projets

Ingénieurs ou Universitaires, qui souhaitez valoriser vos 3 à 5 années de pratique professionnelle acquises dans un environnement gros système IBM, intégrez un Grand Groupe. Des postes vous sont proposés essentiellement, mais non exclusivement, dans les domaines d'activité :

- Réf. ALH** : Monétique Télétraitement Avec Merise CICS DL1
- Réf. MAF** : Systèmes d'information liés aux marchés financiers et monétaires avec Merise CICS et DB2

Lieu de travail : SAINT QUENTIN EN YVELINES.  
Adressez lettre CV, photo, rémunération et prétentions sous la référence choisie à CNCA - Service Gestion des Personnes BP 48 - 78280 GUYANCOURT.

## RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Chargé de l'ensemble des recrutements, de la formation (gestion + animation de certaines sessions de management), du suivi des cercles de qualité, de la politique prévisionnelle et de la communication interne, vous serez directement impliqué dans notre stratégie de développement des Ressources Humaines.  
Pour ce poste diversifié, rattaché au Directeur du Personnel et des Relations Humaines, nous souhaitons intégrer une personne d'environ 30 ans, de formation supérieure (Maîtrise 3<sup>e</sup> cycle...), ayant impérativement pratiqué le recrutement à tous niveaux. La connaissance des autres aspects de la fonction sera un plus. L'anglais est indispensable.  
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo et prétentions) à la Direction du Personnel - Laboratoire UP-JOHN - Tour Franklin - 92061 PARIS - LA DEFENSE Cedex 11.

Upjohn

## ALSTHOM

REGION LYONNAISE

### LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE

recherche

## CADRE MARKETING INTERNATIONAL

HEC, ESSEC, Sup de Co Paris, Lyon... ou Ingénieur Grandes Ecoles avec formation Marketing complémentaire.

Débutant ou si possible avec première expérience en entreprise industrielle, il aura au sein du Département Marketing la responsabilité de :

### MARKETING MARCHES

- analyse des marchés Export,
- étude de la stratégie de la concurrence internationale,
- aide à la vente depuis les argumentaires jusqu'aux études spécifiques de zones,

en liaison étroite avec son collègue Ingénieur Marketing Produits.

Il doit parler couramment Anglais, être intéressé par les missions à l'Etranger et même s'il n'est pas Ingénieur de formation, avoir un intérêt, une curiosité pour les produits techniques.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. 6255-M à Marnégies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

## nodetgougis Un challenge pour un directeur commercial

Vous connaissez notre Société... qui, après quelques turbulences, reste largement leader sur le marché français et européen des SEMOIRS. Aujourd'hui, nous repartons avec une énergie nouvelle, déterminés à réussir.  
Nous voulons vous confier la responsabilité totale de l'animation commerciale d'abord de notre réseau France, puis celui de l'international. Il vous faudra dynamiser le service commercial, analyser les couples produits/marché et en tirer des conséquences opérationnelles, développer un chiffre d'affaires profitable en France et à l'export.  
Entrepreneur, réalisateur et concret, vous avez une expérience confirmée de ce type de responsabilités, de préférence dans le MACHINISME AGRICOLE... Nous sommes pragmatiques à partir d'une base technique, l'âge et la formation ne sont pas déterminants, et notre conseil est prêt à écouter vos conditions. Nous en discuterons.  
En outre, la maîtrise d'une langue (anglaise et/ou allemand) serait un plus.  
Le poste est situé à 70 km au Sud-Est de Paris.  
Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. C/ND/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ, qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## RADIALL

Société de composants électroniques Leader Européen dans sa spécialité recherche

### CHEF DE SERVICE EXPORT

Profil :  
- de formation supérieure technique, vous avez réussi une première expérience commerciale à l'exportation comme Chef de Zone Export.  
- Vous connaissez les procédures export de périmètre, de transport, etc.  
- Vous avez pratiqué la négociation de contrats d'agence et de distribution.  
- Vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol et vous êtes prêt à vous déplacer fréquemment.

Mission :  
- Vous aurez à animer un ensemble de services exportation (chefs de zone, réseau d'agents et de distributeurs, ventes internes) et vous suivrez en direct certains pays.  
Le poste présente de fortes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.  
Adressez C.V. et prétentions à RADIALL, 101, rue Philibert Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

## EATON

EATON, Multinationale américaine, pour sa nouvelle implantation à Cluses (74), recherche son

### RESPONSABLE LOGISTIQUE

Directement rattaché au Directeur des Achats, il devra assurer la coordination entre les demandes commerciales et la livraison des produits avec pour objectif la réduction des délais, des stocks et des gaspillages.  
Ingénieur (de formation plutôt électromécanique) à fort potentiel, le candidat saura être organisateur, persuasif mais ouvert, meneur d'équipe et maître-mot si possible l'anglais.  
Envoyez lettre, C.V. et prétentions à CARPANO et PONS/EATON Directeur des Ressources Humaines - 37, bd de Chevan - BP 43 74301 CLUSES Cedex.

## L'INRA

recrute par concours un

### DIRECTEUR DE RECHERCHE EN ANALYSE PHYSICO-CHEMIQUE

pour l'étude de l'interaction entre les emballages et les aliments.

Affectation : à Jouy-en-Josas (78).  
Dossier de candidatures à retirer avant le 15 janvier 1988.  
Contacter le Chef de département des sciences de la consommation INRA-CRII - 78360 JOUY-EN-JOSAS. Tél. 01 34 45 22 50.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Chocolat "Haut-de-Gamme" Sud-Est

Une société française (CA: 140 millions de Francs), filiale de l'un des premiers groupes agro-alimentaires français, et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de chocolats de très haut-gamme, et qui occupe une position de leader mondial en son domaine pour avoir su allier tradition et qualité d'une part, et créativité et dynamisme d'autre part, recherche un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé des fonctions: juridique (contrats commerciaux, marques et brevets, etc.), personnel (recrutement, formation, moyens généraux, relations avec les syndicats...), administratif (assurances, moyens généraux, relations avec les administrations) et informatique (définition de procédures...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure type HEC, ESSEC, ESCP, Maîtrise de Droit... possédant une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans une fonction semblable au sein d'une PME au développement rapide et mettant en œuvre des moyens de gestion modernes. Homme d'études, le candidat retenu sera également un homme de contact, accordant une grande importance à l'aspect humain de sa mission. Écrire sous référence 988M à:

GRH Conseils 3, avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discretion assurée.

Secrétaire général

Leader de la pâtisserie fraîche en France (chiffre d'affaires 130 millions de francs - 370 personnes), ce groupe comprend 4 centres de fabrication; il vend ses produits à des clients professionnels (hôtels, restaurants, traiteurs) et dans ses propres magasins traditionnels. Il recherche son secrétaire général. Rattaché directement au président et animateur d'une équipe de 11 personnes, il aura en charge la coordination de tous les problèmes administratifs. Il supervisera la comptabilité et la gestion de trésorerie, poursuivra l'information des procédures, traitera les problèmes juridiques et sociaux, suivra la gestion et la formation du personnel. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce et ayant acquis une expérience réussie en tant que directeur administratif et/ou financier au sein d'une P.M.E. Gestionnaire et organisateur, il a du goût pour des responsabilités variées. La rémunération sera de nature à intéresser un candidat de valeur. Le poste est basé en banlieue Est de Paris. Écrire à Christine BERNET en précisant la référence S/264M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 3, rue des Graines - 92523 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 Air - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Clermont-Ferrand - L'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie du Massif Central (UCCIMAC) regroupe 28 organismes consulaires répartis sur 17 départements et recherche:

Un chargé de mission au commerce - Il succède et suit la mise en œuvre des actions adaptées aux contextes locaux pour faire évoluer et maintenir le tissu commercial rural. Il est en relation avec les organismes publics et parapublics, les professionnels de la distribution (grande et traditionnelle) et les attachés techniques des C.C.I. locales (Ref. A/3043M).

Un chargé de mission au tourisme - Sa mission est proche de celle évoquée ci-dessus. Ses interventions sont liées aux métiers du tourisme: hôtels, restaurants, hébergement de plein air... Une bonne connaissance du domaine d'activité est nécessaire. (Ref. A/3044M).

Ces postes s'adressent à des candidats de dialogue et de prospective, ayant fait la preuve, au cours de leur expérience professionnelle, de leur capacité à s'insérer dans les structures, à nouer des relations avec l'administration. La rémunération sera motivante des candidats de valeur. Écrire à P. GYSELINCK en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 75, Bd de la République - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.99.90.63 Air - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires



Chargé de gestion

financements de programmes immobiliers

Vous serez chargé d'analyser le marché de la zone du programme concerné d'étudier et de définir les financements les plus appropriés à la réalisation d'une opération de promotion immobilière. Vous devez ensuite assurer le suivi commercial, technique et financier jusqu'à son achèvement. Nous souhaitons rencontrer des profils commerciaux ayant déjà quelques années d'expérience similaire et des qualités de fin négociateur. Formation souhaitée ESC - Droit - ICH apprécié. Réf. CA

En liaison avec le chargé d'affaires, vous mettrez en place les financements accordés et suivrez les résultats commerciaux et financiers des opérations. Vous assurerez les opérations comptables et l'établissement du tableau de bord. Formation souhaitée BAC+4. Réf. CG.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service Recrutement Crédit Agricole Ile-de-France, 28 quai de la Rapée, 75012 Paris.

RECRUTEMENT ET ORIENTATION DU PERSONNEL NON CADRE

Vous avez une formation supérieure complétée par une spécialisation en gestion du personnel. Vous pouvez recueillir ou être fortement motivé pour obtenir dans ce domaine. Votre mission: participer, au sein d'une équipe, à des actions de recrutement et d'orientation, ainsi qu'à des études sur les fonctions et les carrières. Le poste est basé à ORLY. Cette annonce vous concerne: adressez votre CV, photo et prétentions, sous la référence: AIR INTER - 1, av. du Marché-Départ - 91551 PARAYVIELLE-POSTE Cedex.



Compagnie de Raffinage et de Distribution TOTAL FRANCE recherche pour sa Direction Distribution

Jeunes cadres commerciaux

Responsable d'un secteur géographique. Postes à pourvoir sur l'ensemble du territoire national.

MISSIONS: Vous serez chargé, en fonction de vos aptitudes, goûts et talents de: - promouvoir les ventes auprès de la clientèle existante, prospecter et offrir une gamme riche et étendue de produits et services. - contribuer au développement du réseau. Responsable d'un patrimoine contractuel de grande valeur, vous en assurez la rentabilité économique et en développez toutes les potentialités autour des 4 axes suivants: - Gestion financière - Promotion de toutes campagnes d'animation et de développement - mise en œuvre d'une politique active de diversification - conseil et appui technique, commercial auprès de la clientèle.

VOUS êtes issu d'une Ecole Supérieure de Commerce, débutant, mobile territorialement et géographiquement, passionné par la gestion, la vente, le marketing et doté d'agir avec autonomie et initiative. Vous exercez un réel pouvoir décisionnel. En un mot vous êtes RESPONSABLE. Résultats, entretien annuel de performance et ambition: seront déterminants pour une évolution de carrière dynamique et appropriée vers des postes fonctionnels ou opérationnels à large responsabilité. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à:

TOTAL FRANCE Direction des Relations Humaines Monsieur J.-M. BOILLOT 94, rue de Villiers 92538 Levallois-Perret Cedex.

traducteur ANGLAIS-FRANCAIS

Spécialisés dans la conception et la commercialisation de produits de gestion haut de gamme, nous renforçons notre Service Traduction et recherchons un

TRADUCTEUR ANGLAIS-FRANCAIS

Agé de 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience réussie dans la traduction de documents techniques et vous avez acquis des notions en informatique et en comptabilité-finances: base indispensable à la traduction de nos systèmes et de leur documentation. Vous maîtrisez parfaitement le traitement de texte.

Vous bénéficiez d'une formation interne qui vous permettra d'appréhender les nouveaux produits sur lesquels vous aurez à intervenir. Pour ce poste, merci d'écrire avec curriculum vitae et préférences à M<sup>me</sup> Agnès GILLMANN - MCCORMACK & DODGE FRANCE S.A. - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 PARIS - LA DEFENSE.

MCCormack & Dodge France, S.A.

BANQUE PRIVÉE LYON

ATTACHÉ DE DIRECTION (STATUT CADRE)

LE POSTE: - Assurer, par une action commerciale soutenue auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers, un rôle d'EXPLOITANT FINANCIER, en procédant au placement des produits financiers proposés par la banque. - Suivre et gérer la clientèle existante dans ce secteur.

LE PROFIL: La bonne tenue du poste suppose: - Une expérience professionnelle bancaire de plusieurs années dans ce domaine. - De bonnes connaissances techniques sur les différents produits financiers. - Le goût de la clientèle et le sens des contacts.

Envoyer lettre manuscrite et CV avec présentations, sous référence 3050 à JONCTION 32, Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

Votre avenir: l'urbanisme et l'aménagement local.

Au sein d'un très important Groupe français, notre activité vise le montage d'opérations complexes de maîtrise d'ouvrages intéressant les collectivités locales.

3 Chargés de mission

capables de repérer et d'analyser les opportunités sur le terrain, d'établir des projets techniques et financiers et de les négocier auprès de collectivités locales.

Vous avez 35 ans environ, vous êtes ingénieur, architecte ou économiste et vous avez obligatoirement une formation complémentaire en urbanisme et/ou en maîtrise d'ouvrage promotion immobilière.

Vous devez de fait dans la communication orale et écrite, des aptitudes financières, et la maîtrise graphique.

Etes-vous attiré par la réflexion et l'action? Par l'autonomie et des échanges stimulants en équipe? Par des responsabilités liées à votre mesure? Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, présentations), sous réf. MCM, à notre Conseil: COREP - Tour Défense 2000 92800 Puteaux. Discretion assurée.



Handwritten text in a box: حسن من الاموال

هكذا من الاجل

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Importants secteurs industriels regroupant les secteurs d'activités des Industries Chimiques et Plastiques, Industrie Automobile, Gestion Financière, etc.

# Juriste

## EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Directement rattaché au Secrétaire Général, il sera chargé, au sein d'une petite équipe, de la gestion complète sur le plan administratif et juridique de plusieurs sociétés françaises (cotées, non cotées ou SICAV).

Le poste est basé à Paris.

Vous avez 30 ans environ et une formation DEA ou DESS en droit des affaires. Une première expérience (2 ans minimum) dans une fonction analogue au sein d'un holding ou d'un grand cabinet de conseil juridique a à éveiller votre sens des responsabilités. Votre maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de la micro-informatique seront des atouts importants.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous très rapidement lettre manuscrite, C.V., présentations et photo, réf. 5125, à

**MEDIA BA**  
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

## La fibre commerciale, le potentiel d'un manager.

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, IEP ou ESC LYON, EDHEC, ESCAF REIMS ou ROUEN, Citroën vous propose de démarrer, après une période de formation sur le terrain, comme

### Chef de vente Gestionnaire de succursale Responsable de secteur régional

et d'évoluer après quelques années vers des postes de

### Directeur de succursale Directeur régional

ou au sein de la

### Direction du commerce.

Merci d'adresser lettre, CV et photo à

**CITROËN** Ingénieurs et Cadres - 62, boulevard Victor Hugo 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

### Coordonner l'Action... d'un Centre Médical réputé...

LE CENTRE DE MÉDECINE DU TRAVAIL de la BOURSE de PARIS a du, certes, faire face à un doublement des effectifs, au sein de la Profession Boursoière, ces dernières années, mais son succès relève aussi des qualités d'écoute, de conseil et de dépistage prodiguées par son équipe médicale. Il souhaite accueillir un

## Médecin du travail

titulaire du CES de Médecine du Travail qui consacrera environ 90 heures au Centre. Cette vacance pourra croître en liaison avec le développement des effectifs de la profession.

Les « risques professionnels » concernent essentiellement les « effets secondaires » constatés dans les professions où l'activité implique un « investissement nerveux » important. Nous recherchons une personnalité dotée de souplesse, mais aussi d'une certaine fermeté. Une expérience professionnelle acquise en milieu tertiaire sera appréciée. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/ME/LM.

**Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

### Caisse d'Épargne Épargne d'Antibes-Vence

Notre organisme comprend 130 personnes réparties au siège social d'Antibes et dans nos 18 agences installées dans le département des Alpes-Maritimes. Nous développons nos activités et vous proposons d'apporter à la réalisation de nos projets un concours de premier plan dans l'exercice de l'une ou l'autre des fonctions suivantes à Antibes :

### jeune directeur commercial IEF

Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, vous intensifiez les efforts entrepris, tant au plan quantitatif que qualitatif, pour répondre aux besoins de notre clientèle. Vous dirigez, animez et conseillez, avec l'assistance de Chefs des secteurs, les 80 personnes chargées des relations commerciales dans nos agences : élaboration des plans d'action, préparation des budgets, définition des objectifs, mise en œuvre et suivi des activités, coordination des opérations promotionnelles.

Vous êtes, de préférence, diplômé d'une grande Ecole de Commerce et vous bénéficiez d'une expérience commerciale confirmée, incluant l'animation d'équipes, et acquise dans un organisme financier, bancaire en particulier.

réf. M/4093-1

KING NESCAFÉ  
KAO MESSI  
Gobak Aiani YES Jépe  
Mousses chocapic Nesquik  
SUNNY CRUNCH Bolino

## JURISTE SPÉCIALISTE DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Vous êtes jeune diplômé avec une spécialisation en propriété industrielle acquise au CEPI ou par un DESS, un DEA, ... et complétée si possible par un ou deux ans d'expérience professionnelle.

Vous vous occuperez de la gestion des marques de l'ensemble du groupe Nestlé France et assurerez les relations avec les services marketing et avec les avocats parisiens.

Une formation interne et l'appui de notre équipe de juristes vous aideront à assurer votre mission.

Prenez contact avec Alain Girard - Direction du Personnel - 17, quai Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex, sous réf. JPI.

**SOPAD Nestlé** *c'est fort en réussite!*

### jeune directeur des ressources humaines IEF

Sous la responsabilité de la Direction Générale, vous créez cette fonction. Membre du Comité de Direction, vous proposez les évolutions en matière de politique sociale et participez aux décisions dont vous assurez la mise en œuvre : préparation des dossiers et des réunions concernant les relations avec les partenaires sociaux, élaboration et mise en place des plans de formation, suivi des effectifs et des carrières, définition de procédures, gestion des circuits de communication interne... Une personne vous assiste dans la gestion administrative du personnel.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez acquis, pendant au moins quatre ans, une expérience large de la fonction Personnel.

réf. M/4093-2

MSD  
MERCK  
SHARPE  
DOHME  
CHIBRET

## Pour la fonction personnel, partez du bon pied...

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Politiques...), vous souhaitez « mettre le pied à l'étrier » ou valoriser une première expérience dans un poste formateur, un environnement jeune et performant... Et avec des perspectives d'évolution de carrière dans la fonction personnel ou dans d'autres fonctions.

**CHARGÉ D'ÉTUDES** à la Direction du Personnel et des Ressources Humaines, vous aurez la responsabilité des études juridiques, de la préparation des dossiers sociaux, de la gestion des effectifs, du bilan social, des enquêtes, etc... en utilisant quotidiennement l'outil informatique.

Notre laboratoire est l'un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique. La qualité de nos produits à très forte notoriété, passe par l'excellence de nos collaborateurs. C'est pourquoi nous recherchons de forts « potentiels » pour assurer notre expansion.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), sous la référence C/JPP/LM, à Denis SESBOÛÉ qui vous garantira toute discrétion.

**Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

SERTI SELECTION

66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

**RADIALL** Fabricant de composants électroniques passifs No 1 des connecteurs coaxiaux en Europe

recherche

## INGÉNIEUR D'ÉTUDES

- Formation Mécanique, Micro-Mécanique, Electronique.
- Anglais courant indispensable.
- Minimum 5 ans d'expérience.
- Connaissances en composants électroniques passifs seraient appréciées.

Mission : - Responsabilité d'études de projets sur connecteurs. Evolution intéressante pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. et présentations à RADIALL 101, rue Philibert Hoffmann - 93116 ROSNY-S-BOIS

Banque de taille moyenne spécialisée dans les crédits commerciaux à moyen et long terme, recherche pour PARIS

## JURISTE

### Maîtrise en droit privé.

Le candidat sera chargé du suivi des dossiers contentieux.

Veillez adresser C.V., photo et présentations s/réf. 10249 à PIERRE LICHAU 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

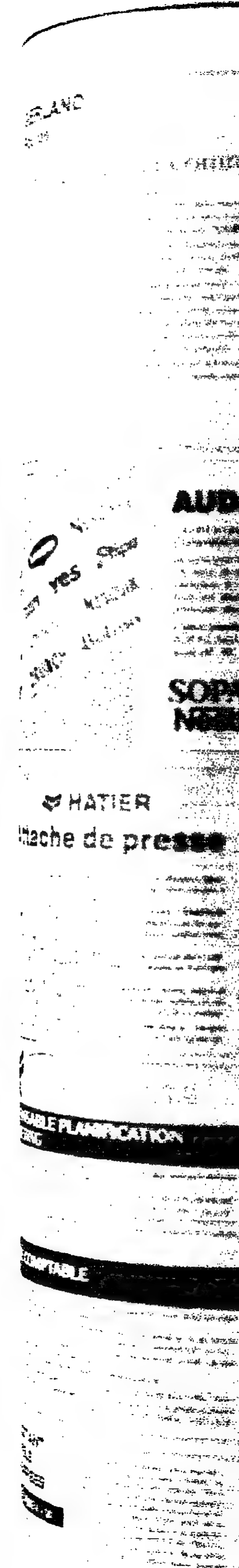
## LE CONSEIL GÉNÉRAL DES LANDES

### 1 CONSEILLER TECHNIQUE H/F

Ingénieur du Génie Rural, des Eaux & Forêts, ou Ingénieur Agronome ou des Travaux Agricoles... Il sera chargé de conseiller - et de suivre - l'ensemble des questions agricoles du Département.

Concours sur Titres - Emploi contractuel.

Adressez lettre manuscrite + CV AVANT LE 31 JANVIER 1988 IMPÉRATIVEMENT à Monsieur le Président du CONSEIL GÉNÉRAL DES LANDES - Service du Personnel - Rue Victor-Hugo - B.P. 259 - 40011 MONT-DE-MARSAN Cedex.



**GERLAND**  
Routes  
Lyon

### Directeur de la communication

Nous avons défini un projet d'entreprise. Et, pour le faire vivre, nous avons mis en œuvre toute une série d'actions originales et très mobilisatrices sur la qualité, la formation, la motivation ou la communication. Notre volonté de performance à tous les niveaux est résumée en une devise : **GERLAND, LE PROGRES EN ROUTE.** Et nous voulons que tous, les collaborateurs dispersés dans les agences et sur les chantiers, nos clients, ceux qui, à des titres divers, constituent notre environnement professionnel, participent soient informés, communiquent. C'est là votre travail.

Beaucoup de choses existent déjà : journal d'entreprise et bulletins régionaux, affichage dynamique, vidéo sur nos produits et nos réalisations, manifestations, forums d'étus ou d'étudiants... Il faut parfaire et développer. Nous avons des idées, vous aussi sans doute, innovons ensemble. Car vous êtes certainement un très bon spécialiste de ces questions. Vous avez appris en agence l'édition et la fabrication, la relation avec les médias et les techniques nouvelles de communication. Vous aimez rédiger, prendre la parole, expliquer...

Communiquez donc un aperçu de vos talents en adressant votre dossier à notre Conseil sous référence GRC 181 M. Et commençons vite l'année ensemble : GERLAND ROUTES vous attend.

**SEFOP**  
11 rue des Pyramides, 75001 Paris  
MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR DE PUBLICATION

### Une "plume" au service de l'entreprise.

Vous avez toujours aimé écrire. C'est tout naturellement que, diplômé universitaire ou de grande école en poche, vous avez choisi de vous investir dans le monde de la communication, du journalisme ou de l'édition. 3 à 5 années ont passé, vous avez acquis du métier et des connaissances, ces dernières notamment dans le domaine de l'entreprise, de son organisation et de son fonctionnement.

C'est peut-être, pour vous, le moment de nous rejoindre. Groupe en forte expansion, spécialisé dans l'information financière, nous éditons plusieurs lignes de produits bien connus des professionnels, et travaillons sur des projets prometteurs dont certains sont en cours de commercialisation : mémentos, banques de données, systèmes experts... De l'édition à la télématique, nous jouons sur tous les registres.

Que diriez-vous de prendre en charge l'une de nos nouvelles gammes, orientée sur l'entreprise ? Sortie de la première publication : début 1989. Il n'y a pas de temps à perdre. Poursuivre la recherche documentaire, trouver et animer les experts et les extensions... Aidez vite, une lettre convaincante sous référence 797 560 M aux consultants du Cabinet Sirca - 64 rue La Boétie 75008 Paris. Merci de préciser votre niveau actuel de rémunération. Le poste est situé à Paris proche banlieue ouest.

**Sirca**  
Paris-Lyon-Madrid  
Membre de Syniec

**KING KAO** (Maggi)  
**Galak Bioré YES** (Jepé)  
**WINDY CRUNCH** (Bolino)  
**NESCAFÉ**  
**Chocapic Nesquik**

### AUDITEUR OPÉRATIONNEL

Entré à l'audit chez Nestlé France en 1985, je suis devenu l'adjoint du Directeur Comptable de Gloria en 86 et je pars maintenant pour une carrière internationale. Je cherche mon remplaçant pour l'audit (ou pour les services comptables). Ce sera un jeune diplômé HEC... + DECS qui se joindra à nos équipes pour participer à l'audit opérationnel de nos 130 établissements en France, analyser tous les aspects de leur organisation, toutes les fonctions de l'entreprise et proposer des améliorations.

Il peut prendre contact sans tarder avec Alain Girard, Direction du Personnel, SOPAD NESTLÉ, 17, quai Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex, sous réf. AD.

**SOPAD Nestlé**  
c'est fort en réussite!

JEUNES DIPLOMES  
INGENIEURS, MAITRISE, D.E.A.

### JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

- Un stage de formation intensif et rémunéré de 5 mois aux techniques de l'informatique débutant le 15 février.
- La participation active, à l'issue de ce stage, au développement de grands projets dans un environnement de haute technologie.
- Un contexte jeune et stimulant.
- Une structure souple et un style de relation direct.
- Des perspectives d'évolution largement ouvertes.

C'est ce que vous propose la G.I.E., Direction des Systèmes d'Information des A.G.F. (l'un des 1<sup>er</sup> groupes français d'assurances).

Si la perspective de rejoindre des équipes motivées et "pointues" vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. MJD à Dominique BÉUF - G.I.E. - Service Recrutement - Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11.

**GIE**  
L'INFORMATIQUE EN ACTION

LES EDITIONS

**HATIER**

### Attaché de presse

H.F.

Editeur multimédia fortement impliqué sur les marchés de littérature générale et parascolaire, notre Société se dote de moyens de communication à la mesure de son rapide développement.

Sous l'autorité de la Responsable des Relations Extérieures, l'Attaché de presse couvrira tous les domaines de sa spécialité : relations avec les journalistes et les médias, élaboration et diffusion d'informations, création d'événements extérieurs ou internes.

Bien introduit auprès des différents relais d'opinion, le candidat devra justifier d'une formation supérieure et d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

La connaissance des produits (beaux livres, jeunesse, cinéma, nature et guides pratiques, économie) serait utile dans ce poste très complet, où les qualités de contact et la créativité sont les vraies conditions de la réussite.

Merci d'adresser votre manuscrit, CV, photo et prétensions à - Librairie A. Hatier - Direction du Personnel, 8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06.

### CHARGES D'ETUDES

Un important organisme de protection sociale de statut privé recherche pour son

#### Département Législations

### JEUNES DIPLOMES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

pour conseiller les organismes adhérents, réaliser des études à caractère juridique et assurer leur suivi informatique.

Ce poste offre des possibilités d'évolution au sein de cette organisation.

Les candidats auront des qualités rédactionnelles et un esprit tourné vers le concret.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 686 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

**CA**

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-OUEST recherche

### RESPONSABLE PLANIFICATION MARKETING

de formation supérieure commerciale ou marketing, vous avez déjà une expérience dans la fonction marketing.

Sous la responsabilité du Chef de Service Marketing et en liaison permanente avec les différentes directions de l'entreprise, vous participerez à la définition de la politique marketing, réaliserez les études préopératoires nécessaires, proposerez et analyserez les objectifs et résultats commerciaux des agents.

Qualités de manager.

Un groupe industriel de réparation internationale qui conçoit et réalise des biens d'équipements de technologie avancée, souhaite intégrer rapidement des :

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Sous l'autorité du directeur commercial, ils auront notamment pour missions :

- De développer les positions acquises par le groupe en termes de produits/marchés ;
- D'assister les clients dans la définition de leurs besoins et la préconisation de solutions adaptées ;
- De veiller à la bonne exécution des contrats, depuis l'établissement de devis jusqu'à la levée des garanties.

Le candidat, de formation ingénieur mécanicien ou équivalent, aura démontré, au cours d'une expérience d'au moins 5 ans dans la vente, de réelles aptitudes à la négociation et à la conduite d'importants contrats industriels en France et/ou à l'étranger. Il devra posséder en outre un tempérament de bonhomme et une rigueur indispensables à la vente sur devis de produits de haute technicité. Il maîtrisera l'anglais ; l'allemand serait un atout supplémentaire.

Lieu d'affectation : Paris.

Merci d'adresser votre mon. c.v., prêt et numéro de téléphone s/réf. 6 830, ag. Havras, 136-140, av. du Général-de-Gaulle, 92522 Neuilly-S/Seine.

### CADRE COMPTABLE

Diplômé DECS ou expert comptable stagiaire, vous justifiez d'une expérience dans un poste similaire.

En relation avec le Chef Comptable vous serez chargé de la gestion du système comptable de l'entreprise (notamment comptabilités divisionnaires-comptes sociaux-consolidation-declarations...) et de l'animation d'une équipe de 9 personnes.

Qualités d'organisation, rigueur, communication.

Postes basés dans les LANDES (AIRE-SUR-ADOUR). Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) au Service du Personnel, LE MAS 40800 AIRE-SUR-ADOUR.

**BANQUE INTERNATIONALE**  
recherche pour son

### Département des Affaires Internationales

### Jeune cadre H/F

- diplômé de l'enseignement supérieur,
- ayant une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'espagnol,
- avec une expérience bancaire de 3 à 5 ans dans un département Étranger (en particulier crédits documentaires) et gestion/syndication des crédits en devises/restructuration et Asset Swaps,
- 27 ans minimum,
- disponibilité immédiate.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 3037 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

CABINET DE TAILLE NATIONALE nous recherche pour notre activité de CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES à PARIS, un

### CONSULTANT

Vous avez environ 30 ans, votre solide formation en psychologie clinique, votre expérience d'au moins 3 ans dans le Conseil en Recrutement vous permettent d'apprécier avec finesse les possibilités de contribution d'un candidat à l'évolution de votre client.

Vous êtes, comme nous, convaincu que le recrutement est l'un des maillons d'une dynamique plus globale de développement et d'enrichissement des structures de l'entreprise.

Vous travaillerez au contact de Consultants formés à des disciplines différentes et complémentaires (finances, organisation, systèmes d'information, management). Vos missions seront variées : définition de postes, évaluation psychologique, orientation, recrutement, formation.

Créatif et rigoureux, partageant notre exigence de qualité pour le service offert au client, vous aurez ainsi l'opportunité d'enrichir vos compétences professionnelles.

Ecrire sous réf. LM586 en mentionnant sur l'enveloppe les Cabinets auxquels vous ne souhaitez pas soumettre votre candidature, à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra.

هكذا من الاصل

**Le Monde**  
**CADRES**

*Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.*

## Jeunes Ingénieurs chantiers, en route pour l'avenir!

Plus de 19.000 personnes, 9,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, une présence internationale dans près de 40 pays, tel est aujourd'hui le poids de COLAS, leader européen des travaux routiers. Jeunes ingénieurs, avides de responsabilités, d'autonomie, le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers! Vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits.

Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes. Homme de technique, vous êtes également gestionnaire et homme de contact. Responsable des relations commerciales avec clients et fournisseurs, vous serez le garant de la rentabilité de vos chantiers et du développement de votre entité.

Alors demain, entrepreneur à part entière, chez COLAS c'est possible. Pour après-demain? Nos filiales françaises ou nos délégations étrangères sont autant d'opportunités pour des responsabilités élargies.

Ne tardez plus, prenez aujourd'hui la route de l'avenir et adressez votre dossier de candidature (lettre, CV), sous référence M 47 à Gisèle MULARSKI, COLAS, Service Recrutement et Formation - 39 rue du Colisée - 75008 PARIS.



Service Recrutement Formation  
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

## JEUNES INGENIEURS

*Vous aimez convaincre plus qu'imposer...*

Société française encore à taille humaine (1,5 Milliard de Francs), faisant partie d'un important groupe européen, nous sommes leaders de loin sur notre marché, et notre notoriété est incontestée. Avec des procédés complexes et évolutifs impliquant une part croissante d'automatisation, nous étudions et fabriquons des produits et systèmes pour des applications industrielles. Nos résultats économiques allés à un potentiel de marché remarquable, nous conduisent à développer nos équipes d'encadrement. Dans cette perspective, nous recherchons 2 INGENIEURS PROCESS, qui pilotent, en liaison avec nos usines, le développement de nos procédés, au sein d'un service engineering central. Le premier de ces postes conviendra à un ingénieur généraliste CONFIRME (Centrale, A et M, ENSI, INSA...) qui justifie d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans des responsabilités de même nature, ou bien en production, ou bien dans des services périphériques à la production. (RHS, 185 M). Pour le deuxième, nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste débutant, très motivé par le contact industriel du poste. (RHS, 185 M). Vous aimez convaincre plus qu'imposer, vous avez le souci de la QUALITE, tant dans votre travail que dans vos relations, et vous souhaitez évoluer à terme sur des fonctions opérationnelles. Les postes sont basés à Paris. Les conditions offertes et les perspectives de carrière sont attractives.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite de candidature, C.V. complet et rémunération souhaitée sous référence dense, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

**NEMESIS**

## Ressources Humaines

Strasbourg

Gestion prévisionnelle - Formation

Notre Groupe est non seulement une vaste organisation de Sociétés de Services à structures décentralisées, c'est aussi un formidable réservoir de compétences et de potentiel représenté par les 6000 personnes que nous employons.

Nous pensons que l'une de nos forces principales se situe dans tous ces talents en puissance et nous voulons mieux les détecter et les évaluer pour mieux les développer et les orienter. Voilà pourquoi nous créons votre poste.

Votre mission chez nous consiste à imaginer et à mettre en place des systèmes originaux permettant d'identifier les compétences et de les gérer avec respect et intelligence en apportant à chacun tout au long de son parcours la formation qui l'aidera à donner le meilleur de lui-même. Nous voulons ainsi favoriser les carrières, encourager la mobilité et contribuer à l'épanouissement tant des talents que des structures dans lesquelles ceux-ci s'expriment. C'est votre affaire de contact, de connaissance du terrain, d'expérience de la gestion prévisionnelle et de la formation vécue dans une D.R.H. où ces problèmes sont abordés de façon imaginative et responsable.

C'est votre affaire pour peu que vous ayez autour de 35 ans, une formation supérieure de haut niveau : Ecole de Gestion, Sciences Po., Sciences Eco. et une maîtrise dans ces fonctions. Nous attachons une grande importance à cette recherche : elle est un point fondamental de notre Projet d'Entreprise. Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. RHS 182 M.

**SEFOP**

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

## Ingénieur commercial corps gras industriels

NOUVELLES HUILERIES ET RAFFINERIES MASSILIA, 225 personnes, filiale du GROUPE SAINT-LOUIS, nous avons une activité de production et de commercialisation de corps gras destinés à la grande consommation et aux industries agro-alimentaires. Nous cherchons aujourd'hui notre CHEF DES VENTES - INDUSTRIES FRANCE. Il doit accompagner ce marché de produits semi-finis, soumis aux variations importantes du trading, en suivant de façon très étroite le marché des matières premières, en établissant quotidiennement les prix de revient et les prix de vente, et en assurant une présence quotidienne auprès d'une clientèle de très grandes marques (biscuits, chocolats, biscuits, industries cosmétiques, etc.) qu'il entretient et développe.

27-35 ans, de formation ingénieur (chimiste, agronome, spécialiste corps gras : ESACG...), vous avez acquis votre expérience commerciale dans une industrie agro-alimentaire ou voisine de ce secteur, ou chez un courtier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 502, à Catherine de la Roche Saint André - JACQUES FIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

**jacques fixier s.a.**

MEMBRE DE SYNTHEC

## CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES TECHNIQUES

### CHARGÉE DE RECHERCHE

EGOR TECHNOLOGIES, département spécialisé du Groupe EGOR, est devenu en quelques années, avec 6 consultants, un des cabinets leaders dans le recrutement des ingénieurs, aussi bien sur les secteurs de pointe que dans l'industrie traditionnelle.

Au sein d'une petite équipe Recherche de 3 personnes, que nous souhaitons encore étoffer, vous assisterez les consultants dans les missions d'approche directe (gestion d'une importante banque de données, approche et premiers contacts avec les candidats potentiels).

Jeune diplômée de l'enseignement supérieur (IEP, Ecole de Commerce...), ou ayant acquis une première expérience similaire, vous souhaitez vous investir dans une activité qui vous permettra de valoir vos qualités de contact, d'autonomie, de ténacité et de rigueur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M53/CR/88 à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
ES:ECOLE BELGIQUE ESPAGNE GRÈCE BRITANNIE ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA

## 120 km Ouest de Paris INGENIEUR CHIMISTE

Recherche et Développement

Cette entreprise de taille moyenne (250 MF de CA dont + de 75 % réalisés à l'export) occupe une position de leader mondial dans son domaine. Elle est spécialisée dans le traitement et la mise en valeur d'additifs naturels destinés aux industries agro-alimentaires et chimiques. Elle souhaite intégrer dans son laboratoire de recherche, petite équipe créative et efficace, un ingénieur chimiste confirmé.

Adjoint au Directeur de la Recherche, il a pour mission de développer de nouvelles applications aux polymères naturels, d'élaborer et de mettre au point des formulations adaptées aux besoins des clients. Il bénéficie de l'assistance de deux techniciens.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste ou biochimiste, de 32 ans environ, ayant acquis une réelle expérience en entreprise, dans la recherche de produits nouveaux en chimie fine. Connaissances en physico-chimie des additifs naturels appréciées. Anglais courant indispensable.

Le salaire attractif et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 117/11 G à :

**EGOR S.A.**  
18, rue de Bari - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE BRÉSIL ESPAGNE GRÈCE BRITANNIE ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA

## GRANDE ÉCOLE : CENTRALE, MINES, SUP ÉLEC, ENSAM, HEC, ESCP, ESSEC...

Merck & Co. est l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. Sa filiale française occupe l'une des premières places en France et bénéficie d'une croissance soutenue. L'information est un élément clé de notre stratégie. Nous vous proposons de nous rejoindre en tant que :

### CHEF DES SERVICES ÉTUDES INFORMATIQUES

Directement rattaché au chef du département des systèmes, vous initiez et coordonnez les activités des 3 services études (industriel, gestion, marketing) qui représentent une quinzaine de personnes.

Vous êtes l'interlocuteur des différentes directions de l'entreprise aussi bien pour la définition des projets que pour le suivi de leur réalisation. Compte tenu de l'importance du poste, vous êtes un ingénieur Grande École, ayant, c'est indispensable, une expérience de la conduite de projets informatiques. La connaissance de l'industrie pharmaceutique est évidemment un atout supplémentaire.

Vous êtes basé à Clermont-Ferrand avec les 2/3 de vos effectifs, de fréquents déplacements à Paris étant à prévoir.

Veuillez adresser votre candidature, avec C.V. + photo + prétentions à l'adresse suivante :  
**LABORA TOIRES MDS-CHIBRET**, service du personnel, 200, boulevard E.-Clementel, 63018 CLERMONT-FERRAND Cedex.

**MSD**  
**MERCK**  
**SHARP**  
**DORME**  
**CHIBRET**

## ROCHE PRODUITS ROCHE

### jeune informaticien

pour participer au développement et à la mise en place de projets dans les domaines du commercial et de la distribution.

Une première expérience dans un environnement moyens et gros systèmes IBM (CICS-DLI) est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel **PRODUITS ROCHE - 52, bd du Parc 92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.**

Nous sommes un grand groupe français implanté dans les principaux pays occidentaux et spécialisé dans les machines de bureau. Notre C.A. consolidée dépasse 3 milliards de francs et notre effectif est de 4 800 personnes. Notre principale filiale française comporte un service R et D articulé en trois départements (Mécanique, Electronique-Logiciel, Industrialisation) et dont l'effectif dépasse 50 personnes dont 20 cadres. Nous recherchons pour ce service R et D un

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT MECANIQUE

Rattaché au département mécanique, la fonction de cet ingénieur est dans un premier temps de participer à la mise en place et de développer l'usage interne de notre nouveau système CAO mécanique (2D avec extensions partielles 3D).

Cette mission d'un an environ est assurée en liaison avec le consultant externe spécialisé et avec l'appui de nos électroniciens-systèmes. Tout en conservant à temps partiel cette mission, il deviendra ensuite chef de projet dans le développement de nouvelles machines.

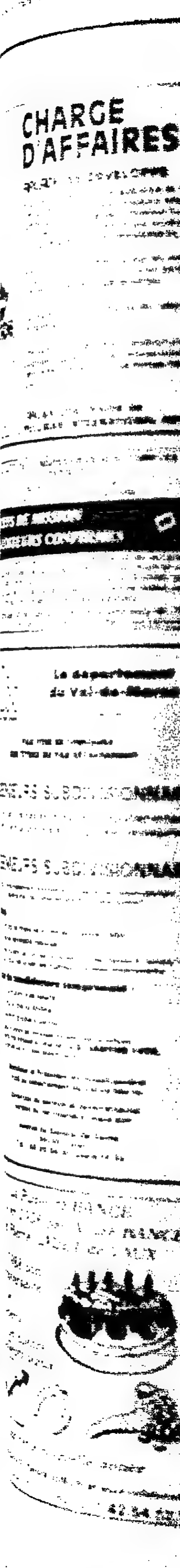
Pour ce poste, nous recherchons un ingénieur mécanicien diplômé de 30 à 35 ans ayant l'expérience de la CAO mécanique et celle du dialogue avec les électroniciens dans un domaine tel que les automatisations.

Anglais courant. Poste basé en proche banlieue Sud de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous réf. 10/LM/7, 2

**michel jouhannaud conseils**  
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PARIS-LILLE



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

des grandes ambitions

pour l'avenir

**COLAS**

Service Recrutement France, 100 rue du Commerce - 75006 PARIS

Strasbourg

Formation

Union Quest de Paris

**INGENIEUR CHIMISTE**

Recherche et Développement

EG

VELOPPEMENT

**CHARGÉ D'AFFAIRES**

**ARCADÉ SE DÉVELOPPE**

Pour monter et suivre la réalisation de nouvelles unités hôtelières, nous voulons engager un candidat autonome de formation Supérieure Commerciale, justifiant d'une expérience de montage d'opérations immobilières.

Vos qualités de négociateur et votre goût pour les dossiers financiers vous permettront d'être rapidement opérationnel.

La maîtrise de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Envoyez vos CV, lettre de candidature accompagnée d'une photo et prétentions à P.L.H. Service Recrutement 12, rue Portalis 75008 PARIS (réf. 556 M).

**ARCADÉ une chaîne de PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS**

**Consultant en recrutement : avec SITB, choisissez l'ouverture !**

Leader en informatique financière, notre groupe - 1000 personnes aujourd'hui - connaît une croissance importante. Persuadés que la réussite de l'entreprise passe par la qualité et l'implication de ses collaborateurs, le recrutement est pour nous primordial. Notre savoir-faire en la matière nous veut d'ailleurs d'intervenir de plus en plus pour nos clients.

Intégré à notre équipe de consultants, véritable conseil en gestion des ressources humaines, vous agirez sur 3 axes : le recrutement pour nos structures bien sûr, mais également le suivi des carrières et le recrutement externe.

Le contexte est souple et évolutif : vous aussi. Diplômé d'Etudes Supérieures (Sciences Humaines, Ecole de Commerce), vos 2 à 3 ans d'expérience font déjà de vous un professionnel du recrutement. Il est bien évident que la connaissance du milieu informatique serait un plus.

Si vous voulez donner à votre savoir-faire toute sa valeur, choisissez l'ouverture. Ecrivez-nous sous référence CR 488.

SITB - Bénédicte PERONNIN - 137, Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

**SITB**

TOUJOURS UN TEMPS D'AVANCE !

**SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7<sup>e</sup>**

recherche pour faire face au développement de ses activités

**CHEFS DE MISSION AUDITEURS CONFIRMÉS**

Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions sous réf. 70734 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra.

Autoroutes du Sud de la France recherche

**ATTACHÉ DE PRESSE**

La première société française d'autoroutes (2 600 personnes) recherche son attaché de presse (Poste à pourvoir à Paris).

En collaboration étroite avec le directeur de la communication, vous gèrerez notre image institutionnelle auprès des relais d'opinion nationaux et locaux.

Vous avez une formation supérieure (droit, sciences politiques ou économiques), complétée si possible par une spécialisation dans le domaine de la communication sanctionnée par un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle. Vous êtes parfaitement bilingue anglais.

Une expérience de 2 ans minimum dans les fonctions d'attaché de presse ou de journaliste professionnel est indispensable.

Vos qualités de dialogue, d'organisation, d'enthousiasme et de rédaction seront vos atouts principaux pour évoluer au sein de la société.

Merci d'adresser lettre de motivation, c.v., photo et prétentions à Autoroutes du Sud de la France, direction de la communication, 16, avenue Elisée-Reclus, 75007 Paris.

Recrutez le fruit de votre expérience!

Un des leaders sur le marché Européen des Semences recherche

**INGENIEUR COMMERCIAL**

Autonome et responsable, il se verra confier la commercialisation de nos semences auprès des distributeurs - coopératives et négociants - il devra également créer et entretenir des relations étroites avec les principaux prescripteurs et intervenants du monde agricole. Il sera bien sûr à l'écoute de leurs besoins.

Outre la négociation, il assurera l'assistance technique et participera à la promotion de nos produits en tenant compte de l'évolution du marché.

Il aura la responsabilité de la Région Nord Bassin Parisien (poste basé à Compiègne).

De formation supérieure commerciale ou ingénieur Agri-Agro, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la vente (La connaissance du milieu agro-alimentaire sera un plus).

Si vous êtes un battant, nous récolterons ensemble!

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) et salaire actuel à : COOP DE PAU Direction des Ressources Humaines Avenue Gaston-Phébus 64200 LESCAR.

**Le département du Val-de-Marne**

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES EN PAR DÉTACHEMENT

**2 INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES**

Pour le service des espaces verts départementaux (1 ingénieur arboricole et 1 ingénieur paysagiste)

**2 INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES**

Pour l'amélioration fonctionnelle de l'eau et de l'aménagement (spécialité Electronique et Travaux publics).

**Conditions :**

- Être âgé de moins de 40 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1988 ;
- Être de nationalité française ;
- Être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe 1 du Statut particulier des ingénieurs du cadre départemental.

**Le dossier de candidature comprend :**

- Un curriculum vitae détaillé ;
- La photocopie du diplôme ;
- Une photographie d'identité ;
- Deux enveloppes timbrées portant nom et adresse devra être adressé au plus tard le 31 JANVIER 1988. Le cachet de la poste faisant foi ;

Monsieur le Président du conseil général  
hôtel de département du Val-de-Marne

Direction du personnel départemental  
bureau du recrutement, pièce 404

avenue du Général-de-Gaulle,  
94000 Créteil.

Tél. : 48-89-84-00, poste 24-04.

**UNIVERS DE LA GESTION**

De l'informatique de gestion... Au contrôle de gestion...

Après une première expérience, d'ANALYSTE, ou de Chef de Projet informatique, tournée vers des « chantiers » de Gestion, vous souhaitez infatiguer votre évolution vers la filière Financière. C'est ce que nous vous proposons en devenant notre

**Contrôleur de gestion 220 000 F**

Nous sommes le premier Groupe Pharmaceutique Scandinave (5 Milliards de F, 6 700 p dont 1 200 en Recherche) et possédons en France une filiale (100 M de F, 230 p) pour laquelle nous envisageons un développement important dans les prochaines années.

Aussi notre Directeur Financier souhaite-t-il, dès à présent, renforcer son équipe et vous confier le Contrôle de Gestion de ladite entité. Dans le cadre de procédures Groupe bien définies (plan glissant à trois ans, budget, tableaux de bord) vous proposerez l'évolution nécessaire des outils et des systèmes informatiques afférents. La connaissance de l'anglais est pour vous un atout supplémentaire. Prêt à nous rejoindre, en proche banlieue Ouest de Paris ? A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/DF/LM.

**Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

**La Publicité BANCE**

créée en 1938 par André BANCE et Pierre CADET de VAUX

fête en 1988 son 50<sup>e</sup> anniversaire et présente à tous ses clients ses meilleurs vœux de

pour cette nouvelle année

Elisabeth BANCE, Patrick SIMON et leurs collaborateurs

18, rue Léon - 75018 PARIS (1)42.54.52.52

Groupement d'organismes d'habitations à loyer modéré location et accession recherche

**UN CONTROLEUR DE GESTION**

La personne devra être titulaire d'une maîtrise en sciences économiques ou diplômée d'une école supérieure de commerce.

Adressez candidature, c.v. et photographie à : Monsieur le Président du CIE « APH 21 » OPDHM de la Côte-d'Or - S.P. 4 7, rue Permettier, 21001 Dijon Cedex.

**SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (PARIS)**

recherche

**Auditeurs confirmés Auditeurs débutants HF**

Les candidats devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés, avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.

Prêrez d'adresser votre dossier s/réf. 320 UG à : FRANCACIP - 17, rue de la Banque - 75002 PARIS

Le groupe de CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE recherche pour la Société UNICOMI

**analyste de crédit bail immobilier**

Vous devrez :

- assurer les contacts commerciaux avec les différents correspondants
- négocier le montage des opérations
- analyser les dossiers sur les plans juridique, financier, fiscal et immobilier
- mettre en place les contrats.

Nous recherchons : Diplômé de l'enseignement Supérieur (Commerce, Droit ou Economie) possédant quelques années d'expérience en Crédit aux Entreprises Industrielles et Commerciales. De bonnes connaissances juridiques et fiscales seraient appréciées.

Lieu de travail : proche banlieue ouest. Nombreux déplacements en province de courtes durées (1 à 2 jours).

Merci d'adresser vos CV, photo et prétentions sous réf. LAM/0105 à CNCA - Gestion des Personnes - BP 48 78280 GUYANCOURT

**CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE**

صكنا من الاجل

هكذا من الاجل

**UNIVERS DE LA GESTION**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Saisissez... l'opportunité !**

Nous sommes un Groupe financier connu et réputé sur la Place. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre en qualité de

**Chef de service titres**

pour remplacer notre titulaire actuel. Bien entendu, vous êtes un **PROFESSIONNEL** aguerri auquel il est inutile de décrire les activités, mais vos responsabilités actuelles d'adjoint vous semblent trop étroites, ou bien, vous étant éloigné du secteur des titres, vous souhaitez y retrouver cette atmosphère si prenante et active, mais en **NUMERO UN** cette fois-ci...

Réalisateur, solide et possédant des qualités humaines indéniables, vous saurez **DIRIGER, ORGANISER** et **MOTIVER** une équipe d'une quarantaine de collaborateurs qui doivent faire face à un volume d'opérations important, en liaison étroite avec l'informatique.

De la fermeté donc, mais aussi un esprit de **SERVICE** et de **DECISION**.

Thierry de CARNÉ, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre résumé de carrière et prêt, sous réf. N/BRT/LM.

 **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**2** **chargés w/t**  
**d'études financières**  
**CONFIRMES OU DEBUTANTS**

Les formations souhaitées sont ENSAE, ISUP, HEC, ESSEC, IEP ou équivalent.

Ils seront intégrés à une équipe réalisant des études de marché et du conseil dans le domaine des produits et services bancaires. (Connaissance de l'allemand et de l'espagnol appréciée).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo s/rél. MDG/6409 à AXIAL, 21 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

**Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry**

recherche

**Directeur administratif et financier**

**Collaborateur direct du directeur général.**

Responsabilité souhaitée de plusieurs années dans le domaine financier ou du contrôle de gestion, de préférence dans un organisme public et/ou dans le secteur de l'aménagement urbain.

Libre rapidement.

Salaires bruts annuels : 300 à 350 000 F.

Adresser lettre manuscrite, photo et c.v. à Epewy, 91011 Evry Cedex.

**Un premier poste dans la finance**

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un très grand Groupe industriel. Leader dans notre secteur, nous avons accordé 17 milliards de nouveaux financements l'an passé, et dégagé un résultat net de plus de 260 millions de francs.

Nous recrutons, pour notre BRANCHE ENTREPRISE, un diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Dauphine...) à fort potentiel, pour être

**Analyste financier**

au sein du Service des Engagements.

En plus d'une rémunération très motivante, nous vous offrons la possibilité d'une formation de qualité et d'une évolution de carrière rapide au sein de notre établissement et de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétention), sous la référence C/DAF/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ, qui vous garantira toute discrétion.

 **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**Fiscaliste : intégrer un cabinet international.**

Diplômé de l'enseignement supérieur (type H.E.C. et/ou D.E.C.S., E.N.I...), vous parlez l'anglais. Vous avez acquis une expérience de 2 à 6 ans de la fiscalité. Attiré par le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir rapidement la responsabilité de vos propres dossiers et de travailler en équipe sur des missions complexes.

Nous sommes l'un des plus importants cabinets de conseil juridique et fiscal à l'échelon international. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau. Leur diversité et leur complémentarité ont fait la réputation de notre firme et nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous souhaitons aujourd'hui engager des professionnels que nous recruterons en fonction de leurs compétences techniques et de leur potentiel.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Guillaume de BRONDEAU (en précisant votre rémunération actuelle).

PEAT MARWICK S.A. - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE

 **DECITRE**  
LIBRAIRIE PAPETERIE

4 Magasins à Lyon et dans la région Lyonnaise permettent à notre Société d'être parmi les premières sur le marché du livre et de la papeterie auprès du Public et des Collectivités. Un cinquième Magasin ouvre en 1988.

Notre développement nous conduit à recruter un


**DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF**

Animant directement au Siège une équipe de 8 personnes, le candidat devra maîtriser parfaitement la comptabilité générale budgétaire et sociale d'établissements multiples. En étroite collaboration avec le Président, il assurera également des missions fonctionnelles auprès des Directeurs de magasins et particulièrement dans le cadre du contrôle de gestion.

A 30 ans environ, titulaire d'un DECS, vous possédez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la distribution ainsi qu'une pratique confirmée de la micro-informatique.

Organisateur, apte aux relations humaines, cultivé, votre goût pour les responsabilités vous pousse à vous impliquer au sein d'une entreprise performante où vous souhaitez évoluer.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à DECITRE - Service du Personnel - Offre No 912 - 4, place Bellecour - 69002 LYON. Ne pas se présenter.

 **Au sein du Back Office : une Gestion... administrative et comptable performante...**


LA SOCIÉTÉ des BOURSES FRANÇAISES (600 p.) constituée avec les Sociétés de Bourse de Paris et de Provinces l'ensemble de la profession Boursière (6 000 p.). Son Service Trésorerie souhaite accueillir un

**Gestionnaire de SIGAV**

qui puisse assurer d'une part la gestion administrative et comptable d'une SIGAV à rémérer et participer au traitement des opérations de Trésorerie. Une responsabilité donc majeure : enregistrement des souscriptions et ordres de rachat en provenance des adhérents, évaluation quotidienne de la valeur liquidative des parts de la SIGAV, publication à la « Cote Bleue », Ceci, en utilisant un logiciel spécifique et en étant l'interlocuteur du Commissaire aux Comptes... De plus, pour éviter une spécialisation trop poussée, vous vous intéresserez aux opérations de Trésorerie effectuées par le Front-Office et participerez à leur gestion (Contrôle financier et intégration dans le système de gestion).

Jeune DUT, Finances-Compta ou équivalent, une première expérience de ce type dans les milieux financiers nous intéresse !... A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. V/GS/LM.

 **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE**  
affiliée à un cabinet d'audit

Recherche pour Polyésie française

**UN RÉVISEUR COMPTABLE**

DECS minimum,  
diplôme école commerciale souhaité.  
Expériences de 2 ans en cabinet.  
Disponible rapidement.

Tél. pour rendez-vous au : (1) 47-66-04-09.

Pour sa Direction de la Trésorerie, située à Paris 8<sup>ème</sup>, le **CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE** (7500 personnes sur toute la France) recherche un

**Négociateur**  
**Marché Monétaire Francs**

De formation supérieure, ce cadre de haut niveau justifie d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans la spécialité. Elle lui a permis de maîtriser parfaitement les instruments du marché monétaire et la législation en vigueur.

Son goût des contacts, son sens des affaires, sa finesse en matière financière font de lui un homme de marché confirmé, négociateur privilégié des différents interlocuteurs de la banque (guichets, autres services) dans le domaine de la Trésorerie Francs.

Vous vous reconnaissez dans ce profil ?  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction des Carrières du CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE - 103, Champs Elysées - 75008 PARIS.

 **LA BANQUE DES RÉUSSITES**

**NEGOCE INTERNATIONAL**

**Venez renforcer notre équipe contrôle de gestion**

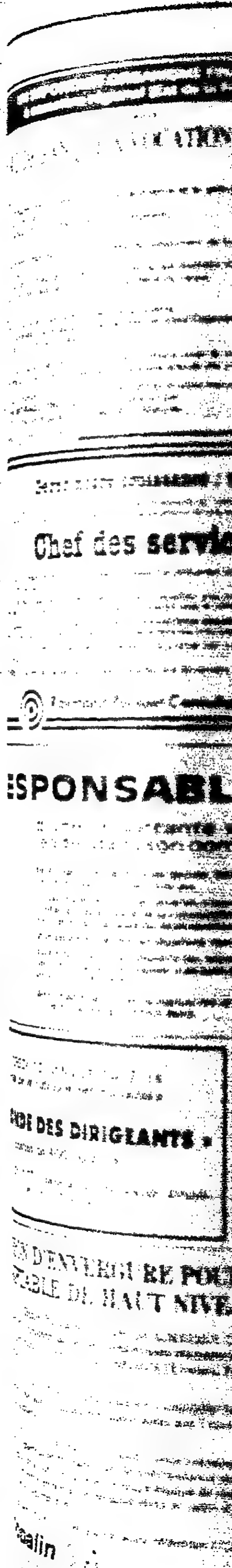
Société de négoce international, nous renforçons notre équipe de contrôle de gestion. Vous prendrez en charge l'analyse de nos opérations de négoce sur les marchés à terme des matières premières en relation avec nos services commerciaux et nos différentes filiales étrangères (New York, Londres, Hong Kong, Hambourg, Rio de Janeiro).

De formation supérieure (école de commerce section financière et comptable, maîtrise de gestion), vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans un environnement international. Vous saurez mettre en œuvre votre goût des chiffres, esprit de synthèse et dynamisme pour mener à bien vos différentes missions.

La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable. Des connaissances des marchés à terme des matières premières alliées à celle de la micro-informatique constitueront un avantage supplémentaire.

Poste basé à Paris (8<sup>ème</sup>).

Merci d'adresser lettre, CV, photo, prétentions à MEDIA-SYSTEM, 6 Impasse des Deux Cousins, 75017 PARIS, en précisant la référence 23009/M.





REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER à caractère régional (Est de la France)

UN CADRE DE BANQUE A VOCATION COMMERCIALE

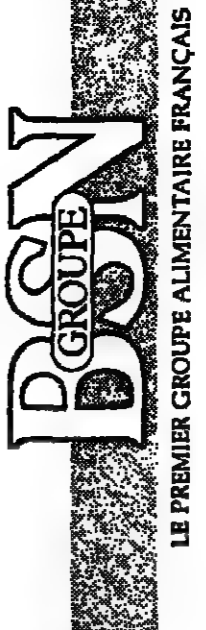
VOUS AVEZ : - de 30 à 35 ans, - un diplôme d'enseignement supérieur axé sur la finance et la gestion... VOUS ETES : - au fait des problèmes financiers des entreprises... VOUS AUREZ : - à entretenir des relations suivies avec la clientèle existante...

Prenez la responsabilité de nos services comptables



1,85 Mds de CA, 1450 personnes, 5 usines, 1er fabricant de biscuits avec des produits prestigieux...

A 35 ans environ de formation école de commerce complétée par un DECS vous avez monté une connaissance parfaite des techniques comptables, de la fiscalité et du droit des sociétés...



Gérer notre croissance : une mission de confiance

Notre société industrielle, filiale autonome d'un Groupe International, connaît une très forte expansion (30 % l'an) avec un C.A. de 850 MF pour 600 personnes...

Chef des services comptables

prêt à nous offrir son dynamisme et à bénéficier du notre. Par délégation directe du Directeur Financier, vous serez d'abord à mettre en œuvre notre nouveau logiciel comptable...

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Directeur administratif et financier

Franche-Comté - Un important laboratoire pharmaceutique français employant plus de 300 personnes et jouissant d'une très forte notoriété dans sa spécialité...



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 2, rue des Garçons - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

RESPONSABLE FINANCIER

d'une importante société mutualiste leader dans son domaine - (CA : 600 MF)

De formation supérieure de gestion, DECS, vous justifiez d'une première expérience réussie d'au moins trois ans. En liaison avec la Direction Générale, à laquelle vous êtes rattaché, vous vous verrez confier la mise en place de la comptabilité analytique et budgétaire...

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à Monsieur TAIEB - MOPCL 5, rue Rochecrouart - 75009 PARIS

MERCREDI 13 JANVIER DATÉ 14 reprise de la rubrique hebdomadaire

LE MONDE DES DIRIGEANTS

postes de 400 000 F + LE MONDE PUBLICITÉ : service Communication Emploi. Tél. : 45-55-91-82.

NERVET PONT CONSEIL

Vous présente ses meilleurs vœux

15, rue du Louvre, 75001 PARIS - Tél. : 42.33.09.27.

MISSION D'ENVERGURE POUR UN COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

SOPALIN S.A., filiale française du Groupe KIMBERLY CLARK CORPORATION, commercialise de nombreuses marques de produits Grand Public ou destinés à l'industrie (Kleenex, Freedom, Brevia, Sopalin...).

Nous souhaitons confier à un Responsable Comptable la clôture et le reporting de nos comptes mensuels ainsi que l'établissement de résultats annuels.

Titulaire du DECS ou de niveau équivalent, vous connaissez les comptabilités américaine et française (la connaissance de l'Anglais serait un atout). A la tête de notre équipe de comptables, vous conduirez cette importante mission dans le cadre d'un Contrat à Durée Déterminée.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence CC/MI, à

Sopalin S.A.

François ROBERT. Bureaux de la Colline. 92213 SAINT-CLOUD



La Grande Distribution? ...un secteur évolutif pour un directeur du personnel ambitieux

Nous sommes une solide société de plus de 2000 personnes en 40 magasins, supers hypers et entrepôts. Nous appartenons à un Groupe prestigieux de la Grande Distribution.

Le Directeur du Personnel qui nous rejoindra, sera un collaborateur direct du DG. Il sera membre du Comité de Direction et dirigera la quinzaine de collaborateurs de sa Direction. Ce sera un professionnel, homme d'écoute et de proposition, proche des opérationnels pour gérer nos ressources humaines dans un environnement très vivant.

Dans la jeune trentaine, diplômé de l'enseignement supérieur (juris-commercial) vous savez animer une équipe, dialoguer avec une grande diversité d'interlocuteurs, atteindre en équipe des objectifs économiques, prendre du recul sans éluder les détails, être ouvert. Vous avez de l'ambition et déjà une bonne réussite professionnelle dans la fonction : pourquoi ne seriez-vous pas l'un de nos dirigeants de demain ? Avant de nous rejoindre, nous vous remercions d'écrire s/rél. J/178.01/M en précisant la rémunération souhaitée, aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES CE RA

Handwritten note in a box: سكرتارية

صحة من الاموال

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ASGROW... Upjohn... La stratégie d'UPJOHN... les industries de la VIE, soit santé humaine, animale et végétale. Ce dernier aspect est couvert par ASGROW, 4<sup>e</sup> rang mondial en essences. Importateurs, chercheurs, producteurs, la filiale française réalise sur une partie de l'Europe un CA de 100 MF avec 80 personnes. Nous recherchons aujourd'hui notre DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 300.000 + Salaires

PROVOST S.A. Société industrielle de la Métropole NORD (LILLE) et rayonnement national en matériel d'équipement recherche CADRE DE DIRECTION CONTROLE DE GESTION Capable de répondre à 3 exigences : • Participation à la mise en œuvre de la stratégie entreprise (société mère et filiales), • Adaptation du système de contrôle à cette stratégie de développement, • Animation et actions pédagogiques auprès des Chefs de Services.

Allianz - Protectrice filiale française du leader européen de l'assurance recherche cadre financier (Ecole de Commerce - Dauphine - Sciences Po/Eco.fin.) ayant une première expérience dans le domaine du marché financier. Rattaché à la Direction Financière, il sera à moyen terme chargé, au sein d'une petite équipe, du suivi des marchés boursiers à dominance obligatoire et du suivi de la trésorerie.

Le Monde CADRES

CAMPUS COOPERATIVES recherche GESTIONNAIRE ayant expérience d'encadrement de groupe pour assurer le suivi, d'une promotion de créateurs d'entreprises. PARIS/RÉG. PARIS. Env. c.v., photo et présent. CAMPUS COOPERATIVES, 80, rue de Valenciennes, 92300 Levallois-Perret.

CITRE DE FORMAT, rech. COMMERCIAUX moins de 25 a., poste d'Env. Plus + Inter. + Traite. Env. ser. + c.v. à GICOP, 29, r. de Chambéry, Paris-15<sup>e</sup>. VILLE DE VIGNEUX-S/SEINE (91) RECRUTE SECRÉT. GÉNÉRAL ADJOINT chargé de assister le secrétaire général dans ses diverses missions. Adresser c.v. et photo à M. le Maire avant le 15 janvier 1988, 19, rue F. de la Motte, 91270 Vigneux-s/Seine.

IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE Paris-8<sup>e</sup> offre poste stable de STENOACTYLO confirmé, aussi bonne en steno et dactylo qu'en travaux et en correspondance. Sérioses réf. Libre rapidement. Nombreux avantages sociaux. Adresser c.v. + photo à CRC, 7, rue Charbonnel, 75002 Paris. Ville d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) 27 000 habitants. Recrute M. ou F. pour poste DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION assisté à secrétaire général adjoint. 20 à 40 000 habitants. Pour prendre la direction du service communication en vue de sa réorganisation complète et élaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication de la ville d'Hérouville-Saint-Clair. Envoyer lettre manuscrite motivée, c.v. et photo AVANT LE 15-1-88 à : Monsieur le Maire d'Hérouville-Saint-Clair, B.P. 8, hôtel-de-ville, 14200 Hérouville-Saint-Clair.

PARIS-19<sup>e</sup> Entreprise de trad. de documentation TECHNIQUE électronique-informatique recherche (51/53) ATTACHE COMMERCIAL Exp. similaire indispensables. Env. c.v. et photo à : PUBLI-CITE ROGER BLEY, 101, r. Reaumur, 75002 PARIS. MASSON, ÉDITEUR recherche pour ses livres de DROIT, GESTION TECHNICIEN(NE) CONFIRMÉ(E) Dépendant du directeur de production et responsable d'une équipe de fabricants en relation avec auteurs et fournisseurs, ce cadre a en charge la réalisation d'une mise en page et la préparation du manuscrit au bon à tirer. Formation niveau licence et/ou BTS Estime. Langues appréciables. Cinq ans d'expérience minimum de la fonction. Adr. lettre manusc. c.v., photo et présentations sous réf. TD, à SPAG, 120, bd Saint-Germain, 75200 Paris Cedex 05. CSP leader dans son secteur ANIMATEURS et CONSULTANTS pour formation commerciale, marketing et relations clients. Niveau grandes écoles ou maîtrise, 5 ans d'expérience similaire avec l'entreprise. Adresser c.v., photo + présentations à M<sup>me</sup> MALLAT, CSP, 66, rue Lafayette, Paris-9<sup>e</sup>.

Importante société de réassurance recherche pour son DÉPARTEMENT VIE UN TECHNICIEN DE NIVEAU BAC + 3 (IFA, CHAM...) Le candidat devra posséder une bonne culture mathématique et avoir une première expérience de l'actuariat vie (en réassurance si possible). Il devra aimer la gestion et maîtriser l'anglais. Envoyer lettre manuscrite + CV à : Direction du personnel : UAP RÉASSURANCES 372, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Société grande distribution Pantin recherche SON RESPONSABLE LOGISTIQUE DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS Dépendant directement de la Direction Générale, il sera responsable des flux de marchandises, de la commande jusqu'à la mise en consommation. Il sera l'interface des fonctions d'approvisionnement avec : - le service commercial, - l'informatique stocks, - la comptabilité, - le service financier. Ce poste conviendrait à un professionnel de la grande distribution, ayant acquis notamment son expérience sur une plate-forme d'approvisionnement, comme à un praticien venant d'autres secteurs d'activités. Salaire motivant. Adresser candidature, C.V. et photo sous n° 8260, LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

L'IMMOBILIER

appartements ventes appartements achats Recherche 1 à 3 pièces PARIS, prêt, RIVE GAUCHE avec ou sans terrasse, PARE CPT chez nous, 48-73-48-07 même le soir. fonds de commerce Ventes 80 ST-GERMAIN, A CEDER BELLE LIBRAIRIE 210 m², EXCEL. EMPL. Ex. à CC 36, rue de la Bienfaisance, Paris-8<sup>e</sup>. bureaux Locations SIÈGE SOCIAL Secrétariat + bureaux locaux. Démarche RECH. RM SOGEC SERVICES. Chps-Eyrolles 47-23-86-47 Nation 43-41-81-81. DOMICIL. DEP. 80 F/MS Paris 15<sup>e</sup>, 9, 12 ou 15<sup>e</sup> CONST. SARL 1 500 F HT INTER DOM 43-40-31-46. DOMICILIATION 8<sup>e</sup> BUREAU, TÉLÉX/SECUR., TEL. AREGO 42-94-85-28. VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphonique. 43-55-17-50. Votre adresse commerciale SIÈGE SOCIAL CONSTITUTION STÉS Prix complet. Délai rapide. ASPAC 42-93-88-58 +

Vos rendez-vous EMPLOI chaque semaine dans LE MONDE - Lundi daté mardi • Le Monde des cadres • L'Univers de la gestion - Mardi daté mercredi • Secteurs de pointe • Le Monde des cadres - Mercredi daté jeudi • Le Monde international • Le Monde des dirigeants - Vendredi daté samedi • Le Monde Affaires Le Monde Publicité Communication Emploi 45-55-91-82.

ORGANISME RÉGIONAL DE PROMOTION DES EXPORTATIONS DES ENTREPRISES Rech. rapidement son RESPONSABLE DE ZONE MOYEN-ORIENT - ESC ou université. - Une parfaite maîtrise de l'arabe utilisé au Moyen-Orient et de l'anglais est impérative. - Une expérience de travail commercial ayant comporté un séjour d'un mois ou un an sur cette zone est requise. Basé à Amman, il partagera son temps entre les déplacements sur zone et des visites concertées en entreprise. Adr. c.v., photo et présent. à : ARIEL DE PIERRE, 36, rue des Orfèvres, 90037 Amiens Cedex, Tél. : (16) 22-82-12-14.

Le Monde PUBLICITE 5, rue de Montessuy 75007 PARIS Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés. F. 39 ans, Américaine E.A. (USA) Arts Déco (Paris) connaissances maquette, S.A.B., Presse, carte de presse française, parfaitement bilingue. Étudie toutes propositions presse magazine, conception et réalisation doc. cube et institutionnel. Envoyer sous n° 8 274 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

# Le Monde ECONOMIE

EN CORÉE DU SUD

## La reprise en main du monde ouvrier

**M**ALGRÉ un été social « chaud » marqué par un mouvement de revendication ouvrier, d'une ampleur inconnue, et après une première tentative, décevante, d'élections démocratiques, l'économie sud-coréenne n'a pas vacillé : non seulement elle a « encaissé » le choc, ayant maintenu un rythme de croissance de 10,3 %, mais elle semble avoir dépassé en 1987 ses performances de l'année précédente (12,5 %).

Cette nouvelle prouesse se résume en quelques résultats : avec des exportations en forte croissance et une production industrielle en vive progression, la Corée aura dégagé un excédent proche de 10 milliards de dollars en termes de balance des paiements, ce qui lui permettra de réduire de 44,5 milliards à 35 milliards sa dette extérieure.

Les milieux d'affaires sont certes inquiets des risques d'instabilité au lendemain du scrutin, frustrant pour nombre de Sud-Coréens, du 16 décembre. Mais le patronat a pris de concessions limitées.

**M**ENUE et l'air réservée avec son chemisier à col Claudine, sur lequel est épinglé un ruban jaune portant l'inscription « Libérez Kwon Young Mok », elle regarde droit dans les yeux pour affirmer : « Mon mari a fait ce qu'il devait faire et j'en suis fière. » M<sup>me</sup> Kwon a vingt-sept ans.

Lorsque, au lendemain de la déclaration de M. Roh Tae Woo du 29 juin annonçant des mesures de démocratisation, son mari, ouvrier spécialisé de Hyundai Engine, essaya de constituer un syndicat libre, elle chercha à l'en dissuader : « J'avais peur qu'il perde son travail. Nous avons un fils, et mon mari doit aussi s'occuper de ses parents. Il m'a expliqué et il m'a convaincue. Aujourd'hui, même s'il est en prison, je ne regrette pas de l'avoir laissé faire. »

Kwon Young Mok allait en fait devenir l'un des dirigeants du mouvement de revendication des ouvriers coréens qui s'est traduit en août et septembre par une série de grèves et de fermetures d'usines. Sorte de « Walesa coréen », Kwon Young Mok a formé, dès le 3 juillet, le premier syndicat libre en Corée, et il est rapidement apparu au patronat de Hyundai et au gouvernement comme un élément dangereux.

Dès que, avec les premières concessions du patronat, le mouvement de revendication s'est

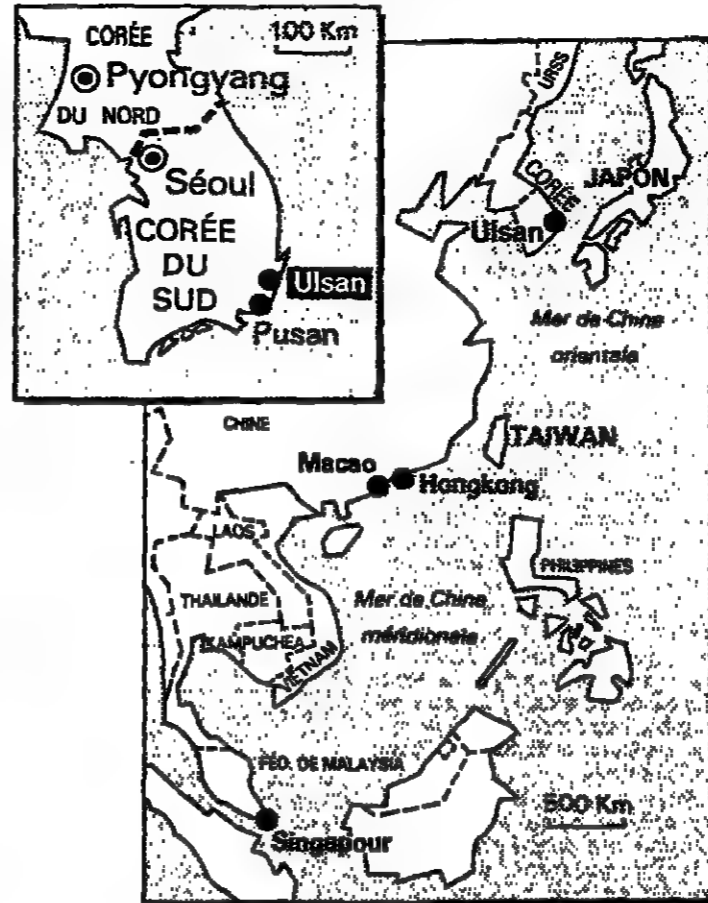
relâché, Kwon a été arrêté. Depuis le 21 octobre, il est détenu avec une quarantaine d'autres responsables syndicaux à la prison d'Ulsan, sous l'inculpation d'infraction à la loi du travail. Les élections du 16 décembre n'ont rien changé pour lui.

### Une ville-usine

Avec une population de 600 000 personnes, dont 150 000 sont des ouvriers, Ulsan est une ville-usine. Le gros bourg des années 60 est aujourd'hui la ville de Hyundai, le premier groupe industriel coréen. Avec ses industries lourdes, ses chantiers navals, ses usines chimiques et automobiles, c'est la ville dont la contribution à la production nationale est la plus élevée. Mais aussi un exemple typique des distorsions engendrées par la croissance accélérée de ces vingt dernières années, explique un prêtre, le Père Song.

Ville basse étendue sur 20 kilomètres, sans caractère, comme toutes les agglomérations grandes trop vite, Ulsan, en perpétuel chantier, mêle un tissu de petites rues aux magasins modestes à quelques grands bâtiments flamboyants comme cet hôtel au bord de la rivière destiné aux hommes d'affaires, au luxe quel que peu déplacé.

Ville laborieuse, Ulsan est aussi une ville dangereuse pour le pou-



« Kwon a décidé de demander une élection générale, afin de renouveler les cadres du syndicat, pour le 5 octobre. Le 12 il était appréhendé et le 19 inculpé de violation du droit de réunion et des lois du travail. »

Après l'arrestation de Kwon, les militants de Hyundai Engine ont refusé les heures supplémentaires et fait une grève du silence dans les ateliers, portant un masque sur la bouche marqué d'un « V » (victoire). Mais le mouvement s'effrita. Il avait démarré quasi spontanément, porté par la vague de démocratisation ; ses structures étaient embryonnaires et la majorité des ouvriers sans expérience de lutte et sans indénités s'ils cessaient le travail.

En moyenne, les ouvriers de Hyundai ont pourtant obtenu 14 % d'augmentation salariale, une réduction du temps de présence (avant il fallait venir trente minutes plus tôt pour assister à la « cérémonie du matin », faire de la gymnastique et entendre les harangues des contremaîtres). L'augmentation porte non sur le salaire total mais sur le bonus, qui représente cinq mois d'un salaire de base - s'élevant à 230 000 wons (1) dans le cas d'un ouvrier de Hyundai Engine, auquel s'ajoutent des primes d'ancienneté et de bien-être (70 000 wons) et les heures supplémentaires (en moyenne dix heures de travail pendant six jours). Le salaire mensuel avoisine ainsi les 500 000 wons (soit 5 000 Francs).

### Des pressions multiples

Si le patronat a fait des concessions, il a aussi exercé de sérieuses pressions sur ceux qui ne voulaient pas céder. Comme en témoigne le suicide d'un jeune ouvrier de vingt-huit ans à l'usine de peinture de Hyundai. Kim Su Pae s'est immolé par le feu dans un atelier au début d'octobre. Chargé de recueillir les cotisations syndicales, il avait été harcelé par la direction et accusé par la police de falsifier des documents.

Sans doute existe-t-il désormais quelques syndicats plus représentatifs des ouvriers qu'auparavant, mais ils sont encore très faibles. La Fédération des syndicats créée par Kwon aurait pu constituer un instrument de pression redoutable pour Hyundai par la solidarité qu'elle aurait instaurée entre les ouvriers du groupe, mais elle s'est divisée et désorganisée. Les directions des différentes usines n'acceptent en fait de négocier qu'avec les syndicats qu'elles contrôlent.

(1) 1 won = 0,01 franc.

### L'ÉTAT DE LA FRANCE

# 1888

par ALAIN BIENAYMÉ (\*)

Il y a tout juste un siècle, en 1888, la France émergeait d'une période de seize années de stagnation et entrait dans une phase d'expansion qui dura vingt-six années. Depuis cette date, la valeur de notre production industrielle a définitivement distancé notre production agricole. Au cours de ces années 1888-1914, la France fut exploitée des découvertes scientifiques majeures de la troisième révolution industrielle : celles de l'électricité, du moteur à combustion et de la chimie, cependant que la construction de la tour Eiffel manifestait avec éclat le savoir-faire de nos métallurgistes.

Il serait hasardeux de penser que l'histoire se répéterait en suivant fidèlement des rythmes séculaires. En effet, l'environnement international a considérablement changé, en ceci notamment que les nations sont devenues plus interdépendantes à raison même de leur plus large ouverture aux échanges extérieurs. Mais l'évocation de l'année 1888 suggère que nos arrière-grands-parents ne s'abandonneront ni à la résignation ni au découragement.

### Les convictions ébranlées

La France accumule depuis dix à quinze ans un grand nombre de retards. L'indice qui les résume tous éclaire la contraction de la part qu'occupe la France dans le produit mondial, au rythme d'un dixième de point par an et à un niveau inférieur à 4 %. Nos échanges commerciaux reflètent, à un degré de détail trop fin pour apparaître dans les statistiques officielles, une mauvaise adaptation de nos produits à la demande, un engagement trop marqué dans des spécialités peu avantageuses.

Ces faiblesses sont peu contestables et se sont aggravées récemment. Mais, si un retard se mesure objectivement, l'idée d'un déclin procède d'un jugement de valeur dans lequel les références culturelles, les souvenirs, les anticipations et les volontés jouent un rôle déterminant.

Or, après trente années de croissance exceptionnellement rapide, d'intense modernisation, la France, qui avait eu à combler des décennies de retard accumulé depuis 1918, semble s'être esouf-

flée à partir du premier choc pétrolier de 1973. Après avoir cru pouvoir maîtriser son destin économique par la planification, et négliger l'appauvrissement du pouvoir d'achat national et international du franc, le pays vit une panne. Sa production industrielle stagne depuis plus de quinze ans. Les acteurs en sont déconçus, les esprits divisés, les convictions ébranlées.

Aujourd'hui, les Français sont avertis du danger mortel de la « croissance zéro » ; ils sont revenus de leurs illusions sur la « croissance douce » ; ils doutent que l'Etat puisse combattre le chômage par la magie d'une « aube logique », fût-elle parée des plumes du socialisme avancé. Selon une enquête récente, au sortir (il faut l'espérer) de cette longue - trop longue - période d'apprentissage économique, la moitié des salariés sont craintifs ou hésitants. L'autre moitié se partage entre les pragmatiques, les volontaristes et les technocrates ouverts, chacun à sa manière, à l'effort, à l'innovation et aux bonnes occasions de succès.

Ainsi, si les Français regrettent peut-être le temps de la croissance forte, beaucoup redoutent aujourd'hui d'avoir à en payer le prix par une discipline de travail plus rigoureuse, par la recherche du client, par la quête incessante de la qualité ou encore par les risques assumés dans l'aventure internationale vers des rivages lointains. La hantise de l'échec freine les créations d'entreprises ; la peur de céder une partie de son indépendance entrave les alliances entre les PME.

Un langage équivoque accrédita longtemps l'idée fautive qu'une économie développée pouvait laisser sans danger s'éroder sa base industrielle pour se lancer dans les nouvelles activités de service, la banque, les assurances et la fonction publique. Nous avons commis un contresens en prenant au pied de la lettre les mots de « société post-industrielle » dus à Daniel Bell (1955) et nous avons trop cru pouvoir nous appuyer sur les industries du futur pour relayer des industries traditionnelles, sans prendre garde au danger de démolir ces dernières.

L'obsession du plein emploi a nourri le mythe de l'absorption indéfinie du trop-plein de main d'œuvre par les activités de service. Or qu'en est-il en fait ? Si les emplois industriels diminuent en proportion de la population active, leur nombre total augmente encore aux Etats-Unis, au Japon, en RFA. De plus, la part occupée par l'industrie dans le produit intérieur est constante, voire en légère augmentation au cours des dernières années dans ces mêmes pays.

Les services ne peuvent se développer sans une industrie florissante. Une industrie ne peut prospérer sans la pointe ni les vitamines que lui apportent la recherche, l'expertise technique, les conseils de gestion, l'ingénierie financière et commerciale, les systèmes de communication. Il ne faut donc pas se tromper de combat : l'industrie gagnera avec les services, non pas contre eux.

### Des occasions perdues

Que faire pour regagner le temps perdu, c'est-à-dire le terrain abandonné à la concurrence ? Commençons par prendre conscience des gaspillages que nous valent nos défauts d'organisation et notre incohérence collective : la France souffre de ce qu'elle ne sait pas assez accorder ses moyens à ses politiques.

Des moyens sans politique ? Quand le chômage atteint des chiffres records, malgré la pleine utilisation de ses équipements, cela signifie que le pays perd des occasions, renonce à des parts de marché ; que la production qui survit à la concurrence internationale, on parfois, mais trop rarement, la domine, ne suffit pas à répondre à la demande.

Nos retards recouvrent un gaspillage en ressources humaines. Or celles-ci peuvent non seulement être requalifiées, mais mobilisées. A qui fera-t-on croire qu'une population de 3 millions de chômeurs ne comprend pas en son sein les talents d'animation et d'imagination nécessaires pour fonder de nouvelles affaires ?

(\*) Professeur à l'université Paris-Dauphine.

Des politiques sans moyens ? L'Etat français a étendu son emprise, ajouté beaucoup d'ambitions nouvelles au risque d'organiser lui-même les carences du marché, des fondations et des associations privées, carences dont il tire prétexte par ailleurs pour intervenir. Mais alors, dans les temps d'austérité budgétaire, combien de fonctions collectives traditionnellement assurées par l'Etat ont été sacrifiées dans leur crédits de fonctionnement et dans leurs crédits d'équipement parce qu'elles ne correspondaient pas aux nouvelles modes. Les prisons, la justice, les hôpitaux et les hospices, l'école et l'université en sont arrivés à survivre pour presque rien. Tristesse erreur collective que celle de leur paupérisation.

Revenons aux activités de marché. Rappelons-nous cette relative insouciance avec laquelle notre pays, qui sait, à juste titre, pouvoir compter sur son potentiel agricole, crut aussi pouvoir compter sur ses « idées » pour se préserver des effets du premier choc pétrolier. Elle nous vaut une attériorité passionnelle - plus marquée, semble-t-il, que chez les Allemands - vers les techniques de pointe, mais aussi une attitude de condescendance vis-à-vis de ces entreprises discrètement prospères qui visent d'abord à satisfaire leurs clients en prenant les techniques pour des moyens rentables et non pour des idoles.

Le succès d'une économie se bâtit sur l'heureux mariage des technologies et des marchés, et non pas sur leur divorce. Sommes-nous, au bout du compte, aussi créatifs qu'on pourrait l'espérer ? Il ne le semble pas. Les Français demandent moins de brevets chez eux aujourd'hui (11 333 en 1984) qu'en 1950 (16 200), alors que les Etats-Unis en déposent plus (62 000 contre 57 000). Il en est de même pour la RFA (32 000 en 1984) et le Japon (256 000 toujours en 1984).

Plus encore, les étrangers demandent en France environ 3 brevets pour 1 seul déposé par nos propres résidents, tandis que les chiffres correspondants sont de 0,75 aux Etats-Unis, 0,12 au Japon, 1,3 en RFA : la France est un marché accueillant aux découvertes des autres plus qu'elle n'est restée source d'inventions.

(Lire la suite page 29.)

voir : le mouvement de revendication qui y commença en juillet fut un détonateur et il s'étendit comme une tache d'huile à tout le pays, en quelque trois mille conflits du travail. Après l'accalmie due à la médiation du gouvernement, qui le 18 août avait obligé le patriarche de Hyundai, Chung Ju Yung, à faire des concessions, les manifestations avaient recommencé en septembre, parfois de manière violente. Et puis, jouant habilement d'un côté des concessions, de l'autre des pressions et des menaces de sanctions, le patronat a repris la situation en main.

« Nous voulions faire reconnaître les syndicats libres », raconte un collègue de M. Kwon, en particulier la Confédération des syndicats du groupe Hyundai, que présidait Kwon. Mais le mouvement s'est scindé en deux : d'un côté ceux qui étaient avec nous, de l'autre les ouvriers qui étaient favorables à un syndicat par entreprise, comme le voulait la direction. Beaucoup de représentants ouvrier avaient été menacés ou persuadés par des promesses d'avantages de se ranger du côté du patron. Et, lors de l'assemblée générale, notre groupe, qui était favorable à une grève générale, a été mis en minorité.

## La rencontre des talents

Multiplier ses chances de réussite. Confronter son savoir à la réalité. Développer son sens des responsabilités. L'ISG vous en donne la possibilité grâce à un enseignement de haut niveau en France ou à l'étranger.

Orchestrons ensemble votre avenir.

### INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Établissement libre d'enseignement supérieur  
8, rue de Loto - 75116 Paris  
Tél. : 45.53.60.00



La clef de la réussite

صحة من الاجل

A LA FRONTIÈRE NORD DU MEXIQUE

# Une industrie en pointe : la sous-traitance

صكزا من الالعمل

**Des ateliers de montage qui occupent 230 000 personnes et rapportent 2 milliards de dollars par an.**

**MAQUILADORA** : dans les villes frontalières du nord du Mexique, tout le monde n'a plus que ce mot à la bouche. Les « ateliers de sous-traitance », part engagé par les autorités mexicaines dans une région frontalière névralgique, où se concentrent toutes les contradictions nées de relations inégales avec le grand voisin du Nord.

Un programme de développement de la frontière septentrionale a été lancé en 1983. Son objectif primordial était de stimuler l'industrialisation d'agglomérations jusque-là vouées aux échanges commerciaux et aux services. Aujourd'hui, dans un pays toujours en proie à de sérieuses difficultés économiques, ce plan est présenté comme l'une des principales réalisations de l'actuel mandat présidentiel.

Contrairement à la stagnation perceptible ailleurs, la frontière nord connaît une activité économique nettement plus soutenue. A n'en pas douter, l'industrie de la sous-traitance est l'élément moteur de ce dynamisme. Alors que 512 ateliers de montage étaient recensés en 1983, il en existait 843 en 1986 et ils sont plus d'un milliard aujourd'hui. En quatre ans, le nombre d'emplois ainsi créés a plus que doublé, passant de 110 000 à 230 000.

Ainsi n'y a-t-il plus guère de chômage le long de la frontière. Au contraire, la région ne cesse d'attirer de la main-d'œuvre d'autres parties du pays, en majorité des jeunes travailleuses âgées de dix-huit à vingt-cinq ans.

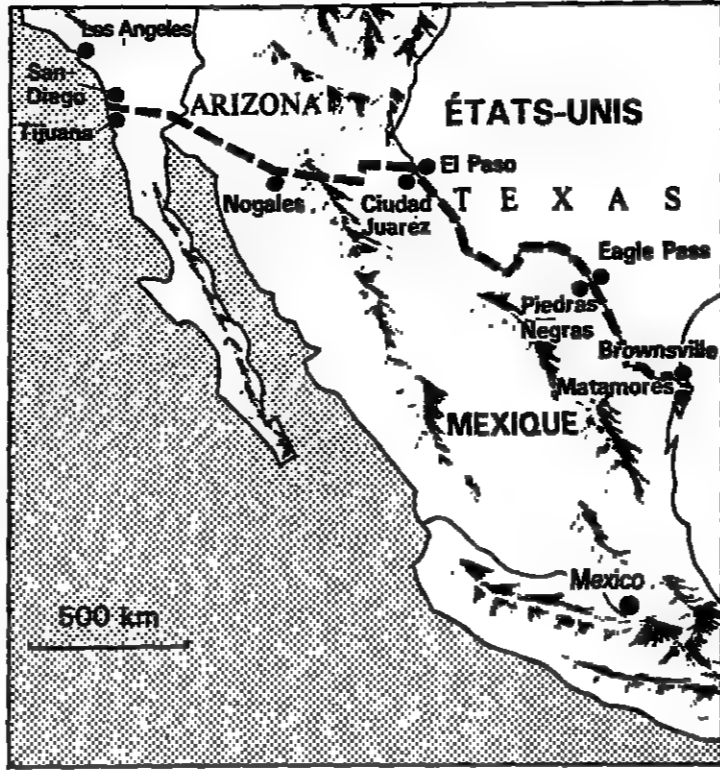
Les premières usines de montage avaient vu le jour du côté mexicain vers le milieu des années 60. A l'origine, il s'agissait de reconverter sur place des milliers de travailleurs mexicains renvoyés dans leur pays à la suite de la suspension de l'accord sur les ouvriers saisonniers avec les Etats-Unis.

Après des débuts modestes, l'industrie de la maquiladora a fait un bond en avant à partir de la crise économique de 1982. Avec la montée en flèche de l'inflation et la chute du peso, la main-d'œuvre mexicaine est rapidement devenue l'une des moins chères du monde.

**Des investisseurs coréens**

Attirés par les bas salaires et les avantages d'une zone franche, des centaines de compagnies internationales se sont installées de part et d'autre de la frontière. Les investisseurs américains ont été les premiers à voir l'intérêt qu'ils pouvaient tirer pour rester concurrentiels face à leurs concurrents d'Extrême-Orient. A leur tour, les Japonais se sont empressés de prendre le train en marche, entraînant dans leur sillage les Coréens du Sud et même les Taiwanais.

Pour nombre d'entreprises étrangères, cette localisation constitue une plate-forme privilégiée pour pénétrer le plus grand marché du monde. Comme le constatait l'un des dirigeants de la



Banque industrielle du Japon, M. Mitsuru Misawa, lors d'une visite dans la région : « Nous sommes particulièrement attentifs au coût de revient, et la maquiladora est extrêmement intéressante à cet égard. Chacun peut y trouver son compte. Nous tirons avantage de la main-d'œuvre bon marché, les Etats-Unis voient se créer davantage d'emplois, et le Mexique reçoit des investissements étrangers. C'est une combinaison idéale, parce que tout le monde est content. »

Le gouvernement de Mexico, qui avait adopté une attitude réservée jusqu'en 1982, joue

aujourd'hui pleinement le jeu. Selon lui, les ateliers de sous-traitance sont appelés à jouer un rôle vital dans la politique de redressement économique et de reconversion industrielle visant à réduire la dépendance à l'égard des hydrocarbures. Après le pétrole et le tourisme, la sous-traitance est déjà la troisième source de devises du pays, lui rapportant quelque 2 milliards de dollars par an.

Afin de stimuler cette industrie, les autorités mexicaines offrent de multiples facilités aux investisseurs étrangers : exemption fiscale et mise à disposition

de terrains dans les complexes industriels spécialement aménagés aux abords des aéroports et à proximité immédiate des Etats-Unis. Du côté mexicain, l'atelier de montage peut importer du matériel hors taxe et, une fois le produit assemblé, seule la valeur ajoutée sera imposée en entrant aux Etats-Unis.

Produisant des instruments de précision, des disquettes d'ordinateurs, des composants électroniques ou d'autres articles de haute technologie, les maquiladoras contrastent avec l'environnement ambiant par leur modernisme. Elles constituent des îlots un peu futuristes dans un monde en développement. Employant quelques centaines et parfois jusqu'à quinze cents personnes, en majorité des femmes, ces ateliers de montage se veulent fonctionnels. Disposant d'équipements d'avant-garde, y compris d'air conditionné, ils sont bien loin en apparence des manufactures traditionnelles, mais leur signe distinctif réside dans les bas salaires.

**Sans commune mesure**

Des salaires toutefois sensiblement supérieurs à ceux de l'intérieur du pays et qui varient passablement entre Tijuana et Matamoros, mais qui restent sans commune mesure avec ceux pratiqués de l'autre côté de la frontière. Ainsi, dans une de ces fabriques de la côte est, une ouvrière peut gagner l'équivalent de 7 dollars par jour, contre 3 ou 4 dollars sur la côte ouest. A quelques centaines de mètres de là, mais en territoire américain, l'heure de travail est mieux rétribuée que la journée entière au Mexique.

Malgré l'enthousiasme de certains qui rêvent de faire du Mexi-

que la Corée du Sud de l'Amérique latine, le spectaculaire développement de la sous-traitance a aussi son revers. Aux Etats-Unis, les syndicats se plaignent de la concurrence des bas salaires mexicains. Au Mexique, la gauche critique le coût social de cette industrie qui entraîne à ses yeux d'importantes dépenses d'infrastructure, génératrices d'inflation. Autre crainte exprimée : celle de voir le Nord, déjà développé et aux particularismes affirmés, s'insérer encore davantage dans l'espace économique américain.

Cette expansion accélérée contribue à accentuer les déséquilibres. A Tijuana, par exemple, l'industrie régionale s'est accrue à un rythme de 80% par rapport à 1982, le commerce de 70% et le nombre d'emplois de 42%. A elle seule, Ciudad-Juarez compte désormais 210 entreprises de sous-traitance occupant quatre-vingt-dix mille personnes.

En quelques années, Tijuana et Ciudad-Juarez ont toutes deux franchi le cap du million d'habitants. A Nogales, la population a augmenté de 25% au cours des quatre dernières années, tandis que l'arrivée de millions de jeunes travailleurs entraîne une nette disproportion entre population masculine et féminine. Partout, ce boom s'accompagne d'une recrudescence de la délinquance et d'une pénurie notable en eau, en logements et en canalisations.

A ceux qui s'inquiètent de cette évolution ou qui s'interrogent sur l'avenir de la sous-traitance, le président de La Madrid répond : « Mieux vaut devoir affronter des problèmes de croissance que la récession. A mon avis, nous n'y sommes pas, il s'agit d'un phénomène structurel difficilement réversible. »

de Ciudad-Juarez, JEAN-CLAUDE BUHRER.

DANS LE CADRE DU TRAITE DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA-ÉTATS-UNIS

## Relance des projets de la baie James

**Une idée au Québec : couper une mer en deux pour fournir en eau douce la région des Grands Lacs.**

LES récents accords de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis ont mis à nouveau sous les feux de l'actualité les projets concernant la poursuite des énormes travaux de la baie James. Beaucoup de réticences se manifestaient jusqu'alors quant à l'opportunité de produire davantage de courant. Certes l'achèvement de la phase I, avec la construction de six turbines supplémentaires sur le barrage La Grande II, a été décidé. Mais faut-il aller au-delà de la dizaine de millions de kW qui sortent des centrales ?

A l'heure actuelle, la production du Québec dépasse largement les besoins canadiens. Pour rééquilibrer son budget, dont le déficit avoisine les 5 milliards de dollars, Hydro Québec a deux possibilités. Elle peut augmenter ses tarifs (elle proposait en 1987 une hausse de 4,9%), mais cette politique heurte l'opinion publique. Pour cette dernière, le choix en faveur de l'hydraulique est basé sur le fait que, en principe, une fois les investissements connus et réalisés, le coût de la production ne peut fluctuer que très faiblement.

Hydro Québec a donc tenté la seconde possibilité : exporter vers les Etats-Unis. Jusqu'ici, les contrats passés avec les Etats du Nord-Est étaient du type « interruptif », c'est-à-dire qu'à tout moment les deux parties pouvaient les dénoncer. Si le courant électrique fourni par le Québec devenait plus cher que celui des centrales thermiques fonctionnant au charbon et au pétrole, l'accord tombait.

En somme, l'eau des rivières était soumise aux diktats de l'OPEP. Une baisse d'un dollar par baril représentait 76 millions de dollars de perte dans le cadre de l'accord.

Dorénavant, il est prévu de faire appel à la notion de « coût évité » de construction d'une centrale thermique (coût de remplacement). L'objectif d'exportation porte sur 3,5 millions de kW vers les Etats de la Nouvelle-Angleterre, et des négociations ont abouti ou sont sur le point d'aboutir avec le Maine, New-York, le New-Hampshire, le Vermont, etc. Le traité de libre-échange facilite grandement les accords.

Le gouvernement du Québec peut donc envisager de passer,

dans la décennie qui va suivre, aux phases II puis III de la baie James : le barrage LGI sur la rivière La Grande, les centrales de Brisay et Laforge I (région des rivières Eastmain et Opinaca), les projets de Sainte-Marguerite, La Grande Baleine, du Nottaway-Broadback-Rupert (NBR).

Hydro Québec opte nettement pour ces réalisations, pour lesquelles des études poussées existent, et qui s'effectueraient dans des zones où les accords avec les Indiens Crees et les Inuits ont déjà été signés, même s'ils sont parfois remis en cause. Si une autre solution était adoptée, celle de l'aménagement du réseau de rivières de la côte nord de Saint-Laurent, il faudrait repartir de zéro dans les négociations avec les Indiens autochtones, les Montagnais, avec lesquels aucun contrat n'a été conclu. Par ailleurs, les écologistes s'opposeraient aux barrages entravant la remontée des saumons sur les rivières Saint-Paul, Saint-Augustin, Olomane, Aguanis, Natashquan.

**Une rivière « inversée »**

Dans les discussions qui ont entouré la négociation du traité, le problème de l'eau a été abordé, mais l'accent n'est pas mis officiellement sur l'aspect majeur. Les Etats-Unis savent qu'ils auront des difficultés en ce domaine dans un avenir relativement proche. Le niveau des

nappes phréatiques a tendance à diminuer, comme c'est le cas à Ogallala par exemple. La pollution est menaçante.

Pour approvisionner massivement en eau douce la région des Grands Lacs, particulièrement exposée, il pourrait être fait appel à un mégaprojet, concernant la baie James, dont on n'a pas fini d'entendre parler, car son impact sur l'environnement risque d'être impressionnant. Des études ont été faites et le programme est soutenu par plusieurs grandes firmes, parmi lesquelles Lavalin.

La rivière Harricana, qui présente un cours normal se jetant dans la baie James, serait « inversée » en partie : ses eaux seraient pompées jusque dans la région de Val-d'Or, où une dérivation lui permettrait de faire couler le flot vers le sud. Peut-être pourrait-on utiliser le relais du lac Abitibi, par le biais de la rivière Turgeon ? Ou prévoir un canal par le rapide des Quinze ? Dans la plupart des hypothèses, l'eau arriverait à proximité du bassin de l'Outaouais supérieur, d'où les Grands Lacs peuvent être alimentés par une des rivières de l'Etat d'Ontario.

Ce système de canaux permettrait, au passage, d'irriguer des terres de bonne qualité, par exemple dans la région de Matagami. Il pourrait également être utilisé pour concrétiser une idée qui est en vogue actuellement : la culture de la forêt. Les experts soulignent



que, si l'on déboise, il ne suffit pas de replanter de nouveaux arbres, dont souvent 50% meurent. Il faut amendement le sol, l'approvisionnement régulier en eau pour le reconstituer. Environ 1,5 million d'hectares dans la zone Abitibi-Camiscaminique pourraient être reconstitués.

Mais cet approvisionnement des rivières ne serait pas suffisant. C'est pourquoi a été lancée l'idée de barrer la baie James, pour la séparer de la baie d'Hudson. Une mer serait coupée en deux pour qu'une de ses moitiés devienne un lac. De saée, l'eau à l'abri d'une gigantesque digue deviendrait douce et constituerait une énorme réserve qui, par pompage, permettrait d'alimenter par un des systèmes évoqués les régions plates des Grands Lacs, une partie du territoire américain. Il a même été suggéré que les stations de repompage nécessaires puissent

être alimentées par de petites centrales nucléaires.

Il est aisé de se rendre compte que les problèmes écologiques soulevés seraient au-delà de ce que l'on a pu connaître jusqu'à maintenant. Les milieux canadiens anglophones, qui, par tradition et une sorte d'atticisme, se sont toujours montrés proches de la nature et soucieux de protection, par exemple en lançant les premiers lobbies de « parcs naturels », paraissent davantage réservés que les francophones.

Le gouvernement général d'Ontario exprime des réticences, ayant l'impression que « sa nature » serait en quelque sorte exportée vers les Etats-Unis. D'ores et déjà, cet énorme projet est présenté comme le grand programme du début du vingt et unième siècle. Il implique un véritable choix de société.

GEORGES FRÉLASTRE, professeur à la faculté de sciences économiques de Clermont-Ferrand.

(Publicité)

### ÉVITEMENT SUD DE TASSIN PAR LE CD 53

Conformément à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985, l'évitement sud de Tassin par la rue Joliot-Curie (CD 53) est soumis à concertation, du 8 janvier au 8 février 1988, en mairies de Tassin-la-Demi-Lune et Francheville.

Cet aménagement qui concerne principalement le carrefour de l'Étoile d'Alaï et le carrefour rue Joliot-Curie/route de Brignais (CD 42), a pour objet d'améliorer la liaison Étoile d'Alaï/boulevard des Hespérides, afin de soulager au mieux le carrefour de l'Horloge.

Un cahier de concertation et un dossier technique sont mis à disposition du public en mairies de Tassin-la-Demi-Lune et Francheville, ainsi qu'à l'hôtel de la Communauté urbaine de Lyon, 20, rue du Lac à Lyon 3°.

(Publicité)

### ÉVITEMENT NORD DE TASSIN Aménagement du boulevard du Valvert

Conformément à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985, l'aménagement du boulevard du Valvert est soumis à concertation, du 8 janvier au 8 février 1988, en mairies de Tassin-la-Demi-Lune et Écully.

Cet aménagement a pour objectif de soulager le carrefour de l'Horloge en améliorant l'attractivité du boulevard du Valvert : réalisation de carrefours dénivelés et création d'une voie de circulation supplémentaire dans l'emprise actuelle.

Un cahier de concertation et un dossier technique sont mis à disposition du public en mairies de Tassin-la-Demi-Lune et Écully, ainsi qu'à l'hôtel de la Communauté urbaine de Lyon, 20, rue du Lac à Lyon 3°.

POUR UN AIR

Un pat

POINT DE VUE

Pour un Airbus ferroviaire

par PHILIPPE ESSIG (\*)

LORSQUE, le 9 octobre, le gouvernement décide la réalisation du TGV-Nord, l'interconnexion en région parisienne de toutes les lignes radiales à grande vitesse, le contournement est de Lyon, en même temps qu'il demande de reprendre les études du TGV-Est, c'est une véritable révolution qui s'opère pour les transports ferroviaires.

Rappelons tout d'abord, à titre d'exemple, qu'en 1993 le TGV permettra de relier Paris à Londres en 3 heures, peut-être en 2 h 30, du côté britannique, une ligne nouvelle est aménagée. C'est ainsi Paris-Bruxelles en 1 h 20, Cologne à 3 heures de Paris. Mais il ne faut pas oublier que le réseau européen de grande vitesse ne se réduit pas aux prolongements du TGV français.

D'autres projets existent : l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne (Madrid-Séville) construisent aujourd'hui des lignes à grande vitesse et, pour chacun des trois premiers pays, de 1 500 à 2 000 kilomètres de lignes sont en cours ou en projet. Et chacun compte sur sa technique des matériels roulants : ICE en Allemagne, train pendulaire en Italie et TGV en France, qui dispose en ce domaine d'une bonne expérience. La grande vitesse progresse dans tous les grands pays européens.

La coopération industrielle est bien engagée pour les rames qui relieront Paris à Londres. Pour celle des liaisons entre Paris, Bruxelles, Cologne et Amsterdam, la question est encore ouverte et l'enjeu considérable : arriverons-nous à concevoir un matériel non pas unique, ni basé sur une plateforme, mais adaptable à un grand axe de circulation et à ses ramifications essentielles ?

En pleine harmonie avec les conclusions de la réunion des ministres des transports du 26 octobre et avec celles du dernier sommet franco-allemand, la SNCF et le chemin de fer d'Allemagne fédérale

européenne. Intégré au système ferroviaire à grande vitesse, Roissy-Charles-de-Gaulle disposera pour ses vols internationaux du transport terminal le moins coûteux, le plus rapide, et surtout d'un hinterland considérablement élargi. La grande vitesse ferroviaire apporte ainsi sa contribution au développement d'un pôle tertiaire de grande qualité.

C'est également vrai pour les autres régions. En effet, le gouvernement, en décidant une interconnexion assurant les relations entre la façade atlantique, le Nord et le Sud-Est, demain avec l'Est, va rapprocher les régions françaises les unes des autres. Cette interconnexion combine les offres radiales et transversales.

Paradoxalement, avec la création d'une infrastructure en région Ile-de-France, le réseau TGV rompt définitivement avec l'image devenue classique d'un réseau centré sur Paris. Désormais, grâce à l'interconnexion, Paris n'est plus le point de passage obligé, et les relations directes s'établissent par TGV de province à province.

L'interconnexion, c'est Lille-Lyon en moins de 3 heures, ou Lyon-Nantes en 4 heures et Bordeaux-Lille en 4 h 15. Mais alors, avec des TGV assurant, à l'horizon 1995, plus de la moitié du trafic voyageurs, ne sommes-nous pas entrés dans la logique d'un réseau à deux vitesses ?

Parler d'un réseau à deux vitesses, c'est ignorer le concept même de la grande vitesse ferroviaire, qui consiste à combiner l'utilisation de lignes nouvelles à celles du réseau classique pour bénéficier de ses ramifications et de ses pénétrations urbaines. La ligne nouvelle Paris-Lyon est longue de 416 kilomètres, mais le réseau de lignes parcourues par les TGV Sud-Est dépasse

2 400 kilomètres. A l'horizon de la mise en service des deux branches du Sud-Ouest (vers l'Ouest et le Sud-Ouest), 4 100 kilomètres de lignes classiques seront empruntées par les TGV, en plus des 700 kilomètres (Sud-Est + Atlantique) de lignes nouvelles.

La croissance du trafic du TGV Sud-Est, c'est déjà une utilisation améliorée du parc, une diversification des villes desservies par prolongement sur le réseau classique. Le conseil d'administration de la SNCF a d'ailleurs demandé la mise à l'étude d'un schéma de référence non pas du réseau TGV, mais d'un système de liaisons à grande vitesse, assuré à la fois par des lignes nouvelles, des lignes aménagées pour des vitesses élevées et par des prolongements sur les lignes classiques.

Ce schéma, évolutif, sera concerté avec les régions - une bonne coopération existe déjà avec elles, en particulier dans le domaine des dessertes régionales - et prendra en compte une problématique d'ensemble, intégrant la totalité du réseau. La SNCF a l'ambition d'un service performant pour les régions françaises, pour toutes les régions, sans en écarter aucune.

Le réseau TGV fait partie de l'effort de modernisation de la SNCF et les cheministes vivent aujourd'hui une transformation profonde de leurs métiers, en activité et en esprit. Ils ne sont plus voyageurs ; ils sont professionnels. Ce mouvement, mais n'est-ce qu'un élément.

Trop d'idées préconçues circulent encore, alors qu'est engagée une évolution en profondeur du management et que se dessinent les axes stratégiques après la mobilisation des cheministes, dans un progrès partagé. La grande vitesse, en France et en Europe, c'est un aspect majeur ; mais ce n'est qu'un aspect de la transformation de l'entreprise.

(\*) Président de la SNCF.

De province à province

La seconde question posée est celle de l'aménagement du territoire. Il faut sortir du faux débat Paris-province. Il n'y a pas, dans le domaine du transport ferroviaire à grande vitesse, de choix ou d'alternatives. Il ne peut s'agir que d'un outil de développement de toutes les régions françaises.

C'est vrai pour la région Ile-de-France. L'interconnexion fournit en effet à Roissy-Charles-de-Gaulle un atout essentiel dans la concurrence qui s'est engagée entre aéroports internationaux et entre capitales

fait le jugement des marchés sur les négligences des politiques économiques des principaux pays débiteurs et créanciers, mais il domine à l'Europe de nouvelles responsabilités dans la poursuite de la croissance économique mondiale.

La France peut rattraper son retard en s'appuyant sur le grand marché européen qui s'annonce. Elle peut ainsi enrayer les forces du déclin.

Du diagnostic purement économique, il nous a certes fallu remonter à notre psychologie collective. « Mais... comme l'exprime Hölderlin, où est le danger, là croît aussi ce qui sauve ».

Le krach financier pourrait révéler les démons du protectionnisme et du dirigisme. Ce serait bien à tort. Il exprime en

ALAIN BIENAYMÉ.

1888

Par comparaison avec nos principaux partenaires, la France a laissé se creuser un fossé entre une aristocratie étonnante et industrielle prisonnière de ses compétences réelles, mais en partie dépassées, et la foule des progressifs partagés entre l'aveuglement de la petite et moyenne entreprise, la revendication corporatiste et l'attentisme prudent. Ni profondément solidaire ni entièrement convaincu par les vertus de la libre concurrence, tel se présente le pays aujourd'hui.

Le krach financier pourrait révéler les démons du protectionnisme et du dirigisme. Ce serait bien à tort. Il exprime en

CORÉE DU SUD

Un patronat pragmatique

VENDRE des fouritures cinq hamburgers, telle est l'ambition de M. Kim Young Do, qui ne cache pas qu'il entend être le « Mc Donald de la fourrure » et avoir, avant la fin de la décennie, 10 % du marché mondial. A quarante ans, élégant et parlant un anglais appris à Londres, M. Kim, président de Jindo Industries Ltd, est un exemple de cette nouvelle génération d'hommes d'affaires coréens qui ont hérité du dynamisme et la pugnacité de leurs pères, bâtisseurs d'empires industriels à partir de fils de fer au milieu des ruines de la guerre, mais qui sont aussi parfaitement internationaux de mentalité.

Jindo Industries Ltd regroupe cinq entreprises (fouritures, vêtements, construction d'automobiles de sports - Panther - en Angleterre, location et entretien de véhicules pour le personnel militaire américain en Corée et revêtements abrasifs) à la tête desquels se trouvent cinq frères. Avec un capital de 10 milliards de won et des ventes s'élevant à 150 milliards de won en 1986, Jindo a été coté en Bourse en novembre dernier. Les fouritures représentent 45 % du chiffre d'affaires du groupe.

En 1936, le fondateur de Jindo, M. Kim Sung Shik, passionné de voitures, créait à Pyongyang une compagnie de taxis. Emigrant au sud, après la libération du joug colonial japonais, pour fuir le communisme, il recréait au lendemain de la guerre de Corée (1953) une petite société de réparation de

véhicules militaires. Elle allait se développer, obtenant notamment des licences de montage sur place de camions et de jeeps. « Mon père avait conscience que l'on devait se diversifier. Sans ressources, la Corée était destinée aux industries de transformation nécessitant beaucoup de main-d'œuvre. Il y avait déjà les fleurs artificielles. Mon père pensait à la fourrure : « Tant qu'il y aura des femmes, on aura du travail », disait-il. »

Pas d'intermédiaire

Ainsi, en 1965, dans un petit atelier de Séoul, une quarantaine d'ouvrières commencent à traiter des peaux de lapin pour confectionner des manteaux. Aujourd'hui, Jindo Fouritures emploie 2 000 ouvrières, dispose de quarante magasins à travers le monde, notamment dans les « hors taxes » des aéroports, et détient 6 % du marché mondial de la fourrure.

« Si mes prix sont compétitifs, on n'est pas déprimé de la qualité. Nous sommes sans doute l'une des rares entreprises de fouritures complètement intégrées verticalement : de la réception des peaux à la distribution il n'y a pas d'intermédiaire », explique M. Kim, qui rêve de couvrir de fouritures les femmes de la planète. « Pourquoi pas ? Jamais on n'a vraiment essayé. En proposant un vêtement de bonne qualité à 2 500 ou 3 000 dollars, on peut y arriver. »

Tout en continuant à soustraire pour de grands noms

comme Saint Laurent, pour qui il fabrique les modèles et dont il diffuse les fourures dans certains pays, Jindo dispose désormais de stylistes. « Nous visons des femmes de la classe moyenne, aux Etats-Unis et sur les marchés asiatiques, qui n'ont jamais pensé posséder une fourrure en raison de son prix. Aussi nos modèles sont-ils à la mode mais classiques. Quand j'ai ouvert un magasin à l'aéroport d'Hawaï, le tropical, on m'a dit que j'étais fou : en un an, j'ai fait pour 2 millions de dollars de ventes. L'année dernière, les ventes à l'étranger de Jindo ont dépassé les 100 millions de dollars. »

M. Kim n'aime guère parler de politique. Au cours de l'été, son personnel a fait grève seize heures. M. Kim a accordé en moyenne 20 % d'augmentation de salaires et, lors de l'entrée en Bourse de Jindo, les employés ont pu acheter 15 % des actions à leur prix nominal : une manière de stimuler leur sentiment d'appartenance à la société.

Les élections du 16 décembre ? « La Corée doit changer, c'est une évidence. Si l'on veut faire partie des pays développés, c'est une nécessité. Je pense que les Coréens sont assez réalistes pour être conscients qu'une évolution graduelle est préférable. Mais si l'instabilité s'installe, on affrontera : nous sommes assez pragmatiques pour cela », estime, flegmatique, M. Kim.

de Séoul, P. P.

La reprise en main du monde ouvrier

(Suite de la page 27.)

Dans certains cas, comme Hyundai Heavy Ind. (les chantiers navals), il n'y a même pas de bureau exécutif du syndicat. Une défaite ? Le compagnon de lutte de Kwon Young Muk sourit. « On a reculé, c'est vrai. Mais il y a une prise de conscience chez les ouvriers sur laquelle on ne peut pas revenir. Le syndicat ne doit pas être un instrument de la direction. Nous sommes des nouveaux venus dans le syndicalisme. Des parents passives ».

« Nous n'avons pratiquement pas de contact avec nos homologues à travers le monde ; nous ne savons pas comment en établir. Kwon voudrait écrire un livre sur la lutte de cet été pour montrer à l'étranger que les ouvriers coréens ne sont pas plus soumis que les autres, mais que les contraintes qui pèsent sur eux ne leur laissent guère de possibilités de relever la tête. On y arrivera, mais il faudra du temps. »

Trois jours avant l'élection présidentielle, notre interlocuteur, M. Ho Chong Se, ouvrier spécialisé chez Hyundai Engine, a été licencié pour ses activités syndicales. Quel effet aura à Ulsan l'arrivée au pouvoir de M. Roh Tae Woo ? « Une pression accrue sur le mouvement ouvrier », nous dit M. Lee Choi Wang, lui aussi compagnon de lutte de Kwon Young Muk, qui s'attend à l'attrice. « C'est cela la réconciliation nationale que nous promet le futur président Roh Tae Woo ? » d'Ulsan.

PHILIPPE PONSS.

CRÉATION D'UNE VOIE NOUVELLE Boulevard Urbain-Ouest

Conformément à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985, la création d'une voie nouvelle dénommée boulevard Urbain-Ouest est soumise à concertation du 8 janvier au 8 février 1988, en mairies de Tassin-la-Demi-Lune et Francheville.

Cette voie qui relie la RN 7 au CD 489 (Étoile d'Alaï) a pour objectif d'assurer l'évitement de Tassin-la-Demi-Lune en reportant le trafic de transit sur le boulevard Urbain-Ouest.

Un cahier de concertation et un dossier technique sont mis à disposition du public en mairies de Tassin-la-Demi-Lune et Francheville, ainsi qu'à l'hôtel de la Communauté urbaine de Lyon, 20, rue du Lac à Lyon 3.

aérospatiale USINES DE TOULOUSE : CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE MONTAGE LOT CHARPENTES METALLIQUES ET PORTES MECANISEES APPEL DE CANDIDATURE

Fabrication, construction et montage de trois halles industrielles d'une surface totale de 58 000 m² environ, situées sur la commune de Colomiers (Haute Garonne).

Les constructeurs intéressés devront faire parvenir, au plus tard le 20.01.88, leur dossier de candidature comprenant :

- la raison sociale de leur entreprise ;
• les qualifications professionnelles ;
• les références en matière de bâtiments industriels de grande portée ;
• la capacité de production.
Les constructeurs désireux de construire des groupements d'entreprises devront obligatoirement mentionner leurs partenaires et présenter une candidature unique pour l'ensemble du groupement.

Géropôle - Usine de Gramont M. Guy WEISSENBACHER 316 route de Bayonne 31060 TOULOUSE CEDEX 03

AVIS D'AUTORISATION D'EXPLOITATION d'une USINE CHIMIQUE en ZONE INDUSTRIELLE DE FOS/MER

Par arrêté en date du 27 novembre 1987, le préfet, commissaire de la République de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, a autorisé l'exploitation par la société ARCO CHIMIE FRANCE d'une usine de fabrication d'alcool tertio butylique (TBA) et d'acétate de propylène.

- Les mesures nécessaires pour pallier les nuisances et les risques d'une telle installation ont été définies lors de la demande d'autorisation, complétées à l'occasion des études d'impact et de danger, précisées par les prescriptions techniques de la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche.
L'impact de la nouvelle usine sur l'environnement restera limité grâce à la mise en place de technologies performantes :
Protection de l'eau : les eaux polluées de l'usine seront traitées par une station d'épuration biologique comprenant de nombreux bassins de secours pour éviter les pollutions accidentelles.
Protection de l'air : les rejets gazeux d'hydrocarbures seront soit piégés, soit brûlés. Les rejets résiduels à l'atmosphère ne dépasseront pas 1 kg/h en marche normale, il n'y aura pas d'émission d'odeurs dans l'atmosphère.
Déchets : les résidus de fabrication combustibles seront brûlés à la chaudière de l'usine.
Les déchets non récupérables seront éliminés par utilisation des filtres coalescents (décharges, incinération).
Protection contre le bruit : l'usine est éloignée de toute zone habitée. Les normes en vigueur sur la qualité acoustique des appareils ont été appliquées pour l'ambiance de travail.
Sécurité : à l'occasion de l'étude des dangers, de nombreuses améliorations ont été apportées, en particulier :
• réalisation de murs de protection contre le feu et les projectiles (pour les sphères de gaz liquéfiés) ;
• augmentation des distances de sécurité entre les équipements à l'intérieur de l'usine ;
• mise en place de systèmes d'alarmes redondantes et centralisés sur ordinateur en salle de contrôle ;
• création de nouvelles de rétention pour les gaz liquéfiés pour diminuer les effets d'un échouement ;
• établissement d'une zone d'isolement autour de l'usine.

En outre, les prescriptions de l'arrêté préfectoral imposent à l'exploitant de contrôler régulièrement les systèmes antipollution et les systèmes de sécurité.

Copie de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1987 peut être consultée sur demande auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône - Direction de l'Administration Générale - Bureau des installations classées et de l'environnement.

Le préfet, commissaire de la République, Jean Cazalot

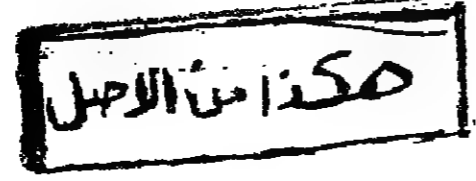
RENTREE 26 JANVIER 88 NIVEAU DEUG, DUT, BTS...

Préparez-vous immédiatement à UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT DIPLOME ESA

Formation intensive : 9 mois en France, 6 en Allemagne ou en Espagne, 5 en entreprise débouchant sur 3 diplômes reconnus par les professionnels.

ESAM

Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris. Tél. : 47-06-84-22



صحة من الاجل

La chronique de Paul Fabra

Nouvelle donne politico-financière

ON sait désormais, ou on devrait savoir, comment le monde des apparences financières retrouvera le sens de la mesure et cessera de parader devant le monde de l'économie réelle...

voqué la crise générale de confiance des investisseurs boursiers ainsi que la fuite devant les actions n'ont pas été éliminées. D'une part, le dollar demeure très fragile, l'instabilité monétaire générale qui en découle contribuant à créer un climat détestable pour l'investissement et donc pour l'activité économique.

crise boursière de notre histoire sans qu'une seule firme de Wall Street ait fermé ses portes.

l'économie - difficile à prouver quand il y a 2,5 millions de chômeurs, - du moins comme l'indication que l'on est sur la bonne voie.

A coups de claques administrées par le « main invisible ». Celle-ci, quand elle frappe, peut frapper très dur. Témoin le formidable coup qu'elle a asséné, le 19 octobre dernier au marché boursier. Aurait-elle voulu donner un leçon de modestie aux principaux acteurs qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

Désespérément, les gouvernements et les banques centrales tentent, depuis le mois d'octobre, d'abaisser le loyer de l'argent en espérant qu'il en résultera une détente générale des taux. Paradoxalement, c'est semble-t-il parce qu'ils ont effectivement, de concert, diminué les taux à court terme au nom de la coopération internationale qu'ils ont réussi à accrédi-ter, dans les milieux financiers, l'idée que les autorités responsables étaient, malgré leur faiblesse évidente, mieux armées qu'il y a un peu moins de cinquante ans pour limiter les dégâts.

Une autre chose qui va changer presque certainement dans les mois à venir est l'attitude du public face à ce que, par commodité, on appelle le capitalisme. Ce changement risque d'être d'autant plus décisif que l'année sera marquée par plusieurs élections, et notamment par l'élection présidentielle française et surtout américaine.

C'est en quelque sorte à un renversement de la charge de la preuve que l'on assistera très probablement, et les juristes savent à quel point cela peut changer les données d'un procès. Même la gauche ne contestait plus les réformes d'inspiration libérale. Dans l'avenir, les choses risquent d'être différentes : il faudra démontrer que ces réformes sont utiles sinon indispensables pour les faire passer.

Tout se passe comme si la main invisible devant une si grande prétention et surtout une si grande incompétence (car il l'on veut avoir prise sur le monde réel, on s'y prend tout autrement) avait voulu, par un geste d'éclat, rappeler qu'elle n'avait jamais cessé d'être la maîtresse du jeu : qu'en conséquence, plus les politiques se croyaient « volontaristes », plus elles avaient de chance de tourner à vide, voire d'obtenir le résultat inverse de celui qu'elles se proposaient.

À y regarder d'un peu près, on est au contraire frappé par la similitude des réactions d'une époque à l'autre. C'est ainsi que, en septembre 1987, les autorités monétaires américaines - pour ne parler que d'elles, car leur influence est de loin la plus déterminante dans le monde - avaient remonté les taux d'intérêt parce qu'elles s'inquiétaient de la progression du crédit ; la même décision avait été prise en septembre 1929 et pour la même raison.

L'empêchement qu'un certain climat s'était, depuis quelques années, instauré dans les économies occidentales, procédant d'une sorte de blanc-seing donné au marché et à ses solutions. En France, les socialistes avaient, comme ils s'en flattent eux-mêmes, réconcilié leurs électeurs avec l'entreprise considérée comme la source de toute richesse - à condition précisément, et c'est cette précision qui est importante, de soutenir avec profit la concurrence. Une fois installé au pouvoir, le gouvernement Chirac a mis le profit au maximum de la hausse boursière pour pousser son programme de privatisations (ce qui ne retire rien au mérite propre à celui-ci).

C'EST probablement aux États-Unis, conformément à un axiome préjugué en Europe, que la contre-verse risque d'être la plus dure et, naturellement, plus décisive. En France, en particulier la gauche a longtemps trouvé commode de dépendre des États-Unis comme la citadelle d'un capitalisme brut tandis que le droit se rassure en se persuadant que le pays le plus puissant du monde est corps et âme voué à la religion du profit et de la propriété privée.

Reste à savoir si la leçon a été entendue comme elle aurait dû l'être. Ce n'est pas céder au goût toujours douteux du pessimisme systématique que de se souvenir que ce n'est pas le krach d'octobre 1929 qui avait semé le plus de ruine parmi les épargnants. Les pertes les plus grandes, souvent irréversibles, se sont produites au cours des années suivantes, où l'on a vu le Dow Jones tomber jusqu'à 40 en juillet 1932 alors qu'il se trouvait encore à 290 au lendemain de la première débâcle. Il est heureusement très improbable qu'une chute de pareille ampleur se reproduise, correspondant à une division parfaite en moyenne des cours cotés actuellement sur les grandes places.

La krach une fois advenu, les réflexes ont été encore très semblables : les autorités monétaires changèrent brusquement de politique après le 19 octobre 1987 comme elles l'avaient fait déjà après le jeudi et le mardi « noirs » d'octobre 1929. Ouvrant toutes grandes les portes du crédit pour alimenter le marché en liquidités, elles firent baisser les taux d'intérêt. Fin octobre 1929, le Wall Street Journal pouvait écrire : « Nous venons d'essayer le plus sévère

Que cela ait été voulu ou non par ses auteurs, cette politique n'a pu qu'accroître l'idée fortement ancrée dans l'imaginaire populaire - et comme on le verra dans une prochaine chronique dans la théorie financière moderne bien imprudente sur ce chapitre comme sur quelques autres - qu'entre le capitalisme et la Bourse et ses méthodes il existe une symbiose quasi parfaite. A telle enseigne que la hausse de celle-ci en est venue à être considérée, sinon toujours comme le signe indubitable de bonne santé de

La réalité est quelque peu différente, sans même tenir compte du fait qu'aujourd'hui on rencontre probablement plus d'enseignants marxistes dans les universités américaines qu'en France et en Italie. Quel auteur a eu plus de retentissement jusqu'à une époque récente que l'économiste John Kenneth Galbraith ? Celui-ci n'a jamais cessé de dénoncer le menaçage de la libre concurrence, affirmant que les grandes entreprises étaient durablement en mesure de dicter leur loi au marché, expliquant que les consommateurs n'avaient, en réalité, aucune autonomie et préconisant le contrôle des prix et des salaires pour venir à bout de l'inflation.

que produisent les autres » et « Le capitalisme est un jeu à somme nulle où les gains des uns sont la perte des autres. » Caricature sans doute car le capitalisme doit d'abord, et sans doute avant tout, s'analyser comme une économie d'échange. Or les co-échangistes, dans la grande majorité des cas, sont l'un et l'autre bénéficiaires. Mais cela est déjà une proposition plus difficile à démontrer que l'amalgame fait entre les scandales du marché boursier et les profits capitalistes en général.

Plus concrètement encore, comment, dans les mois à venir, le capitalisme privé pourra-t-il lever le capital dont il a besoin ? Par des émissions d'actions nouvelles ? Les augmentations de capital ont pratiquement cessé, on s'en doute bien. Par le lancement d'emprunts ? Il est à craindre que plus que jamais les investisseurs donneront la préférence aux titres d'Etat.

RECTIFICATIFS. - Dans la « Chronique » du 29 décembre, le lecteur aura sans doute noté de lui-même l'erreur introduite dans le vers de La Fontaine : « Qui se rend si hardi de vouloir son trouveau ? » (et non pas de trouver...). De même, à la dernière ligne de la quatrième colonne, il fallait lire : « Mais Grip-permainaud attendait son heure, il mit les plaideurs » (et non les flatteurs)...

- Dans la « Chronique » du 15 décembre intitulée « Supprimer les statistiques du commerce extérieur », un membre de phrase a été mal transmis. Il fallait lire, au bas de la première colonne : « Allez savoir pourquoi Friedman, qui proclame ne croire qu'en la loi du marché (ou à ce qu'il tient pour tel), est persuadé que les autorités en question sont capables d'un tel réglage... » A la troisième colonne, six lignes avant la fin du deuxième paragraphe, il fallait lire : « Parce qu'une dévaluation renchérit les importations alors que la valeur unitaire des exportations exprimée en monnaie nationale reste inchangée, son premier effet serait de creuser le déséquilibre et de retarder d'autant le réajustement attendu » (ce dernier membre de phrase ayant été imprimé à tort dans la phrase de la première colonne ci-dessus révisée).



La nouvelle donne

POINT DE VUE

A la recherche des paradis fiscaux européens

Le conseil des ministres de la CEE vient de recevoir les dernières propositions de la Commission européenne en vue de la création d'un espace financier européen. Il s'agit de mettre en place, avant même la fameuse échéance de 1992, la libre circulation des capitaux en Europe par la suppression des dernières dispositions de contrôle des changes.

nant détenir des valeurs mobilières étrangères, c'est à la condition de passer par un intermédiaire agréé, banque, agent de change, etc., tenu de déclarer à l'administration fiscale tous les revenus perçus, y compris ceux pouvant être ou exonérés ou imposés forfaitairement (cf. par exemple le régime du prélèvement forfaitaire sur obligations). Il en est de même des plus-values réalisées. Le système français d'imposition est incontestablement le plus perfectionné du monde, celui qui laisse le moins de place à la fraude et qui assure à l'Etat la plus grande sécurité dans la collecte de l'impôt sur les produits de l'épargne.

Une grande hypocrisie

Nos partenaires, sans doute plus soucieux du développement économique et du financement de leurs entreprises que de la justice fiscale, se sont bien gardés de copier la France. Les régimes d'imposition des valeurs mobilières sont, certes, assez divers chez eux, mais l'on peut dégager aisément des lignes de convergence. Tout d'abord une très grande hypocrisie. En effet, les contribuables doivent de façon tout à fait générale déclarer en fin d'année leurs revenus mobiliers, mais cette déclaration repose sur leur libre arbitre ou sur leur sens civique, car il n'y a pas de déclaration par le tiers payeur, et donc aucune possibilité de recoupement. Comme dans la majorité des pays il n'y a pas de retenue à la source sur les intérêts, les revenus de ce type sont normalement perçus nets de tout impôt (on sait qu'un projet allemand d'instauration d'une retenue à la source de 10% sur les revenus d'obligations soulève actuellement dans ce pays un tollé et provoque d'importants mouvements de capitaux).

Le problème est un peu plus compliqué en ce qui concerne les dividendes, dans la mesure où une majorité des États membres appliquent une retenue à la source, correspondant à un crédit d'impôt ou à un avoir fiscal. Dans ce cas, la non-déclaration des revenus par l'actionnaire plafonne l'imposition au niveau de la retenue à la source non récupérée, au lieu de l'imposition progressive.

Avant 1992 la libération des mouvements de capitaux pourrait contraindre la France à revoir fondamentalement son régime d'imposition de l'épargne mobilière.

par ROBERT PELLETIER (\*)

On conçoit que dans une CEE où les mouvements de capitaux seront totalement libres, le placement de l'épargne aura tendance à s'effectuer dans les pays n'ayant pas de retenue à la source. Il existe, du reste, au sein même de la CEE des « paradis fiscaux » de ce type, dont le développement a de bonnes chances de devenir explosif, parmi eux, Jersey et le Luxembourg. Dans ce dernier pays, la gestion de l'épargne est devenue la principale activité économique bien avant la sidérurgie... A travers le régime, confectionné sur mesure, des sociétés holding, le Luxembourg assure aux épargnants un parfait anonymat de leurs placements, une exonération totale de tout impôt sur le revenu et une récupération des crédits d'impôt ou avoirs fiscaux éventuellement prélevés à la source dans les pays d'origine.

Ce « paradis » est bien connu en Europe, il a donné naissance à une des figures mythologiques des plus familières aux milieux financiers internationaux : le « dentiste belge » souscripteur avisé des émissions internationales obligataires à Luxembourg, en exonération de la retenue à la source de 25% du fisc belge.

Demain les Français pourraient en toute légalité faire gérer leur portefeuille de valeurs mobilières à Luxembourg, en exonération totale d'imposition. Certes, l'obligation légale de déclaration des revenus perçus à l'étranger subsistera, mais peut-on raisonnablement attendre des citoyens français un comportement très différent de celui du « dentiste belge » ?

Des solutions en partie alternatives, voire illusoirs. - Le problème de la fraude fiscale et des possibilités considérables de son développement n'a pas échappé aux autorités de Bruxelles. Les solutions envisagées restent alternatives, voire illusoirs.

Sur un plan technique, la Commission reconnaît elle-même la précarité et les difficultés d'application de deux solutions suivantes : - une retenue à la source généralisée, applicable soit à l'ensemble des résidents et des non-résidents, soit au moins à tous les résidents des pays de la CEE ; - l'obligation pour les banques de communiquer à leurs autorités fiscales des renseignements sur les revenus d'intérêts perçus par des résidents communautaires, ces renseignements faisant l'objet d'échanges entre administrations. Ce système reviendrait à généraliser le bordereau de coupons pour les intérêts.

Des placements anonymes

Ces solutions se heurtent à une solide opposition de la part de la majorité de nos partenaires qui ont fondé le financement de leur économie, et notamment de leurs entreprises, sur l'anonymat des placements et l'exonération fiscale de fait de l'épargne mobilière. L'instauration dans l'ensemble communautaire d'une retenue à la source modérée frappant les intérêts perçus par les résidents de la CEE pourrait représenter une solution de compromis raisonnable, mais elle heurte de front les intérêts des pays comme le Luxembourg, qui fait observer que la libération des mouvements de capitaux dépasse obligatoirement les frontières de la CEE et qu'il sera toujours possible de trouver à l'extérieur un paradis fiscal de substitution.

Les espoirs mis dans la coopération des administrations fiscales nationales apparaissent plutôt illusoirs, à la fois du fait de la

(\*) Directeur général de l'Association française des établissements de crédit.

complexité des circuits administratifs nécessaires et surtout parce que le respect de l'anonymat des placements est un dogme pour la majorité de nos partenaires.

L'enjeu pour la France est considérable. La perspective de voir une partie notable de l'épargne nationale drainée par les établissements de crédit de nos partenaires soulève un nombre incalculable de problèmes : perte de recettes budgétaires importantes, dévaluation à peu près totale des mécanismes d'incitation élaborés en faveur de l'épargne, tels que le récent PER (plan épargne retraite), le CEA (compte d'épargne actions), etc. pour cause de non-compétitivité.

Le splendide isolement

Mais le risque le plus grave est de voir les organismes de placement collectif établis hors de nos frontières investir l'épargne française dans des émissions ne correspondant pas aux intérêts nationaux. Il sera, par exemple, très tentant pour les OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) d'acquiescer des actifs n'ayant pas ou très peu de crédit d'impôt, dont la récupération par l'épargnant en bout de chaîne pourrait poser un problème. Il est vraisemblable qu'une des conséquences indirectes de cet état de choses sera de remettre en question le système actuel d'imposition des sociétés en France, si l'on ne veut pas infliger un handicap majeur aux entreprises françaises faisant appel à l'épargne publique.

Les établissements de crédit, et l'ensemble des intervenants sur le marché financier, doivent, de leur côté, mener une réflexion approfondie sur les risques encourus, à très court terme, par un déplacement de la gestion des portefeuilles de leur notable de leur clientèle et, par contre-coup, d'un déplacement des émissions primaires vers les places financières offrant aux épargnants un maximum d'avantages.

Bien d'autres questions se posent au fur et à mesure que les forces d'un marché élargi exerceront leurs irrésistibles pressions. La pire des solutions serait que notre pays, fort de son bon droit, de son goût inné pour le perfec-

tionnement des solutions juridiques et fiscales, se réfugie dans son splendide isolement, en oubliant que le Marché commun représente d'abord une compétition entre des pays n'ayant aucune raison de se faire des cadeaux ou de ne pas profiter des faiblesses des partenaires. Notre isolement sur ce terrain est quasi total en Europe, et nos chances de peser sur nos partenaires sont à peu près nulles, car il s'agit d'une pièce maîtresse dans le mécanisme de financement de leur économie, qui plus est, admise par tous.

Les propositions de la Commission vont être discutées au cours du premier semestre, c'est-à-dire sous la présidence allemande qui aura de toute évidence, avec l'appui de l'« Europe du Nord », la ferme volonté de faire respecter le calendrier proposé par Bruxelles, à savoir une libération totale des mouvements de capitaux dès la fin de 1988, l'Espagne, le Portugal et la Grèce bénéficiant d'un bref sursis.

Il faut avoir conscience qu'un alignement de la France sur la pratique internationale en matière d'imposition de l'épargne pourrait apporter un souffle nouveau au financement de notre économie et à son rythme de développement, pour un coût finalement modéré (les revenus mobiliers représentent environ 2,3% des revenus imposables). Face à un problème sans doute incontournable, ne faut-il pas voir ses bons côtés ?

Correspondance

A la suite de l'article intitulé « Voyage à travers l'Aube » (Le Monde de l'économie du 17 novembre), M. Maurice De Bary, directeur des sociétés d'assurance du Groupe de Paris, nous écrit : « La forêt dans laquelle l'ANDRA est en train d'installer le dépôt de déchets radioactifs n'appartient pas à la Compagnie d'assurance AGF mais aux sociétés d'assurance du Groupe de Paris, dont la maison mère est l'AGPSA. Vous semblez, d'autre part, indiquer que c'est nous qui avons pris la décision de vendre à l'ANDRA cette partie de forêt. Nous avons en fait été contraints de le faire en raison des caractéristiques géologiques du sol et du sous-sol, parait-il uniques en France, et ce après une procédure de déclaration d'utilité publique. »

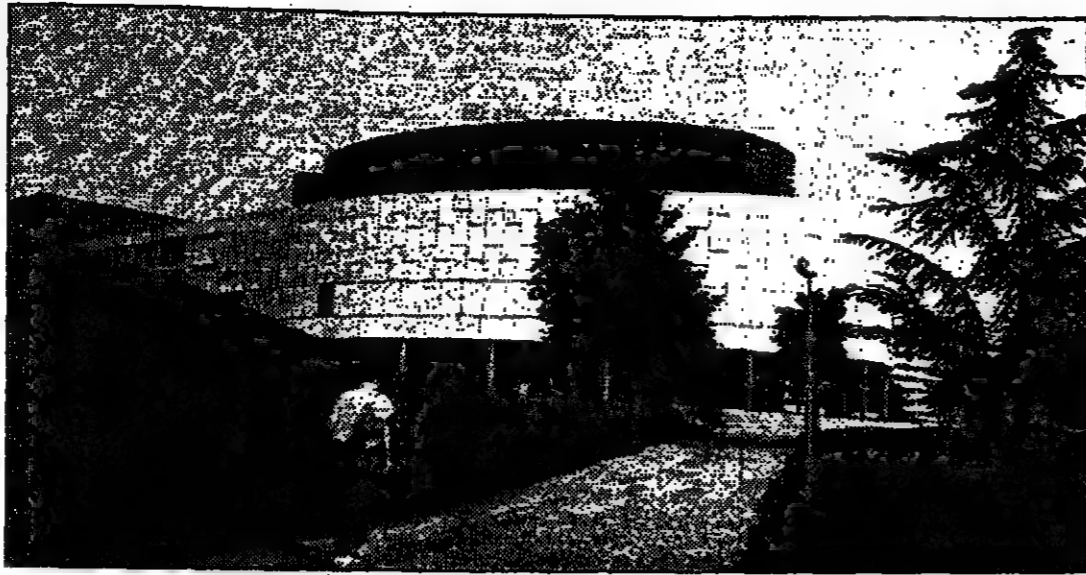
L'arrivée

Fragmented text on the right side of the page, appearing to be a continuation of an article or a separate section, with some words being cut off or partially visible.

# Le Monde REGIONS

## TROIS COLLOQUES SUR LA GESTION MUNICIPALE

### Quelles villes demain ?



La maison de la culture de Grenoble.

réunis par l'ANFIAC (2) autour de l'expérience d'évaluation menée dans cette ville.

Première leçon : l'évaluation est un travail lourd et coûteux. 40 réunions, 168 interviews, 8 tables rondes, 1 enquête téléphonique et 1 sondage, étalés sur six mois, pour un coût de 275 000 francs. Anancy a choisi de recourir à des intervenants extérieurs à la région, mais qui la connaissent bien et sont des professionnels de l'action culturelle.

Deuxième leçon : il s'agit d'évaluer les moyens et les conditions d'accès à la culture, et non la « qualité » de la culture. Pas question de décréter que tel ou tel spectacle est bon ou mauvais, mais de mesurer son impact, d'examiner la promotion dont il a fait l'objet, etc.

Troisième leçon : on n'analyse plus la culture suivant le rôle joué par les différents équipements (MJC, centre d'action culturelle, théâtre, bibliothèque...) mais plutôt suivant la place occupée par chaque secteur culturel (musique, danse, théâtre, lecture...); cela afin de mieux saisir la demande de la population.

Mais l'intrusion des experts dans l'action culturelle est l'objet d'un double soupçon, exprimé tout au long des débats. Certains élus y voient une nouvelle limitation de leur pouvoir de décision puisque l'expertise limite le choix à « la seule bonne solution ». Le « milieu » culturel, à l'inverse, craint une intrusion du politique qui transformerait l'évaluation en sanction destinée à justifier les futures coupes claires.

**ANTOINETTE REVERCHON**  
(Zalig).

(1) Entre 1978 et 1984, les dépenses culturelles des villes de plus de 10 000 habitants ont triplé, selon une étude de la direction des études et de la prospective du ministère de la culture.

(2) L'ANFIAC (Association nationale pour la formation et l'information artistique et culturelle), financée par le ministère de la culture, servira à partir de mars 1988 la revue *Découvrir*, instrument d'aide à la décision pour les responsables en matière de vie et de politique culturelle. 19, rue du Renard, 75004 Paris - Tél. : (1) 42-77-33-22.

Plus concrètement encore, dans les maos à venir, qu'on peut le voir à l'œuvre dans les nouvelles? Par des emplois nouveaux? Les chiffres ne le disent pas. Mais on voit que les administrations ont pratiqué un dévouement sans précédent pour les services. Il est à craindre que ces services ne soient devenus des relais de la décentralisation, au lieu d'être des relais de la décentralisation.

RECITATION. — Dans le cadre de la 15<sup>e</sup> séance de la commission des finances, le maire de Grenoble a fait un exposé sur l'état des finances municipales. Il a souligné que la ville de Grenoble est devenue un « marché financier », au sens où elle est devenue un lieu où se rencontrent et se négocient les intérêts des différents acteurs du territoire.

Dans la région Rhône-Alpes, la situation est encore plus préoccupante. Les communes ont subi une diminution de leur revenu foncier de 15% en 1987. Cette baisse est due à la dévaluation des valeurs cadastrales.

La décentralisation a rendu aux collectivités la maîtrise de leur destin. Maintenant, le libéralisme régnant vient attiser les braises des années rivales. Le tout sur fond de stagnation économique. Le temps banni des

« trente glorieuses » où l'on pouvait partager les surplus de croissance sont révolus. Il s'agit donc de défendre bec et ongles les positions acquises et, si possible, les améliorer. La disparition prochaine des protections frontalières à l'intérieur du marché européen renforce encore, chez les responsables des grandes métropoles, l'angoisse du lendemain. Bref, chacun s'arme pour une compétition qui s'annonce sauvage.

Après plusieurs années d'investissements et une énième campagne publicitaire, Montpellier (3) arrivera à la « surdoudée », le « barreau du futur ». A réussi à attirer 4 600 nouveaux emplois. Elle vient de décrocher le premier prix de la communication industrielle. « Nous ne nous faisons pas d'illusions », a avoué l'un de ses représentants. Tout cela sera remis en cause demain, par les efforts des autres métropoles. Aussi, nous devons nous dépêcher d'en profiter.

Chaque procédé donc à la revue de détail de ses armes. Première constatation : seules les villes parviennent vraiment en mesure de s'aligner parce qu'elles ont une unité, un passé parfois prestigieux, une dynamique propre, bref une image de marque. Pour attirer 87 nouvelles entreprises et décrocher une liaison aérienne directe avec Paris, Avignon a utilisé la notoriété internationale que lui confère le Festival et non sa position de chef-lieu du Vaucluse ou de ville de Provence-Côte-d'Azur.

L'industrie aéronautique fait la gloire de Toulouse, mais qui à l'étranger sait ce que signifie Midi-Pyrénées? Si Lyon sonne haut et clair, la région Rhône-Alpes reste une entité confuse. « Ne nous trompons pas », disait récemment l'architecte Michel Cantal-Dupart, la compétition européenne se jouera non région contre région, mais ville contre ville.

**Industrie et qualité de vie**

Encore faut-il, ajoutent les urbanistes, que les municipalités élaborent un projet d'ensemble, cohérent et ostent. On ne « vend » plus une zone industrielle ou un opéra mais un lieu de vie, de travail et de culture. Exemple : Penzance, cité provençale de 14 000 âmes, monte une campagne de promotion pour garnir ses terrains industriels, encore inoccupés à 40%. Beaucoup de demandes de renseignements mais peu de résultats tangibles.

(1) Société française des urbanistes : 10, rue Rapp, 84000 Avignon. Tél. : 90-85-38-79.

M. Fabius comme celui de M. Chirac) ont défilé devant Eurodisneyland pour qu'il choisisse l'Île-de-France — région déjà nantie — montre que la répartition harmonieuse des activités dans l'hexagone n'est plus qu'une plume bilesée. D'ailleurs prévient la règle du chacun pour soi. Honneur aux plus influents et meilleur aux vaincus, telles sont les règles de la réalité du marketing territorial.

**MARC AMBROISE-RENDU.**

(1) Société française des urbanistes : 10, rue Rapp, 84000 Avignon. Tél. : 90-85-38-79.

« **L** A complémentarité entre Nice et Marseille, il y a des années que j'essaye de comprendre ce que ça signifie. En revanche, ce que j'observe, c'est une situation de concurrence. » Ainsi parlait Marc Reynaud, le jeune secrétaire général adjoint des Alpes-Maritimes, vendredi 6 novembre, au forum organisé en Avignon par la Société française des urbanistes (1).

Près de trois cents personnes y ont étudié, durant trois jours, ce qui se cache derrière les termes « qualité » de la culture. Pas question de décréter que tel ou tel spectacle est bon ou mauvais, mais de mesurer son impact, d'examiner la promotion dont il a fait l'objet, etc.

Mais l'intrusion des experts dans l'action culturelle est l'objet d'un double soupçon, exprimé tout au long des débats. Certains élus y voient une nouvelle limitation de leur pouvoir de décision puisque l'expertise limite le choix à « la seule bonne solution ». Le « milieu » culturel, à l'inverse, craint une intrusion du politique qui transformerait l'évaluation en sanction destinée à justifier les futures coupes claires.

## Savoir se vendre

« trente glorieuses » où l'on pouvait partager les surplus de croissance sont révolus. Il s'agit donc de défendre bec et ongles les positions acquises et, si possible, les améliorer. La disparition prochaine des protections frontalières à l'intérieur du marché européen renforce encore, chez les responsables des grandes métropoles, l'angoisse du lendemain. Bref, chacun s'arme pour une compétition qui s'annonce sauvage.

## Pas de TGV pour tous

Mais déjà les fêtes des villes moyennes se plaignent de la disproportion des moyens jetés dans la bataille. Les gros vont-ils manger les petits? « Ne rêvons pas », prévient Pierre Eissen, le patron d'Air Inter, tout le monde n'aura pas sa hotline autoroutière, sa gare TGV et son aéroport. Seules une dizaine de métropoles peuvent prétendre à une plate-forme aéroportuaire de ce nom. Les autres devront en rabattre et s'attendre au niveau régional.

Enfin, les succès des uns seront autant d'échecs pour les autres. Strasbourg n'aura jamais le synchrotron que Grenoble lui a ravi et, à une moindre échelle, Bollène pleure sur la filiale du CEA qui a été déstabilisée par Avignon. Autrement dit, le saupoudrage plus ou moins équitable assure négure par le DATAR n'a plus cours. L'Etat se contente d'assurer les grandes infrastructures comme le TGV et les autoroutes. A Avignon, le représentant de M. Méhaignerie, ministre chargé de l'aménagement du territoire, n'a rien promis d'autre.

Le tapis rouge que deux gouvernements successifs (celui de M. Fabius comme celui de M. Chirac) ont défilé devant Eurodisneyland pour qu'il choisisse l'Île-de-France — région déjà nantie — montre que la répartition harmonieuse des activités dans l'hexagone n'est plus qu'une plume bilesée. D'ailleurs prévient la règle du chacun pour soi. Honneur aux plus influents et meilleur aux vaincus, telles sont les règles de la réalité du marketing territorial.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Société française des urbanistes : 10, rue Rapp, 84000 Avignon. Tél. : 90-85-38-79.

## européens

La décentralisation a rendu aux collectivités la maîtrise de leur destin. Maintenant, le libéralisme régnant vient attiser les braises des années rivales. Le tout sur fond de stagnation économique. Le temps banni des « trente glorieuses » où l'on pouvait partager les surplus de croissance sont révolus. Il s'agit donc de défendre bec et ongles les positions acquises et, si possible, les améliorer.

Après plusieurs années d'investissements et une énième campagne publicitaire, Montpellier (3) arrivera à la « surdoudée », le « barreau du futur ». A réussi à attirer 4 600 nouveaux emplois. Elle vient de décrocher le premier prix de la communication industrielle. « Nous ne nous faisons pas d'illusions », a avoué l'un de ses représentants. Tout cela sera remis en cause demain, par les efforts des autres métropoles. Aussi, nous devons nous dépêcher d'en profiter.

Chaque procédé donc à la revue de détail de ses armes. Première constatation : seules les villes parviennent vraiment en mesure de s'aligner parce qu'elles ont une unité, un passé parfois prestigieux, une dynamique propre, bref une image de marque. Pour attirer 87 nouvelles entreprises et décrocher une liaison aérienne directe avec Paris, Avignon a utilisé la notoriété internationale que lui confère le Festival et non sa position de chef-lieu du Vaucluse ou de ville de Provence-Côte-d'Azur.

L'industrie aéronautique fait la gloire de Toulouse, mais qui à l'étranger sait ce que signifie Midi-Pyrénées? Si Lyon sonne haut et clair, la région Rhône-Alpes reste une entité confuse. « Ne nous trompons pas », disait récemment l'architecte Michel Cantal-Dupart, la compétition européenne se jouera non région contre région, mais ville contre ville.

**Industrie et qualité de vie**

Encore faut-il, ajoutent les urbanistes, que les municipalités élaborent un projet d'ensemble, cohérent et ostent. On ne « vend » plus une zone industrielle ou un opéra mais un lieu de vie, de travail et de culture. Exemple : Penzance, cité provençale de 14 000 âmes, monte une campagne de promotion pour garnir ses terrains industriels, encore inoccupés à 40%. Beaucoup de demandes de renseignements mais peu de résultats tangibles.

(1) Société française des urbanistes : 10, rue Rapp, 84000 Avignon. Tél. : 90-85-38-79.

## La nouvelle donne culturelle

LES vaches grasses de la socioculturel sont derrière nous. Après une période interromptue de croissance des dépenses culturelles (1), les municipalités se posent des questions. Est-il utile et possible de poursuivre cette croissance alors que les charges financières issues de la décentralisation pèsent de plus en plus lourd, et que la lutte contre le chômage est devenue, pour les élus comme pour les électeurs, la priorité des priorités?

Depuis quatre ou cinq ans, on constate que la part des dépenses culturelles dans le budget des villes le plus en pointe dans ce domaine plafonne entre 16 et 20% (en 1984, 22% à Avignon, 19% à Montpellier, 17% à Annecy, 16% à Grenoble). A Annecy, par exemple, cette part diminue d'un point par an depuis 1983 (même si, en chiffres absolus, les dépenses continuent de croître).

Certes, la plupart des villes d'importance égale sont encore largement au-dessous de ces chiffres, et les grandes villes (25% à

Lyon, 21% à Strasbourg) qui les atteignent ont encore de la ressource. Mais le comportement des villes qui étaient à l'avant-garde dans ce domaine illustre bien la nouvelle attitude des élus. « Pendant des années, les municipalités ont ajouté équipement sur équipement, festival sur festival. Mais depuis que les budgets stagnent, il leur faut jouer sur ce qui existe », explique Philippe Urzella, sociologue spécialiste des collectivités locales (Centre de sociologie des organisations).

Deux autres facteurs sont responsables de cette mutation des politiques culturelles locales. Dans les années 70, la culture devait être « démocratisée et édifiante » : c'est le triomphe du socioculturel. Mais ces politiques ont été doublées par les modes de consommation culturelle privés et individuels. Désormais, les politiques culturelles doivent aussi se préoccuper pour répondre à la demande du consommateur d'aboutir à des créations de qualité.

Ces réflexions ont abouti à deux « journées interactives » durant lesquelles les élus et les chefs de services municipaux, réunis sur un plateau de télévision, ont répondu aux questions de télespectateurs anonymes qui n'étaient autres que leurs employés, regroupés dans différentes salles. « Pas toujours agréable », reconnaît Jean-Paul Huchon, mais indispensable et efficace.

**La carotte financière**

Qu'il s'agisse de celle des cadres ou de celle des agents, la formation apparaît partout comme l'un des éléments-clés des projets municipaux. C'est bien souvent la mise en place de plans de formation, avec l'appui du Centre de formation des personnels communaux et de cabinets privés, et en concertation avec les salariés, qui a déclenché le processus participatif, mettant en

lumière d'autres problèmes et débouchant sur la création de cercles de qualité ou sur le management par objectifs.

« Car le management participatif ne consiste pas seulement à demander au personnel d'adhérer aux valeurs de l'entreprise. Celui-ci doit également prendre en compte les demandes du personnel », prévient l'un des consultants invités. Motiver, parfait. Mais l'argent, dans tout cela? En toute logique, les plus libéraux des maires regrettent de ne pouvoir, pour récompenser l'engagement des agents et l'atteinte des objectifs fixés, individualiser les salaires. « Il y a toujours moyen de jouer sur les marges », réplique Alain Richard, avant d'expliquer comment il a réussi en quelques années à relever le salaire réel des cadres par le recours massif aux heures supplémentaires et aux avantages en nature (logement et voiture de fonction), mais aussi à individualiser les primes, qui peuvent atteindre jusqu'à la moitié d'un mois de salaire. Ces primes sont calculées en fonction des économies réalisées par la commune grâce à l'exécution des projets.

« Je me refuse à utiliser la carotte financière », répliquait Jean-Pierre Chevallier, secrétaire général de Besançon, estimant que la valorisation de l'activité et la prise en compte des attentes du personnel constituaient déjà une motivation puissante. Position que n'était pas loin de partager Jean Arthus, qui sa position gouvernementale contrainait toutefois à la prudence.

**BERNARD MONTELIH**  
(Zalig).

« Pour faire de l'eau sucrée, il faut du sucre, de l'eau et du temps », répondit Claude Neuschwander, président du cabinet TEN, fort de son expérience auprès du secteur public comme du secteur privé. Du temps et de la diplomatie. C'est bien la méthode utilisée à Conflans-Sainte-Honorine. La démarche, volontairement ambiguë, a consisté à emprunter à la fois au droit d'expression des salariés — conquête syndicale — et aux cercles de qualité. Soixante-neuf groupes d'expression ont ainsi rassemblés pendant six mois les volontaires parmi les six cents employés municipaux (une large majorité), afin de réfléchir au rôle du service public et à son amélioration.

Ces réflexions ont abouti à deux « journées interactives » durant lesquelles les élus et les chefs de services municipaux, réunis sur un plateau de télévision, ont répondu aux questions de télespectateurs anonymes qui n'étaient autres que leurs employés, regroupés dans différentes salles. « Pas toujours agréable », reconnaît Jean-Paul Huchon, mais indispensable et efficace.

« Je me refuse à utiliser la carotte financière », répliquait Jean-Pierre Chevallier, secrétaire général de Besançon, estimant que la valorisation de l'activité et la prise en compte des attentes du personnel constituaient déjà une motivation puissante. Position que n'était pas loin de partager Jean Arthus, qui sa position gouvernementale contrainait toutefois à la prudence.

**BERNARD MONTELIH**  
(Zalig).

« Pour faire de l'eau sucrée, il faut du sucre, de l'eau et du temps », répondit Claude Neuschwander, président du cabinet TEN, fort de son expérience auprès du secteur public comme du secteur privé. Du temps et de la diplomatie. C'est bien la méthode utilisée à Conflans-Sainte-Honorine. La démarche, volontairement ambiguë, a consisté à emprunter à la fois au droit d'expression des salariés — conquête syndicale — et aux cercles de qualité. Soixante-neuf groupes d'expression ont ainsi rassemblés pendant six mois les volontaires parmi les six cents employés municipaux (une large majorité), afin de réfléchir au rôle du service public et à son amélioration.

سكزا من الاجل

# Economie

## SOMMAIRE

- La Bourse de Tokyo ne s'est pas effondrée lundi, comme certains le redoutaient. Elle n'a pas non plus brillé de tous ses feux, perdant 346 points sur l'indice Nikkei, tandis que le dollar restait toujours à Tokyo à 121,65 yens (lire ci-dessous).
- A Hongkong, une importante affaire de corruption met en émoi les milieux boursiers (lire ci-dessous).
- La nouvelle politique libérale instaurée en France depuis mars 1986 a-t-elle tenu à l'épreuve des faits ? Une première réponse peut être apportée à cette question (lire page 33).
- Les stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP), destinés aux jeunes les plus démunis, sont de plus en plus utilisés par les employeurs qui cherchent à bénéficier des avantages fiscaux qui y sont attachés (lire page 33).

## AFFAIRES

### Boeing toujours plus haut

Falla-t-il croire Boeing, le premier avionneur mondial, lorsque ses dirigeants déclaraient, il y a un an, que l'année 1987 serait nettement moins bonne que la précédente ? Faut-il croire les statistiques publiées par le géant de Seattle, lorsqu'il annonce une chute de 34 % de ses bénéfices nets au troisième trimestre 1987 ? Les comptes pour l'ensemble de l'année dernière laissent à penser que Boeing a crié trop vite à la crise.

En effet, le constructeur américain a reçu 363 commandes au lieu de 341 en 1986, ce qui représente un chiffre d'affaires de 19,76 milliards de dollars (106 milliards de francs) contre 19,22 (104 milliards de francs) soit une progression de 2,75 %. Les livraisons d'avions sont passées de 242 appareils à 268. A ce jour, Boeing a fabriqué 5329 avions de tous types.

L'année 1987 a confirmé le succès des différentes versions du « petit » biréacteur-737 dont 183 exemplaires ont été commandés. Cet avion est, désormais, l'appareil civil le plus vendu au monde puisque, avec 1925 exemplaires commandés, il devance son frère aîné le tri-réacteur-727 (1831 exemplaires) dont la production est arrêtée.

L'autre vedette du catalogue Boeing est le « Jumbo » 747 dont 69 exemplaires ont été achetés, surtout dans sa version 400, pilotée par un équipage de deux hommes. Ce quadriréacteur de 250 à 500 places a connu un succès, en raison de sa taille et de ses bas coûts d'exploitation rapportés au siège. Ce monopole permet à Boeing de le vendre au prix de 130 millions de dollars (702 millions de francs) l'unité et de dégager une marge bénéficiaire estimée à 25 % qui aide à supporter les modèles encore déficitaires.

Ceux-ci — les Boeing 767 et 757 — se sont d'ailleurs mieux portés en 1987 puisqu'ils ont fait à eux deux la croissance des ventes de l'avionneur. Le 757 a été commandé à 43 exemplaires contre 13 en 1986 et le 767 à 57 exemplaires contre 23.

A la lecture de ces résultats, on voit se dessiner la stratégie de la firme de Seattle pour les années à venir. Elle jouera à fond ses deux « vaches à lait », le 747 et le 737, qui correspondent aux besoins d'un marché très concurrentiel. Elle cherchera à atteindre la rentabilité pour les programmes 757 et 767.

Encadrés par les difficultés de ces deux derniers modèles, elle retardera le plus possible le lance-

## L'année du Dragon s'ouvre à Tokyo par un recul du dollar et de la Bourse

TOKYO

correspondance

La Bourse de Tokyo a commencé l'année par un triple ban et une forte baisse. Réunis dans la grande salle du Tokyo Stock Exchange pour le traditionnel « Daihatsu-Kai », du premier jour, les employés ont salué l'année du Dragon par des applaudissements, avant d'infliger une sévère correction à l'indice Nikkei.

Au cours de cette séance de réouverture limitée à une matinée, le principal indicateur a cédé 346,96 points, revenant à 21 217,04 points. La baisse du dollar — qui flôta au même moment les 120 yens sur le marché des changes — a conforté les mauvaises dispositions manifestées par le marché des actions à la fin de 1987.

Dès l'ouverture des transactions entre banques, le billet vert, déjà étiré à Sydney peu avant, s'inscrivait à 120,45 yens, au plus bas depuis la fin de la guerre. Mais la peur qui a saisi les spéculateurs (en l'occurrence les banques fiduciaires, maisons de titres et exportateurs) à l'approche des 120 yens a permis à la Banque du Japon de renverser la tendance initiale sans trop de difficultés. A la clôture du marché officiel, le billet vert était revenu à 121,65 yens, mais la poursuite de la baisse a conduit certains investisseurs à vendre à perte dès la fin décembre pour assainir leur situation. « Fondamentalement, cela est très bon pour le marché », estime un spécialiste, même si ce processus d'assainissement va peser sur les cours.

### Sur la place de Hongkong

#### Une importante affaire de corruption

Une direction provisoire a été mise en place à la Bourse de Hongkong pour assurer le fonctionnement normal du marché, après l'arrestation, samedi 2 janvier (le Monde daté 3-4 janvier), dans le cadre d'une affaire de corruption, de trois de ses principaux dirigeants, MM. Ronald Li Fook-Shiu, Jeffrey Sun Hon-Kuen et Donald Tsang Tak-Hung. Ces trois personnes ont été remises en liberté sous caution en début de semaine. Elles restent à la disposition de la justice de la colonie. M. Li, quant à lui, a versé l'équivalent de 1,29 million de dollars américains (7 millions de francs).

L'affaire est menée par l'ICAC (Commission indépendante de lutte contre la corruption), un organisme très discret, qui s'est refusé à faire connaître les tenants et aboutissants du scandale découvert. Les spécialistes disent même complètement ignorer si des liens quelconques existent avec le « krach » (-40 %) survenu le 26 octobre, après quatre jours de fermeture. Une seule chose est à peu près certaine : cette affaire porte sur des transactions irrégulières. Elle doit être d'ampleur, car il est tout à fait inhabituel que les noms des personnes impliquées par l'ICAC soient divulgués.

En ce qui concerne, le gouvernement de la colonie britannique a indiqué que, en raison de l'enquête de l'ICAC, il avait proposé que le Stock Exchange éloigne « certains membres » de toute activité de direction jusqu'à ce que l'enquête soit achevée. Aucune précision n'a été fournie sur l'identité de ces membres. M. Robert Fell, qui assure provisoirement la direction générale de la Bourse de Hongkong, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que ces personnes « peuvent ou non être concernées par l'enquête », mais qu'il était de toute façon préférable qu'elles se retirent momentanément.

M. Fell a souligné que cette affaire n'était pas bonne pour l'image de marque de la place de Hongkong et a émis l'espoir que les investisseurs ne désertent pas la Bourse, étant donné que « la direction continuera d'être assurée saine-ment ».

Même s'ils ont indéniablement dirigé la spéculation récente contre le dollar, alors que les opérateurs des autres places respectaient plus ou moins la trêve des confiseurs, les Japonais paraissent plus hésitants sur le futur cours de la monnaie américaine.

La déclaration de M. Edouard Balladur évoquant un « accord secret » sur les opérations des banques centrales pour défendre le dollar est tombée à point nommé pour accroître le trouble. « Le niveau des 121 yens devrait tenir un certain temps », estimait un cambiste.

Sur le marché des valeurs mobilières également, le début de l'année annonce difficile. Aux incertitudes sur l'évolution des taux de change, des taux d'intérêt et sur les perspectives à moyen terme de l'économie japonaise s'ajoutent des facteurs techniques qui devraient peser sur la cote pendant les deux premiers mois.

D'abord, il faut procéder à un rééquilibrage des positions à découvert des investisseurs. Gonflés après le krach d'octobre, lorsque les investisseurs individuels qui se sont endettés pour acheter à des cours jugés attractifs. Les positions sont estimées aujourd'hui à 6 000 milliards de yens (252 milliards de francs français).

Légalement, la plus grande partie de ces positions ne doivent pas être dénouées avant un délai de six mois, mais la poursuite de la baisse a conduit certains investisseurs à vendre à perte dès la fin décembre pour assainir leur situation. « Fondamentalement, cela est très bon pour le marché », estime un spécialiste, même si ce processus d'assainissement va peser sur les cours.

De manière identique, les « tokkin », ces fonds d'investissement spéciaux qui ont contribué à diriger vers la Bourse les surpluses de liquidités des entreprises, sont contraints à la prudence par la nouvelle règle comptable applicable le 31 mars prochain et qui les forcera à déclarer les pertes, même si elles n'ont pas été effectivement réalisées.

Autrement dit, la Bourse dispose indéniablement d'un poten-

tiel de baisse dans les semaines qui viennent.

Mais il ne faut pas exagérer les facteurs négatifs ni négliger les éléments positifs. Le principal est l'abondance de liquidités. L'excès des liquidités dans le système bancaire est estimé à 2 000 milliards de yens au premier trimestre, par Nomura Securities, dont 900 milliards en janvier (contre un surplus de 3 milliards de yens seulement en janvier 1987). Cela devrait aider le marché de Tokyo à digérer progressivement la crise d'octobre et les énormes opérations d'introduction de titres détenus par l'Eiat (NTT et Japan Airlines), qui ont mis lourdement à contribution les ressources des investisseurs individuels.

#### Le retour des investisseurs étrangers

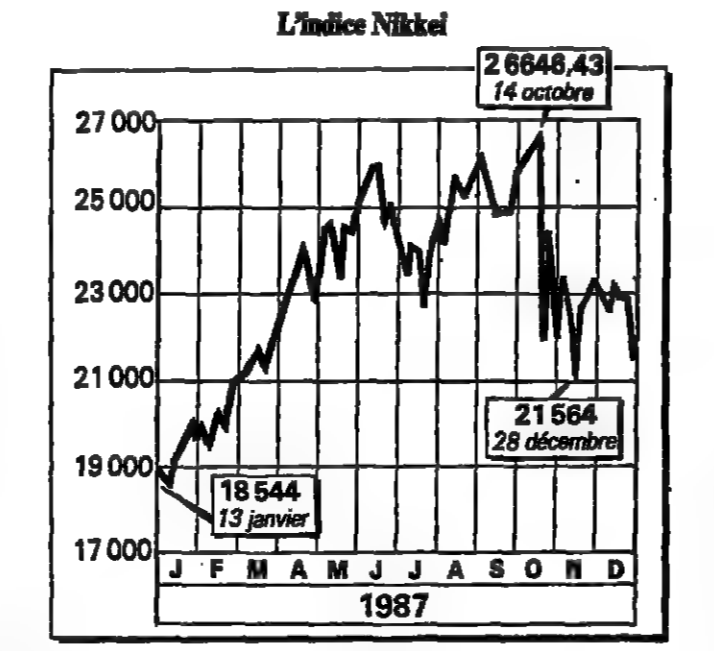
Demeurés sur la réserve depuis le début de l'année boursière, les investisseurs institutionnels, notamment les compagnies d'assurance, ont accumulé depuis deux mois et demi des liquidités considérables, qui n'attendent qu'un signe pour revenir vers la Bourse.

Enfin, le retour des investisseurs étrangers, dont l'exode mas-

sif a précipité la baisse à partir d'octobre 1987, est donné pour certain. « Depuis 1966, note un responsable de Yamaichi Securities, les investisseurs étrangers ont toujours été des acheteurs nets quand le taux de croissance du Japon excédait largement celui des Etats-Unis, et vendeurs nets dans le cas inverse. Or, en 1988, l'archipel table sur 3,8 % de croissance réelle, contre 1,6 % aux Etats-Unis.

« Nous devrions retrouver de grandes opportunités d'achat à une certaine étape », indique le responsable d'une maison de titres étrangère quand, après cette période d'ajustement, les cours des actions auront retrouvé un niveau plus raisonnable. « Pour l'année fiscale 1988 [qui commence le 31 mars], la demande domestique d'actions devrait excéder de 6 000 milliards de yens l'offre », estime-t-on chez Yamaichi. Au printemps au plus tard, la reprise devrait être la, propulsant l'indice Nikkei vers de nouveaux sommets. C'est le pari des spécialistes de Tokyo, dont les pronostics varient de 26 000 yens à 30 000 yens pour le baromètre du marché à la fin de 1988.

BERNARD HAMP.



Dans une déclaration à « la Tribune de l'Expansion »

### M. Balladur prône la mise en place d'un nouveau système monétaire international

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, rappelle ses convictions dans une déclaration accordée à la Tribune de l'Expansion. Après avoir fait vivre les marchés « depuis quinze ans dans l'incertitude et la fragilité liées du flottement des monnaies », il est temps « d'instaurer un système monétaire international comportant en lui-même ses automatismes et ses sanctions ».

Cette profession de foi a l'avantage de la continuité, la France n'ayant cessé depuis des années de rappeler l'urgence de la mise en œuvre de règles monétaires indispensables à la bonne marche des échanges comme au retour à la confiance des investisseurs.

Conscient du long cheminement qui sépare les grands pays industriels d'une entente sur un tel thème, M. Balladur s'attache, dans cette déclaration, à accroître la crédibilité du communiqué du « groupe des Sept » du 23 décembre dernier. Dans ce texte, le Sept affirmait que « le dollar ne doit pas baisser », ce qu'il n'a cessé de faire depuis lors. Or, rappelle le ministre, cet accord

comporte des « clauses non publiées relatives à l'action des banques centrales sur les marchés des changes ».

« L'heure de vérité » aux Assises 2 dont il sera l'invité le mercredi 6 janvier.

Dans une interview au « Financial Times »

### Le chancelier de l'Echiquier britannique préconise un « flottement géré » des monnaies

La chute « excessive et sans précédent » du dollar constitue le principal défi à l'économie mondiale, mais la communauté internationale devrait éviter la récession en 1988, estime le chancelier britannique, M. Nigel Lawson, dans une interview accordée au Financial Times, le lundi 4 janvier.

Au moment où M. Balladur plaide pour un nouvel ordre monétaire international, son homologue britannique préconise un système de « flottement géré » des monnaies, stigmatisant ainsi les déréglés provoqués ces dernières années par l'abandon du système de parités fixes. A plus court terme, M. Lawson cherchera à stabiliser le livre sterling face aux autres devises, mais surtout par rapport au mark, qualifié de « point d'ancrage contre l'inflation ».

Mais, au total, la Grande-Bretagne devrait, selon lui, connaître une année de solide croissance permettant une nouvelle baisse du chômage, en dépit des retombées du krach boursier d'octobre.

Le chancelier de l'Echiquier veillera malgré tout à ne pas attiser

### Budget

#### Israël adopte un projet pour 1988

Après cinq semaines de tergiversations, le gouvernement israélien a adopté, le dimanche 3 janvier, un budget 1988 limité à 47,8 milliards de shekels (29,5 milliards de dollars), soit 742 millions de moins par rapport au projet initial. Le service de la dette absorbe près du tiers de ce budget (17 milliards de shekels), et la défense représente 8,2 milliards, comme en 1987. Pour limiter les déficits, le budget de la santé a été amputé de 65 millions de shekels et celui de l'éducation de 10 millions, entraînant l'abandon de deux ministères concernés lors du vote au sein du gouvernement, le 3 janvier. Rappelle que les Etats-Unis participent pour une bonne part aux recettes de l'Etat hébreu, avec 3 milliards de dollars dont 1,8 milliard sont consacrés aux dépenses militaires. — (Routier.)

### Endettement

#### Coup de frein en Hongrie

D'ici à 1991, la Hongrie devra « arrêter la croissance de sa dette extérieure » envers les pays occidentaux, et, « dans une première étape », la freiner de moitié, afin qu'elle ne dépasse pas 500 millions de dollars en 1988 », a annoncé le premier ministre hongrois, M. Karolyi Grosz, dans une interview télévisée reproduite par l'agence MTI, le samedi 2 janvier. L'endettement extérieur de la Hongrie, évalué à 16 milliards de dollars — soit le plus élevé des pays de l'Est, par habitant, — a obligé le gouvernement à adopter, en juillet dernier, un programme d'austérité et d'assainissement des finances de l'Etat. L'objectif, une croissance zéro de la dette extérieure en 1990, permettrait de mettre un terme au processus d'endettement vers 1991. —

### REPÈRES

#### Commerce extérieur

##### Doublement de l'excédent sud-coréen

L'agitation sociale de l'étranger n'a pas empêché la Corée du Sud d'accroître les succès à l'exportation (voir « Monde de l'économie », pages 27, 28, 29, 30). Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie, les ventes à l'étranger ont progressé de 36 % en 1987, pour atteindre le niveau record de 47,12 milliards de dollars, nettement au-delà de l'objectif gouvernemental de 39 milliards. Les importations, pour leur part, ont augmenté vivement, mais de 29 % seulement, pour s'élever à 40,57 milliards de dollars. Au total, le commerce extérieur sud-coréen enregistre un excédent de 6,55 milliards de dollars, plus du double des 3,15 milliards de 1986. Durant l'année 1987, les exportations d'automobiles ont fait un bond de 94 %, celles de chaussures de 35 %, celles du textile de 32 %, et celles de produits électroniques de 50 %. En revanche, les ventes de la construction navale ont connu une chute de 36 %.

#### Croissance

##### Accélération aux Etats-Unis selon les directeurs d'achats

La croissance de l'économie américaine s'est accélérée en décembre, si l'on en juge par l'augmentation, pour le douzième mois consécutif, des commandes industrielles et de la production, indique l'Association nationale des directeurs d'achats des grandes entreprises. Dans le rapport de cette association, publié le dimanche 3 janvier, les responsables d'achats de plus de deux cent cinquante entreprises soulignent que le krach de la Bourse du 19 octobre « n'a pas eu d'effet négatif apparent ». Pour sa part, le secrétaire américain au Commerce, M. William Verity, assure, dans une interview accordée à l'hebdomadaire Newsweek, que, en dépit des déséquilibres des échanges avec le Japon et les quatre nouveaux pays industriels d'Asie, le déficit du commerce extérieur américain s'amenuisera en 1988.

### Des stages à contre-courant

Les stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) ont été créés en 1985 pour permettre à des jeunes diplômés de trouver un emploi. Mais leur utilisation a été en baisse ces dernières années. Les employeurs ne les utilisent plus que pour les jeunes les plus démunis, ceux qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi. Les stages sont financés par l'Etat et les entreprises. Ils permettent aux jeunes de découvrir le monde du travail et de bénéficier d'une expérience professionnelle. Cependant, leur efficacité est remise en question. Les employeurs ne les utilisent plus que pour les jeunes les plus démunis, ceux qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi. Les stages sont financés par l'Etat et les entreprises. Ils permettent aux jeunes de découvrir le monde du travail et de bénéficier d'une expérience professionnelle. Cependant, leur efficacité est remise en question.



# Économie

Le bilan du gouvernement

## Le libéralisme au prix fort

(Suite de la première page.)

MM. Balladur et Juppé ont effectivement remis dans le privé ce qu'est devenu théoriquement le jeu d'une concurrence classique — trois groupes publics représentant quelque 130 milliards de francs de capitalisation boursière. De même ont-ils réduit les impôts : de 69 milliards de francs sur les budgets de 1987 et 1988. Le prélevement fiscal de l'Etat s'en est trouvé sensiblement réduit, les entreprises partageant à égalité — ou presque — cet avantage avec les ménages. Logiquement, le gouvernement a freiné la progression de ses dépenses afin, pour autant dire, de faire la place nette au privé en réduisant les déficits publics et d'abord les siens. Le déséquilibre des comptes de l'Etat a sensiblement diminué, revenant un peu en dessous de 115 milliards de francs, ce qui a freiné les besoins croissants du Trésor en épargne obligatoire. Une épargne théoriquement libérée pour le secteur privé.

Pour l'ensemble des administrations — Sécurité sociale et collectivités locales comprises — le déficit de la France épouse une tendance à la baisse enregistrée ces dernières années dans les pays développés et se retrouve — avec 2,8 % de la richesse nationale — au niveau moyen des sept plus grandes nations industrialisées.

**Raïsse d'impôts et charges nouvelles**

Le libéralisme et les forces du marché trouvent probablement leur compte dans les évolutions en cours, puisque les entreprises, moins imposées, voient leur situation financière continuer à s'améliorer et peuvent donc mieux lutter contre la concurrence étrangère. Mais l'alourdissement des prélèvements sociaux, qui annule l'avantage retiré par les ménages de la baisse de l'impôt sur le revenu, freinera la demande intérieure. Les industriels français risquent d'être plus circonspicieux dans leurs projets d'investissements. Première contradiction. A moins que le gouvernement annonce clairement que le déficit du commerce extérieur impose à nouveau l'austérité. Ce qu'il n'a pas fait.

Il est une autre contradiction, plus grave celle-là, parce que probablement évitable. L'euphorie créée par des rentrées fiscales abondantes a incité le gouvernement à programmer toute une série de baisses d'impôts et d'avantages fiscaux au cours des années à venir, les dernières en date concernant le plan d'épargne retraite et le compte d'épargne en actions. Or des engagements de cet ordre ont été parallèlement pris, qui se chiffrent en dizaines de milliards de francs : loi de programmation militaire, loi sur le DOM-TOM, plan rapatriés, projets de construction de prisons, voies navigables... Si l'on ajoute à ces dépenses les risques que feraient courir aux finances publiques une remontée des taux d'intérêt (coût de la dette d'Etat) ou la défection de tel ou tel pays en développement incapable d'honorer ses engagements (coût de la garantie de l'Etat sur les crédits à l'exportation), force est bien de constater que le gouvernement n'a tenu pas la situation autrement qu'il y paraît. Une façon de dire que l'Etat risque de revenir d'autant plus brusquement sur le devant de la scène au cours des

prochaines années que les dépenses publiques augmenteront plus vite — l'éducation nationale vient de révéler d'immenses besoins par la voix de M. Monory — alors que les impôts et autres recettes rentreront moins facilement.

**Le poids des privatisations**

L'erreur aura sans doute été de prolonger sur 1988 et les années suivantes les facilités budgétaires de 1986-1987. L'abaïse d'une baisse très importante des prix pétroliers — dont l'Etat en a beaucoup profité à travers l'impôt sur les sociétés — ne se reproduira pas de sitôt.

On pourrait presque dire de même des privatisations, qui ont rapporté plus de 60 milliards de francs à l'Etat en 1987 et ont servi — en partie — à supporter des dépenses que l'impôt finance traditionnellement. Don l'impression excessive d'un fort ralentissement dans la progression des dépenses publiques. MM. Balladur et Juppé avaient prévu de tirer 50 milliards de francs supplémentaires de nouvelles privatisations en 1988. Le krach boursier d'octobre 1987 puis les mauvaises conditions dans lesquelles Suez a été mise sur le marché, enfin le report de la vente de Matra et de l'UAP montrent que les vents ont tourné. La Bourse absorbera plus difficilement à l'avenir les sociétés publiques qu'on lui proposera.

**Accident inévitable, puisqu'il était mondial ?** Faut-il dire. Mais si les privatisations ne s'étaient pas faites dans un temps aussi court sur un marché presque naissant, sans doute aurait-on pu limiter les dégâts ? Le comportement des épargnants le dira au cours des mois à venir, notamment celui de l'actionnariat salarié et de l'actionnariat populaire. Si l'un ou l'autre — si l'un et l'autre — faisaient défaut, deux composantes essentielles à un fonctionnement équilibré du marché seraient défectives. Les noyaux durs — les groupes d'actionnaires mis en place par le pouvoir et proches de lui politiquement pour stabiliser le capital des sociétés nouvellement privatisées — resteraient dans les seuls maîtres du jeu avec quelques gros porteurs français et étrangers. Des maîtres d'autant plus omnipotents que, sous les apparences de participations multiples, on retrouve un peu toujours les mêmes propriétaires.

Quoi qu'il en soit de l'avenir, l'ambiguïté et les contradictions d'une démarche précipitée demeurent : s'agit-il de donner plus d'efficacité à de grandes entreprises françaises gênées d'être propriété publique, ou bien d'établir la démonstration de l'efficacité de la droite au pouvoir ? En encaissant au passage un maximum de milliards pour présenter des comptes publics en nette amélioration. Les lois du marché auraient été bien mieux respectées si les privatisations s'étaient faites progressivement par augmentation de capital auprès du privé. Mais une certaine idéologie refusait la coexistence public-privé.

La libération quasi totale des prix début 1987 n'a guère posé de problèmes. Les professions de services en ont largement profité, mais on peut penser que les rattrapages qui se sont produits (garagistes, coiffeurs, teinturiers, etc.), compensent une longue période de réglementation pas toujours clairvoyante. Toujours est-il que les prix sont maintenant établis en France sur la base de décisions prises par les chefs d'entreprise, ce qui ne s'était pas vu depuis presque un demi-siècle. Une première apparemment réussie, l'inflation ne cessant de se ralentir alors que les sociétés améliorent leurs résultats financiers et autofinancent davantage leurs investissements.

ALAIN VERNHOLE.

SOCIAL

Le succès ambigu des « SIVP » : une façon détournée d'embaucher à moindres frais

## Des stages à contre-emploi

Les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) sont destinés aux jeunes les plus démunis et les moins préparés à l'entrée dans la vie active. Les avantages que trouvent les employeurs à utiliser cette formule font que les SIVP sont progressivement détournés de leur sens. Une évolution dont tout le monde s'inquiète.

Formule vedette de la formation en alternance, grand bénéficiaire des aides prévues par le plan d'urgence en faveur des jeunes, le SIVP est maintenant sur la sellette. Ambigu, son succès commence à inquiéter malgré des résultats incontestables. Et si le SIVP, victime de sa réussite, en vient à perturber gravement la politique de formation, voire modifier le marché de l'emploi ?

Au cours des dernières semaines, les syndicats ont multiplié les mises en garde et les critiques. M. Edmond Maire et M. Nicole Notat, pour la CFDT, sont intervenus publiquement, tout comme M. André Bergeron, pour Force ouvrière, et M. Alain Delon, pour la CGT. La CGT a été allée jusqu'à demander la « suppression immédiate » du SIVP et son remplacement par un contrat de qualification.

Embarrassé, quoique officiellement, le CNPF conseille discrètement la prudence aux employeurs. Il se méfie d'une situation qui pourrait conduire à des dérapages ou à des abus, si ce n'est déjà le cas. Le ministère des affaires sociales est lui-même préoccupé. Pointant intéressé par tout ce qui peut améliorer les comptes du chômage, il veille à ce que le SIVP ne soit pas trop détourné de ses objectifs. Il lui arrive ainsi d'intervenir pour freiner une évolution dangereuse ou pour rappeler les règles. Le doute a été ravivé par la brusque augmentation du nombre de stagiaires. Il y avait eu 60 693 bénéficiaires du SIVP au premier semestre 1986, en effectifs cumulés. Ils étaient 135 348 au premier semestre 1987. Déjà, ce sont 30 000 jeunes environ qui, de cette façon, entrent chaque mois dans les entreprises. A la fin novembre, le ministère estimait à 110 000, contre 65 000 l'an passé, ceux qui étaient accueillis dans le dispositif.

**Beaucoup d'avantages pour l'employeur**

A ce rythme, une masse importante de jeunes traverse le SIVP, bien au-delà des publics visés qui abordent la vie professionnelle sans diplôme ni qualification. En se généralisant, la mesure peut s'emballer. Elle peut devenir la norme d'emploi pour les moins de vingt-cinq ans, le point de passage obligé pour l'embauche.

Imaginez pour faciliter l'insertion, le SIVP est devenu sélectif à l'usage. Par une sorte d'effet pervers, fréquemment observé pour les mesures de ce type, il finit par écarter le public auquel il devait s'adresser en priorité. A 24 %, ses bénéficiaires se recrutent parmi les plus démunis, alors que ceux-ci représentent 40 % des 800 000 jeunes qui, chaque année, quittent le système scolaire. En

revanche, 17 % des stagiaires ont un niveau égal ou supérieur au baccalauréat.

Progressivement aussi, les effets de la mesure s'étendent et touchent une part grandissante de la population jeune. Sans que cela puisse être mesuré avec précision, ce mouvement est amplifié par deux données. Chaque jeune peut effectuer plusieurs stages et, surtout, la durée moyenne de ceux-ci n'atteint pas les quatre mois, à comparer aux six mois autorisés.

Mais tout cela serait impossible si le SIVP n'offrait beaucoup d'avantages pour l'employeur. Stagiaire de la formation professionnelle, le SIVP perçoit une rémunération versée par l'Etat et comprise entre 535 F et 1 580 F. Il est payé, toujours selon l'âge, de 17 % à 27 % du SMIC par le chef d'entreprise. Ses quelques heures de formation sont également subventionnées. Son activité, plutôt que son emploi, est exonérée de toute charge sociale.

Des trois variantes de la formation en alternance (les deux autres sont le contrat d'adaptation et le contrat de qualification), globalement en augmentation, le SIVP est la formule la plus simple et la moins coûteuse, en outre dotée par la suppression des aides pour son « concurrent » le plus proche, le contrat d'adaptation (1). Cela permet le recours à une main-d'œuvre facile ; ce dont ne se privent pas des patrons ou des artisans avisés. Pourquoi n'utiliseraient-ils pas le plus formé ou le mieux qualifié pour le même prix ?

Dans les hôtels, cafés, restaurants (12,2 % de SIVP), on a su profiter de cette subaïne, à la place de l'apprenti et, parfois, pour des emplois saisonniers. Ici ou là, de mauvaises habitudes ont pris le pas sur les motifs louables de la formation en alternance. Des abus se sont produits. Il y a eu, par exemple, des stagiaires au statut de salarié. Il existe même des heures supplémentaires de SIVP dans les cas les plus litigieux. Le commerce, et notamment celui de la grande distribution, a largement usé de cette possibilité.

A l'ouverture d'un hypermarché à Laxon (Meurthe-et-Moselle), on a compté jusqu'à 153 SIVP sur un total de 200 personnes. Certes, la plupart se sont depuis transformés en contrats de qualification, et finalement en 90 embauches, mais, entre-temps, le magasin avait pu prétendre organiser lui-même 700 heures de formation par jeune, qui lui ont été remboursées à raison de 50 F par heure.

Malheureusement, d'autres conséquences, aussi redoutables que pernicieuses, ont accompagné ces dérives. A poste équivalent, peu qualifié, on préfère recruter un SIVP plutôt qu'un salarié et, a fortiori, qu'un chômeur plus âgé. Des suppressions d'emplois, cela est sûr, peuvent être composées par de telles embauches. Au total, une substitution s'opère sans gain réel pour les effectifs au travail, et s'accroît ainsi les pertes d'emplois normaux. Le chômage de jeunes peut diminuer quand celui des adultes augmente.

Pour les pouvoirs publics, le bilan devient alors contestable. A suivre la logique, il faudrait dans ces conditions inventer une nouvelle disposition, à son tour attractive pour les employeurs et crédible pour les jeunes chômeurs en difficulté. Un temps, cet été, M. Philippe Séguin y a pensé et a passé commande en ce sens à ses services. Il a fallu y renoncer : à moins d'imaginer que les finances de l'Etat se substituent totalement à l'entreprise pour la rémunération, il paraissait difficile d'aller plus loin.

**Le respect des engagements**

Pour les partenaires sociaux, et singulièrement les syndicats signataires (c'est-à-dire tous sauf la CGT) de la convention du 26 octobre 1983, il ne pouvait plus être question d'assister passivement à la dégradation d'un dispositif conçu pour améliorer la formation en entreprise et présent comme une solution révolutionnaire, cousine germaine du « système dual » allemand. Il fallait alerter le patronat et le gouvernement en rapportant au CNPF, comme le fit M<sup>me</sup> Nicole Notat, secrétaire nationale de la CFDT, « que cette mesure résulte d'un accord ».

En conséquence, ils demandent le respect des engagements et une « meilleure gestion partenariale » — ou « d'une certaine morale collective ». Ils souhaitent que l'on revienne aux principes d'origine et proposent quelques modifications. C'est faisable : en Lorraine et en Alsace, patronat et syndicats ont défini ensemble des règles de bonne conduite.

En fait, et hormis la CGT, personne ne profite de la situation pour dénoncer un dispositif dont les mérites sont par ailleurs reconnus. Le CNPF tient à la poursuite de l'expérience. En se persuadant que tout rentrera dans l'ordre prochainement, il reconnaît « un problème conjoncturel ». Au-delà des avatars actuels, les syndicats attendent favorablement l'émergence de la formation en alternance. « Pour nous, il s'agit de protéger une formule », affirme M<sup>me</sup> Notat, soucieuse de « faire progresser une politique d'insertion dans les entreprises ».

Après tout, de 46 à 56 % des jeunes en SIVP, selon les sources, ont pu trouver un emploi ou une activité à l'issue de leur stage. Même s'il s'agit d'un autre stage, d'un TUC, d'un emploi temporaire ou d'un contrat à durée déterminée, cela reste préférable au chômage, auquel retournent 31,1 % d'entre eux.

ALAIN LÉBAUSE.

(1) Le contrat d'adaptation n'est pas exonéré des charges sociales, et le contrat de qualification l'est à 50 %. Dans les deux cas, le jeune bénéficie d'un contrat de travail.

Assurance-chômage : le meilleur accord selon M. Bergeron. — Dans une interview publiée par le Journal du dimanche du 3 janvier, M. André Bergeron estime que l'accord qui vient d'être signé sur l'assurance-chômage est « le meilleur qu'on pouvait espérer dans les circonstances actuelles ». Pour le secrétaire général de FO, « ce qui était en cause, c'était le maintien du régime de l'assurance-chômage, géré par le patronat et les syndicats. Personne n'avait à gagner, et surtout pas les chômeurs, à ce que le régime tombe sous le coup de l'Etat ». M. Bergeron confirme qu'il va présenter de nouveau sa candidature à la présidence de l'UNEDIC. Il devait ainsi occuper cette fonction pendant au moins un an après avoir quitté, en février 1989, le secrétariat général de FO.

Nouveau secrétaire général de la fédération des PTT-CFDT. — Le bureau national de la fédération des PTT-CFDT a récemment « retiré ses responsabilités » à M. Denis Tomme qui était secrétaire général de cette fédération à l'issue d'une crise interne de sept semaines. Son successeur est M. Jean-Claude Desraynaud. Le départ de M. Tomme n'est pas dû, semble-t-il, à un problème de ligne mais plutôt à des problèmes autour du fonctionnement et de « la mise en route de orientations » de la fédération. M. Tomme reste membre du bureau national confédéral.

## Des étrennes en acier trempé pour La Ferté-Fresnel (Orne)

ALENÇON de notre correspondant

La société Nomel, installée à Dreux depuis une cinquantaine d'années, va quitter cette ville pour une petite commune de l'Orne de sept cents habitants. La Ferté-Fresnel. Elle s'installe dans les anciens locaux de Tréficèle-Pirelli. Tréficèle avait cédé La Ferté-Fresnel en 1976. Trois ans plus tard, elle était à son apogée avec deux cent soixante-douze emplois. Mais son association avec Pirelli ne fut pas bénéfique puisque fin 1981 le licenciement des cent soixante-seize salariés était annoncé. Depuis, les locaux étaient à vendre.

La chambre de commerce et d'industrie d'Alençon se porta acquéreur des locaux et entreprit des démarches pour y accueillir

une nouvelle entreprise. C'est chose faite. Nomel est spécialisée dans le découpage et le traitement de surface des métaux, leader national dans les aciers trempés avec un chiffre d'affaires de 200 millions de francs.

Le transfert signifie, pour ce bourg de l'Orne, l'arrivée de trois cent cinquante-cinq emplois auxquels s'ajoutent cinquante emplois du siège social parisien qui lui assistent via des centralistes.

Bien sûr, à La Ferté-Fresnel et à l'Aigle, ville toute proche, on se réjouit de cette bonne nouvelle de début d'année. Mais à Dreux, les réactions sont évidemment différentes. Au dire de M<sup>me</sup> Chab, présidente de Nomel, le moitié du personnel quittera Dreux sans problème. Les autres salariés seront formés sur place avec l'aide de la chambre de commerce d'Alençon.

M. V.

### Toujours plus haut

Le futur... 190 places, propriétés, qui... 1992 comme... effectifs des... de l'avenir... la Ferté-Fresnel... Tréficèle-Pirelli... 1976... 1981... 1987... 1988... 1989... 1990... 1991... 1992... 1993... 1994... 1995... 1996... 1997... 1998... 1999... 2000... 2001... 2002... 2003... 2004... 2005... 2006... 2007... 2008... 2009... 2010... 2011... 2012... 2013... 2014... 2015... 2016... 2017... 2018... 2019... 2020... 2021... 2022... 2023... 2024... 2025... 2026... 2027... 2028... 2029... 2030...

### Insatisfactions

En fait, il y a de plus en plus de... 1987... 1988... 1989... 1990... 1991... 1992... 1993... 1994... 1995... 1996... 1997... 1998... 1999... 2000... 2001... 2002... 2003... 2004... 2005... 2006... 2007... 2008... 2009... 2010... 2011... 2012... 2013... 2014... 2015... 2016... 2017... 2018... 2019... 2020... 2021... 2022... 2023... 2024... 2025... 2026... 2027... 2028... 2029... 2030...

### REVUES

#### Croissance

#### Accélération

#### aux Etats-Unis

#### selon les directeurs

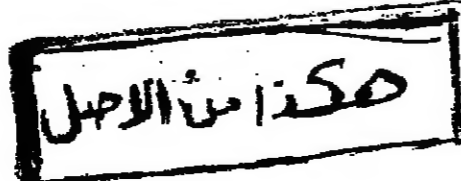
Le prochain... 1987... 1988... 1989... 1990... 1991... 1992... 1993... 1994... 1995... 1996... 1997... 1998... 1999... 2000... 2001... 2002... 2003... 2004... 2005... 2006... 2007... 2008... 2009... 2010... 2011... 2012... 2013... 2014... 2015... 2016... 2017... 2018... 2019... 2020... 2021... 2022... 2023... 2024... 2025... 2026... 2027... 2028... 2029... 2030...

#### Endettement

#### Coup de

#### en Hongrie

Le prochain... 1987... 1988... 1989... 1990... 1991... 1992... 1993... 1994... 1995... 1996... 1997... 1998... 1999... 2000... 2001... 2002... 2003... 2004... 2005... 2006... 2007... 2008... 2009... 2010... 2011... 2012... 2013... 2014... 2015... 2016... 2017... 2018... 2019... 2020... 2021... 2022... 2023... 2024... 2025... 2026... 2027... 2028... 2029... 2030...



سكنا من الاجل

# Marchés financiers

## Cdf-Chimie vend Lorilleux à Coates Brothers

Sans crier gare, le groupe d'Etat Cdf-Chimie a revendu, pendant le week-end du jour de l'an, sa filiale Lorilleux International, un des premiers producteurs d'encres industrielles en Europe (1 milliard de francs de chiffre d'affaires), à la firme britannique Coates Brothers. Un décret a été publié, le 1er janvier, dans le Journal officiel autorisant la firme française à procéder à cette cession. En échange, Cdf-Chimie va recevoir 33,4% des actions constituant le capital de Coates.

Cette opération de désinvestissement a pu se courir tous les spécialistes. Au cours de l'été 1987, M. Serge Tchuruk, PDG de Cdf-Chimie, avait en effet publiquement manifesté son intention de développer Lorilleux International et, pour

ce faire, en avait ouvert le capital à Paris. Il avait été convenu que deux filiales financières de l'établissement de la rue d'Antin, Nord-Est et Saunoy, souscrivent à une augmentation de capital de 120 millions de francs. Paris aurait-il renoncé? Possible. Mais nul n'en a rien su.

Manifestement, M. Tchuruk a cherché une solution de remplacement et, n'en trouvant pas, a préféré passer le contrôle à un autre groupe, pour assurer la pérennité de l'affaire dans un secteur industriel très concurrentiel et dominé par l'Allemand BASF. La vente de Lorilleux survient après la cession en octobre 1987 de la Société Duco (peintures industrielles) au groupe suédois Casco Nobel.

## L'OPA de Grand Metropolitan sur Martell sera autorisée, déclare M. Georges Chavanes

L'offre publique d'achat (OPA) déposée par le groupe britannique Grand Metropolitan sur la totalité des titres Martell sera autorisée dans la semaine du 11 au 15 janvier, a annoncé, samedi 2 janvier, à Angoulême, M. Georges Chavanes, ministre du commerce, de l'artisanat et des services.

M. Chavanes a estimé que, «à son avis, la reprise des cognacs Martell par le groupe britannique Seagram sera refusée», précisant toutefois que la décision était du ressort du ministère de l'économie et des finances.

M. Chavanes a indiqué qu'il recevra, lundi 4 janvier, à Paris, le président de la maison cognacière, M. René Firino-Martell, et les représentants de Seagram, avant d'entendre, mercredi 5 janvier, ceux du groupe britannique Grand Metropo-

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES  
Indice général, base 100 : 31 décembre 1986  
24 déc. 31 déc.

Valeur franc, rev. variable ..	76,7	79,1
Valeurs industrielles .....	81,3	79
Valeurs étrangères .....	87,7	82,2
PIB (brut) .....	76,3	74,1
Cinéma .....	74,3	71
Métallurgie, sidérurgie .....	80,2	75,5
Electricité, électronique .....	83,3	84,8
Bâtiment et matériaux .....	83	88,7
Ind. de consomm. non alim. ..	81,4	79
Agr. alimentaire .....	87,8	85,2
Distribution .....	72,8	70,2
Transp., télécom., services ..	75	72,5
Assurances .....	80,8	83,5
Crédit bancaire .....	88,8	85,5
Services .....	78,2	75,2
Industrie et minerai .....	86,8	86,4
Investissement et portefeuille ..	83,8	80,7
Boue 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franc, à rev. fixe .....	87,7	87,7
Esprants d'Etat .....	86,8	86,5
Sociétés .....	86,7	86,7
Boue 100 en 1987		
Valeurs franc, à rev. fixe .....	1 837,48	2 483,37
Valeurs étrangères .....	3 528,93	3 231,18
Boue 100 en 1982		
Valeurs franc, à rev. fixe .....	266,18	363,98
Valeurs étrangères .....	477,46	480,58
Boue 100 : 31 décembre 1986		
Indice des val. franc, à rev. fixe ..	115,69	115,48
Esprant d'Etat .....	112,03	112,03
Esprants garantis et assimilés ..	116,11	116,08
Sociétés .....	118,46	118,46

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE  
Boue 100 : 31 décembre 1987

Indice général .....	280,7
Produits de base .....	182,7
Construction .....	316,2
Industrie .....	292
Blancs de cuisson, durables .....	382,2
Blancs de cuisson, non durables ..	291
Blancs de cuisson, alimentaires ..	340,8
Services .....	274,8
Sociétés .....	243,7
Sociétés de la zone franc	
exploitant principalement .....	290,3
A l'étranger .....	289,4
Valeurs industrielles .....	289,4

BOURSES REGIONALES  
Boue 100 : 31 décembre 1987

Indice général .....	228,1
----------------------	-------

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en milliards de francs)

ACTIF Au 17 déc.

- OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER : 408 927
  - Or .....
  - Disponibilités à vue à l'étranger : 102 858
  - ECU .....
  - Avances au Fonds de stabilisation des changes : 18 994
- CRÉANCES SUR LE TRÉSOR : 46 890
  - Comptes en Trésor public .....
  - CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT : 240 832
    - Effets escomptés .....
  - OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM : 75 480
  - DIVERS : 11 191

Total : 780 222

PASSIF

- BILLETTS EN CIRCULATION : 223 710
- COMPTES CRÉDITEURS EXTERIEURS : 20 933
- COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC : 75 884
- COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS : 110 001
  - Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves : 46 287
- ECU À LIVRER AU FÉCOM : 76 863
- RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR : 256 839
- CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE : 3 298
- DIVERS : 13 184


Total : 780 222

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**S.A. LES FILS DE JULES BIANCO**  
**PÉTROLE DISTRIBUTION DU MIDI**  
**COMPAGNIE COMMERCIALE ET PÉTROLIÈRE DE L'OUEST**  
ont acquis 15 000 actions représentatives de 25 % du capital de la

**COMPAGNIE PARISIENNE DES ASPHALTES**

Cette transaction a été initiée et financée par  
**UNION BANK OF FINLAND (France) S.A.**

 Octobre 1987

BANQUE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'URSS  
3-5, rue Kopovsk  
MOSCOU 103009 URSS  
adresse télégraphique  
VNESHTRGANKA MOSCOU  
Télex : 411174

BANQUE POUR LES AFFAIRES EXTÉRIÈRES ÉCONOMIQUES DE L'URSS  
3-5, rue Kopovsk  
MOSCOU 103009 URSS  
adresse télégraphique  
VNESHTRGANKA MOSCOU  
Télex : 411174

A NOS CORRESPONDANTS

Messieurs,  
Par la présente, nous vous informons que, par décision (décret) du gouvernement de l'URSS, la Banque pour le Commerce extérieur de l'URSS (la Vneshtorgbank de l'URSS) est réorganisée en banque pour les affaires extérieures économiques de l'URSS (la Vnesheconobank de l'URSS). Toutes les institutions de la Vneshtorgbank de l'URSS deviennent celles de la Vnesheconobank de l'URSS et leur dénomination est changée.

La Vnesheconobank de l'URSS reprend tous les actifs, droits et claims passifs de la Vneshtorgbank de l'URSS et assure la responsabilité totale concernant les passifs et obligations.

Pendant une certaine période, vous pourrez recevoir les documents, les lettres, etc., dans lesquels sera indiquée la dénomination amulée - « Banque pour le commerce extérieur de l'URSS » (ou bien « Vneshtorgbank de l'URSS »), de pareils documents engageant la Vnesheconobank de l'URSS.

Tous les comptes de la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS qui sont ouverts dans les livres de votre banque doivent être modifiés au nom de la banque pour les affaires extérieures économiques de l'URSS.

Les documents de contrôle de la Vneshtorgbank de l'URSS en votre possession (recueil des signatures autorisées, clé télégraphique, etc.) resteront valables jusqu'à leur remplacement.

Tous les numéros de téléphones, telex et adresses restent inchangés.

L'adresse télégraphique de la banque pour les affaires extérieures économiques de l'URSS est la suivante : Vnesheconobank Moscou.

Nous sommes assurés du développement et de la diversification de notre coopération.

Avec nos salutations distinguées,

Banque pour le commerce extérieur de l'URSS,  
Premier vice-président du Conseil d'administration,  
GERASCHENKO V.V.

Directeur général du Département juridique,  
IVANOV D.L.

## MONTRÉAL

### Activité record en 1987

Malgré une note d'inconscience en fin d'année, la Bourse de Montréal s'est bien tirée d'affaires en 1987. Les cours ont en effet terminé l'année en hausse de 3,7 % par rapport à la fin 1986, selon l'indice canadien XCM, une performance à peu près semblable à la précédente : 3,5 % de hausse en 1986.

L'indice XCM, qui retracer l'évolution de 25 titres canadiens, avait atteint son meilleur niveau à 2 063,92 le 13 août 1987, et son minimum à 1 435,94 le 26 octobre 1987, selon le bilan annuel publié par la Bourse de Montréal.

Surtout, ce bilan est marqué par un record d'activité.

Le nombre des actions échangées a progressé de 36,8 % par rapport à 1986 pour atteindre 2,05 milliards. La valeur totale des transactions a atteint 22,15 milliards de dollars canadiens (17 milliards de dollars US) en hausse de 38,6 %. Le nombre de transactions a atteint 1,92 million, en augmentation de 50,5 %.

La Bourse de Montréal a agréé l'inscription de 123 nouvelles sociétés en 1987 contre 177 en 1986. Plus d'un tiers de ces nouvelles sociétés opèrent dans le secteur des matières premières.

## TOKYO, 4 janvier

### Baisse

Pour la première fois depuis huit ans, la Bourse de Tokyo a connu la nouvelle année du mauvais pied. Soutenue le 28 décembre lors de la dernière séance de 1987, la tendance s'est fortement alourdie lundi 4 janvier à la réouverture du mouvement de baisse s'est poursuivi durant toute la journée, en s'accroissant même un peu, et à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à la cote 2 170,04, soit à 348,98 points (- 1,6 %) en dessous de son niveau précédent.

« La baisse du yen rend les opérateurs nerveux », disait le chef des transactions d'une des principales maisons étrangères de titres de Tokyo. Selon lui, seuls les particuliers et les Tokkino s'ont vendus, et ce sont à l'origine des quatre derniers années de hausse, 1986 surtout. En plus, une nouvelle réglementation va désormais contraindre ces fameux Tokkino à afficher leurs pertes le 31 mars prochain.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Salomon : résultats semestriels en baisse. — Salomon SA (articles de sport) a enregistré au cours du premier semestre de l'exercice 1987-1988 un résultat net consolidé de 184,7 millions de francs, en baisse de 26,5 % par rapport à la même période du précédent exercice. Durant le premier semestre de l'exercice, Salomon a réalisé un chiffre d'affaires net consolidé de 987 millions de francs, en progression de 1,79 % par rapport à l'exercice précédent. Ce tassement des marges est dû à la stagnation des ventes, aux efforts consentis en matière de recherche et de développement ainsi qu'aux variations monétaires défavorables.

● Economcom International NV vend ses actions à DIC. — Economcom International NV (spécialisé dans la location d'équipements IBM) vient de signer un accord commercial et financier avec la firme américaine Decision Industries Corp (DIC), prévoyant notamment la vente des actions détenues par Economcom dans le capital de DIC. Selon cet accord, qui intervient après deux tentatives d'OPA sur le capital de DIC, Economcom vend sa participation de 23 % dans DIC à la société Onsel, agréée par DIC pour en prendre le contrôle. En échange,

Economcom devient le partenaire sur les marchés internationaux en matière de financement et de fourniture de matériel IBM neuf et d'occasion.

● La Coupole reprise par le groupe Flo. — Le restaurant « la Coupole », ouvert il y a soixante ans, à Paris, boulevard du Montparnasse vient d'être repris par le groupe Flo. Ce groupe, dirigé par M. Jean-Paul Bucher, comprend cinq brasseries et plusieurs boutiques de traiteur, de même que plusieurs restaurants en province et deux à l'étranger, à Barcelone et au Japon.

● Crédit lyonnais : émission de deux emprunts. — Le Bulletin des annonces légales obligatoires du 4 janvier publie un avis relatif à l'émission de deux emprunts obligataires par le Crédit lyonnais. Ces emprunts, d'un montant global de 1,5 milliard de francs, pourront être portés à 2,5 milliards de francs au maximum après exercices de bons selon les modalités suivantes : un emprunt à taux révisable et à intérêt trimestriel à trois mois de 500 millions de francs et de 1 milliard au maximum ; un emprunt à taux fixe de 500 millions au minimum et d'1 milliard au maximum à bons de souscription ou d'échange.

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A. ....	501	788	Maréchal Néel .....	96	97
Alain Madeline .....	196 10	198	Micrologie Interact. ....	270	276
Assis & Associés .....	350	350	M.M.M.S. ....	127	125
Ayrol .....	221	222	M. ....	448	468
S.A.C. ....	460	460	Malin .....	181	180
B. Danzy & Assoc. ....	375	375	N. ....	580	580
B.C.M. ....	680	700	Novate-Dames .....	184	180
B.P. ....	435	425	Orléans-Lorraine .....	300 80	300 80
Bouffé Technologies .....	680	670	Paribas .....	128	127 80
Bulard .....	380	381	Petrol .....	318 00	...
Châtel de Lys .....	800	805	Prolog .....	165	160
Colson .....	545	550	Pruborg (C. N. & P.) .....	100	100
Canal Plus .....	352	367	Rena .....	705	688
Cerif .....	875	867	St-Gobain Emballage .....	900	830
C.D.M.E. ....	740	748	St-Honore Médias .....	128	132
C. Ego, Ego. ....	250	250	S.C.G.P.M. ....	123 80	...
C.E.S.I.D. ....	634	634	S.E.P. ....	263	263
C.E.S.P. ....	183	183	S.E.P. ....	415	400
C.E.P. ....	810	860	S.E.P. ....	782	785
C.S.I. ....	422 40	425	S.E.P.A. ....	900	920
Edison-Bell .....	127	127	Sigma .....	925	900
Edison-Bell .....	251	251	S.M.T. ....	200	...
ELL .....	288	278 50	Sonac .....	800	800
Empart .....	300	300	Solmar .....	400	400
Eurocom .....	450	450	Sopar .....	286 80	294 70
Edis .....	182	178	TF1 .....	186	170
Galval .....	320	320	Union Financ. de P. ....	388	378
Genet .....	1400	1277	Valeurs de France .....	303	303
Genet .....	710	685	...	...	...
Dunod-Ci. ....	127	127	...	...	...
Genet .....	380	380	...	...	...
Genet .....	24 25	14 05	...	...	...
Genet .....	380	406	...	...	...
Genet .....	328	346	...	...	...
Genet .....	824	824	...	...	...
Genet .....	808	808	...	...	...
Genet .....	215	215	...	...	...
Genet .....	120 80	128	...	...	...
Genet .....	81	81	...	...	...
Genet .....	86	100	...	...	...
Genet .....	188	188	...	...	...
Genet .....	204	204	...	...	...
Genet .....	151	180	...	...	...
Genet .....	284 80	284 80	...	...	...
Genet .....	153	153	...	...	...
Genet .....	240	241	...	...	...
Genet .....	272	277	...	...	...

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 31-12-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Lafarge Cap. ....	1100	165	240	-	-	98	135	-	-
Paribas .....	320	35	-	-	-	36	-	-	-
Pengent .....	1800	85	135	-	-	175	-	-	-
Thomson-CSF .....	152	16,60	-	-	-	29	-	-	-
EF-Agroparis .....	240	20,50	31	-	-	35	37,50	-	-
MMI .....	1100	130	150	-	-	145	-	-	-

MATIF  
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 déc. 1987  
Nombre de contrats : 23 605

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier .....	98,10	97,15	96,45	-
Précédent .....	98,50	97,50	97,05	-

## INDICES

**CHANGES**  
Dollar : 5,36 F ⇄

Les places financières internationales se sont remises à fonctionner à un rythme normal lundi 4 janvier. Cependant, pour éviter une nouvelle baisse du dollar, les banques centrales sont intervenues, notamment la Bundesbank et la Banque nationale suisse. Le billet vert a coté 5,36 F contre 5,34 F le 31 décembre.

FRANCFORT 31 déc. 4 jan.  
Dollar (en DM) .. 1 5815 1 5809

TOKYO 31 déc. 4 jan.  
Dollar (en yen) .. 122 121,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (4 jan.) .....

**BOURSES**  
PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)  
Valeurs françaises .. 71,5  
Valeurs étrangères .. 93  
C° des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général .. 288,4

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
30 déc. 31 déc.  
Industrielles .... 1 950,10 1 938,82

LONDRES (indice Financial Times)  
30 déc. 31 déc.  
Industrielles .... 1 488 1 373,3  
Mines d'or .....

TOKYO  
28 déc. 4 jan.  
Nikkei Dow Jones .. 21 584 21 217  
Indice général .. 1 725,83 1 698,44

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-I. ....	5,3570	5,3550	+ 37	+ 52	+ 80	+ 185
Sca. ....	4,1281	4,1256	- 59	- 1	- 40	- 7
Yen (100) ..	4,3833	4,3893	+ 138	+ 165	+ 232	+ 325
DM .....	3,3852	3,3892	+ 131	+ 154	+ 262	+ 381
Mark .....	3,0084	3,0118	+ 89	+ 104	+ 178	+ 281
FF (100) ..	16,1492	16,1880	+ 161	+ 225	+ 352	+ 489
FF (1000) ..	4,1709	4,1836	+ 263	+ 335	+ 508	+ 687
L (1 000) ..	4,5991	4,5956	- 164	- 113	- 236	- 341
E. ....	10,8216	10,8236	- 81	- 37	- 118	- 247

## TAUX DES EUROMONNAIES

	6 7/8	7 1/8	7	7 1/8	7 1/8	7 1/4	7 3/8	7 1/2
DM .....	3 1/2	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 9/16	3 9/16
FF .....	4	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 7/16	4 9/16	4 9/16	4 13/16
FF (100) ..	6 1/8	6 1/4	6 3/8	6 15/16	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 7/8
FF (1 000) ..	10	11	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
L (1 000) ..	8 3/8	8 1/2	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
E. ....	8 1/2	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la Place.

Marchés financiers

BOURSE DU 31 DECEMBRE

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Réglement mensuel' and 'Comptant'.

Table of exchange rates and market indices. Includes 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or'.

Table of market indices and other financial data.

Vertical advertisement for 'LA BOURSE SUR UN 36-15' with various market-related text.

Vertical advertisement for 'MATIF' (Marché à Terme de l'Aluminium) with details on trading hours and options.

Vertical advertisement for 'INDICES' and 'BOURSE' with market information.

Vertical advertisement for 'FINANCIERE DES DEBETS' with financial services.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

سكزا من الامل

ÉTRANGER	POLITIQUE	CULTURE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Regain de tension dans les territoires occupés. 4 Afghanistan : Alain Guillo se défend contre les accusations d'espionnage. 5 Zimbabwe : M. Nkomo entre au gouvernement. 6 La préparation de l'élection présidentielle au Mexique.	7 M. Chirac propose un financement public des partis politiques. <b>DÉBATS</b> 2 « Heidegger : la question et le procès », par Alain Finkielkraut ; « Trop tard, M. Mitterrand ! », par Pierre Bourgeade.	12 Cinéma : Gardens of Stone, de Coppola. 13 Les wagons-lits s'affichent. <b>SPORTS</b> 17 Le Rallye Paris-Alger-Dakar.	10 L'assassinat employé de l'ambassade de RFA à Paris. - La controverse sur la procréation artificielle dans les milieux médicaux catholiques. 11 La disparition d'un cours d'eau dans le Ver. 16 L'avenir du plan Monory.	32 Tokyo : recul du dollar et de la Bourse. - Hongkong : une importante affaire de corruption. 33 Le succès ambigu des « SIVP » : des stages à contre-emploi. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 19 Campus ..... 16 Carnet ..... 16 Loto ..... 16 Météorologie ..... 15 Mots croisés ..... 15 Radio-télévision ..... 15 Spectacles ..... 14	● 1987 en France et dans le monde. REP ● Le mini-journal à 10 h. JOUR ● Bourse : consultez votre portefeuille. BOURSE Commandez vos livres sur le minitel du Monde 3615 + LM 16

### TCHÉCOSLOVAQUIE

#### après la libération de M. Karel Špr

## L'ex-section jazz espère obtenir un statut légal

Condamné en mars 1987 pour activité commerciale illégale, en même temps que quatre autres personnes, le chef de la section jazz, M. Karel Špr, a été remis en liberté le vendredi 1<sup>er</sup> janvier, après avoir purgé seize mois de prison. La section, qui faisait partie à l'origine de l'Union des musiciens, avait été interdite en 1984 pour avoir multiplié les activités en dehors du cadre de la culture officielle. Depuis 1979, elle était affiliée à la Fédération internationale de jazz, patronnée par l'UNESCO.

Le procès de la section jazz, en mars dernier, avait suscité une émotion considérable en Tchécoslovaquie aussi bien qu'à l'étranger. Plusieurs centaines de jeunes étaient venus manifester à son ouverture à Prague leur solidarité avec les inculpés. Devenue le symbole d'une certaine contre-culture, la section, qui revendique aujourd'hui sept mille adhérents, s'occupait de promouvoir des artistes ou des écrivains non reconnus officiellement ou interdits. En annonçant son verdict, le tribunal — qui n'avait finalement prononcé que des peines jugées à Prague relativement clémentes, ne retenant que l'accusation d'activité commerciale illégale — avait reconnu en revanche l'importance de son rôle dans le développement de la culture tchécoslovaque.

Depuis l'été dernier, après la libération de trois des dirigeants condamnés, les responsables de l'ex-section interdite ont repris contact avec les autorités pour tenter de remettre sur pied une organisation légale. Leur demande a été repoussée le 20 novembre dernier par le ministère de l'intérieur, mais appelé à être révisé à la sortie de prison. M. Špr a une nouvelle fois demandé au gouvernement de revoir sa position. « Nous avons une grande responsabilité, a-t-il dit, non seulement à l'égard de la Tchécoslovaquie, mais vis-à-vis de tous ceux qui, dans le monde, soutiennent les accords d'Helsinki ».

H. de B.

### Le Conseil constitutionnel informatise les présentations de candidature à l'Élysée

Le Conseil constitutionnel procédera désormais au traitement automatisé des présentations de candidature pour l'élection du président de la République. Il y est autorisé par un décret du premier ministre du 22 décembre 1987 publié au *Journal officiel* du 30 décembre. Un arrêté de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, en date du 28 décembre (publié au *Journal officiel* du 30 décembre) décrit les modalités de ce traitement automatisé destiné à « faciliter les opérations de contrôle de ces présentations ».

Un fichier préalable des élus habilités à présenter un candidat sera d'abord établi. Il servira aux premières vérifications sans préjudice des éventuels contrôles d'authenticité auxquels le Conseil constitutionnel est habilité à procéder. Les présentations en faveur de chaque candidat à la candidature seront classées. Le traitement automatisé des présentations pourra encore servir à « faciliter l'établissement de la liste des présentateurs à publier au *Journal officiel* ». Il pourra constituer une sorte d'aide technique pour le tirage au sort par le Conseil constitutionnel des listes de présentateurs des candidats au *Journal officiel* (dans la limite de cinq cents).

L'arrêté du président du Conseil constitutionnel prévoit que le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de lui. La loi du 6 janvier 1978 dispose que « toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les services ou organismes chargés de mettre en œuvre les traitements automatisés (...) en vue de savoir si ces traitements portent sur des informations nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication ».

Le décret dérogatoire du premier ministre était rendu nécessaire s'agissant de fichiers « faisant directement ou indirectement apparaître les opinions politiques » qui sont prohibés par la loi du 6 janvier 1978.

Le décret du premier ministre prévoit que les informations collectées seront « détruites dans le délai d'un mois suivant la proclamation du candidat déclaré élu comme président de la République ». Cette précision de visa que les éléments informatiques, les données de base qui auront servi à les établir étant, comme par le passé, conservées par le Conseil constitutionnel.

M. K.

### Sur le vif

## C'est gai !

Tiens, j'ai de quoi vous réveiller, là, aujourd'hui, vous secouer, vous sortir du coma où vous ont plongés les fêtes de fin d'année. S'agit de ce qui va nous arriver, pas forcément maintenant, tout de suite, en 1988, faut savoir regarder plus loin que le bout de son nez, mais, facile, d'ici à l'an 2000. S'agit pas non plus de conneries style boule de cristal ou marc de café, s'agit de prévisions prévisibles prévues par des futurologues tout ce qu'il y a de plus sérieux. Une association internationale de chercheurs et de savants dont le siège est à Washington.

Bon, alors, qu'est-ce qu'ils voient venir ? Une récession grosse comme le palais Brongnart. De Wall Street à Tokyo, on déprime, on angoisse, et, réflexe conditionné, on vote à droite. Vous me direz : arrête ! Ça, on sait, ça fait des semaines qu'on nous le répète à longueur de journées. OK ! OK ! Et la mail sonnetable, vous êtes au courant ? Ah ! Ça vous la coupe, hein ? Les vieilles pierres, les poutres apparentes, c'est de l'histoire ancienne. On va se loger dans du préfabriqué et comme ça sera — ça l'est déjà — impossible à réparer, dès que la bicoque donnera des signes de fatigue, on l'abandonnera, coque vide, pour aller nichier ailleurs.

A part ça ? Les bagnoles, pour moi, ce sera le pied, plus besoin de permis de conduire, j'ai jamais pu passer le mien, oui, les bagnoles se dirigeront toutes seules. Suffira de les programmer, de leur dire où on veut aller, sans risque de collision ni de contrevenance. On roulera au volant : dodo-auto-boulot.

Et enfin, alors, là, attention, c'est pas moi qui le dit, c'est eux, même que c'était marqué samedi dans le *Herald Tribune*, il va y avoir, j'ose à peine l'écrire, des... sidatoriums. Ils n'emploient pas ce mot-là, forcément, c'est des étrangers. Le Pen, ils connaissent pas, ils parlent d'énormes léproseries et ils précisent : c'est pour leur bien, aux personnes atteintes du Sida ; c'est pour leur permettre d'échanger leurs impressions ! Et accessoirement de protéger ce qui restera de la population, pauvres troupeaux déçimés errant à bord de voitures-robots à la recherche de bungalows bienôt bons pour la poubelle.

CLAUDE SARRAUTE.

### Le ministère des P et T annonce une baisse de 7% des tarifs interurbains du téléphone

Les tarifs de la communication téléphonique interurbaine (c'est-à-dire par exemple entre Paris et Nîmes ou entre Saint-Brieuc et Lille) va baisser de 7% à partir du mardi 5 janvier, annonce le ministère des P et T. En effet, la durée séparant deux imputations passera de 13 à 14 secondes.

C'est la cinquième baisse de tarifs depuis mars 1986. Globalement, l'ensemble de ces mesures se traduit par une baisse de 6% sur les tarifs des communications locales et de 20% sur celles des appels interurbains.

Ces dispositions sont de nature à atténuer les handicaps économiques du monde rural et de la province puisque désormais la décentralisation des industries et le maintien de la population dans les petites villes coûtera relativement moins cher, en termes de « coûts de fonctionnement ».

« La nouvelle tarification téléphonique intervient comme élément très porteur d'aménagement du territoire au moment où se développent, de façon fulgurante, les télécommunications d'entreprises par la bureautique, les banques de données télématiques, la combinaison du téléphone et de l'informatique », précise le ministre.

Ces mesures s'ajoutent à la disposition en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1987, qui donne la possibilité aux entreprises de déduire la TVA de leurs factures de téléphone, soit une réduction de 15% de celles-ci, sans que cela n'entraîne de hausse pour les particuliers. Un allègement global de charges pour les entreprises qu'on peut évaluer à 7 milliards de francs en 1988.

### Prof : un métier d'avenir

#### Au « Téléphone sonne » de France-Inter le 5 janvier

D'ici l'an 2000, il faut recruter trois cent mille enseignants. Comment faire ? Mais surtout pour quoi faire ? C'est l'occasion de réfléchir aux évolutions souhaitables du système éducatif et d'engager les transformations nécessaires.

L'Europe, la technologie, l'évolution des entreprises et du monde du travail, changent la donne : l'école, les professeurs, doivent s'y adapter. Mais jusqu'où faut-il aller ?

En lien avec le numéro de janvier du *Monde de l'éducation*, Alain Bédouet consacre à ces thèmes son « Téléphone sonne » du mardi 5 janvier à 19 h 20.

Avec Jacques Lesourmes, auteur du rapport *Education et société demain*, remis au ministre de l'éducation nationale le 15 décembre dernier ; Jean-Pierre Boisvin, directeur de l'évaluation et de la prospective au ministère, auteur du plan Monory et Jean-Michel Croissant, rédacteur en chef du *Monde de l'éducation*.

**DÉFENSE :**

## EUROCOPTÈRE, LE CHAR VOLANT

# SCIENCE & VIE

(Publicité)

## VOULEZ-VOUS PROGRESSER DANS LA VIE ?

Vous vous sous-estimez. Vous croyez faire de votre mieux alors que vous n'utilisez qu'une fraction de vos vraies possibilités. Non ce n'est pas une boutade, ces faits sont bien connus de tous les savants.

En voici la preuve : votre cerveau a plus de 15 milliards de neurones dont 10% seulement, d'après les scientifiques, sont connectés entre eux et servent quotidiennement. Pour vous donner une idée de cette puissance énorme, il faudrait faire appel aux mémoires électroniques de 1000 grands ordinateurs pour enregistrer toutes les informations que votre cerveau peut contenir !

Alors pourquoi vous, vous sentez-vous si limité dans vos possibilités ? Pourquoi votre mémoire est-elle défaille ? Pourquoi la simple vie quotidienne vous pose-t-elle parfois des problèmes insolubles ? Pourquoi votre vie professionnelle n'est-elle pas plus épanouissante ?

A ces questions, comme à beaucoup d'autres, il n'y a qu'une seule réponse : vous ne savez pas servir de 10% des possibilités de votre cerveau. Vous ne réussirez pas mieux dans la vie parce que vous ne savez pas encore comment mettre en service les 90% restant inemployés.

Ce n'est pourtant pas votre faute. L'évolution humaine, les progrès de la vie moderne font que notre survie est assurée en n'utilisant qu'une fraction de nos ressources naturelles, que ce soient celles de notre cerveau ou celles de notre corps.

Comme nous sommes tous potentiellement capables d'extraordinaires exploits physiques : courir, sauter, nager — après un entraînement adéquat — nous sommes tous aussi potentiellement capables d'étonnantes prouesses intellectuelles.

Vous aussi vous pouvez : acquérir la pleine maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent... Vous gagnerez ainsi automatiquement la précieuse confiance en vous qui en découle, mais cela n'est possible qu'à certaines conditions.

Comme pour acquérir la maîtrise de votre corps, pour développer votre mémoire, vos capacités intellectuelles, votre personnalité, il faut vous entraîner. Il faut apprendre à mettre en fonction vos dons naturels, jusqu'alors négligés, ignorés. Le matériau de base est en vous. Il ne vous manque jusqu'à présent que le mode d'emploi.

**Une étonnante simplicité**

Aujourd'hui, ce mode d'emploi existe. Sa simplicité vous étonnera. Une documentation complète vous sera envoyée gratuitement et sans aucune obligation comme à toute personne suffisamment intéressée pour en faire la demande.

Si vous souhaitez employer plus de 10% de vos capacités, si vous voulez vivre pleinement, mais pas seulement survivre, si vous voulez obtenir plus de vous-même et plus de la vie, remplissez sans tarder le bon gratuit ci-dessous. Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 185 - 6, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

**BON GRATUIT**

A remplir en lettres majuscules et donner votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 185 - 6, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex. France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé, « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
 Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Age \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
 Aucun démarcheur ne vous rendra visite

### BOURSE DE PARIS

#### Matinée du 4 janvier

## Baisse

À l'instar de Tokyo, Paris commence mal la nouvelle année. À l'issue de la séance matinale, l'indice accusait une baisse de 1,51%. Parmi les valeurs les plus malmenées (-4% à -9%), on relevait les noms de Lafarge, Midi, Béghin, Galeries Lafayette, OPFI, Locafance, Leroy-Somer, CSF et SAT. Avance, néanmoins, de Presses de la Cité (+ 5,7%), Euromarché (+ 2,6%), Auxiliare d'Entreprises (+ 2,5%) et Eurotunnel (+ 1,7%).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	316	311	311
Agache Heur	409	410	410
Air Liquide (L.)	478	479	483
Bancarel (Caf)	.....	.....	.....
Banque Paribas	2005	2000	1922
Banque Paribas	892	892	894
B.S.F.	4345	4300	4310
Carrefour	.....	.....	.....
Chargères S.A.	869	868	870
Club Méditerranée	.....	.....	.....
Eaux (Gén.)	.....	.....	.....
ELF-Agip	.....	.....	.....
Encepe	.....	.....	.....
Lafarge-Coppel	.....	.....	.....
Lyonnais des Eaux	1190	1110	1110
Michelin	178	173	172.10
Midi (Caf)	.....	.....	.....
Midi-Herzogen	1570	1550	1550
Novag, Mistral	700	700	700
Oréal (L.)	.....	.....	.....
Paradis-Ricard	.....	.....	.....
Peugeot S.A.	.....	.....	.....
Saint-Gobain	415.50	.....	412
Santel	.....	.....	.....
Saurat Pinter	490	490	461
Thomas-C.F.S.	.....	.....	.....
Toul-C.F.P.	.....	.....	.....
Valéo	409	400	398

Le numéro de « Monde » daté 3-4 janvier 1988 a été tiré à 564 686 exemplaires

### fondation saint-simon

#### SÉMINAIRES DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1988

- **Politiques économiques comparées des pays industriels**  
1<sup>ère</sup> séance, lundi 11 janvier  
Animateur général : Jacques Milet
- **Démocratie et socialisme en Europe**  
1<sup>ère</sup> séance, mardi 22 janvier  
Animateurs généraux : François Furet et Philippe Raynaud
- **Religion et politique dans l'Israël contemporain**  
1<sup>ère</sup> séance, mardi 2 février  
Animateur général : Marion Krieger
- **L'économie des médias**  
1<sup>ère</sup> séance, mercredi 16 mars  
Animateurs généraux : Jean-Louis Missika et Marc Tessier
- **Biologie et éthique**  
3 journées : 16, 23, 30 avril  
Animateur général : Anne Faugot-Largeault
- **La gestion des situations de crise post-accidentelles**  
1<sup>ère</sup> séance, jeudi 14 avril  
Animateur général : Patrick Lapadec
- **La nouvelle économie des réseaux d'information**  
1<sup>ère</sup> séance, mardi 19 avril  
Animateur général : Abart Bressand

Ces séminaires se déroulent soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous formes de journées complètes.

Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez à :

fondation saint-simon  
91 bis, rue du Cherche-Midi — 75006 Paris  
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

## Le Monde sur minitel

# FLASH BACK

L'actualité de la semaine sur votre écran

**3615 TAPEZ LEMONDE puis REP**

Collection Inter